

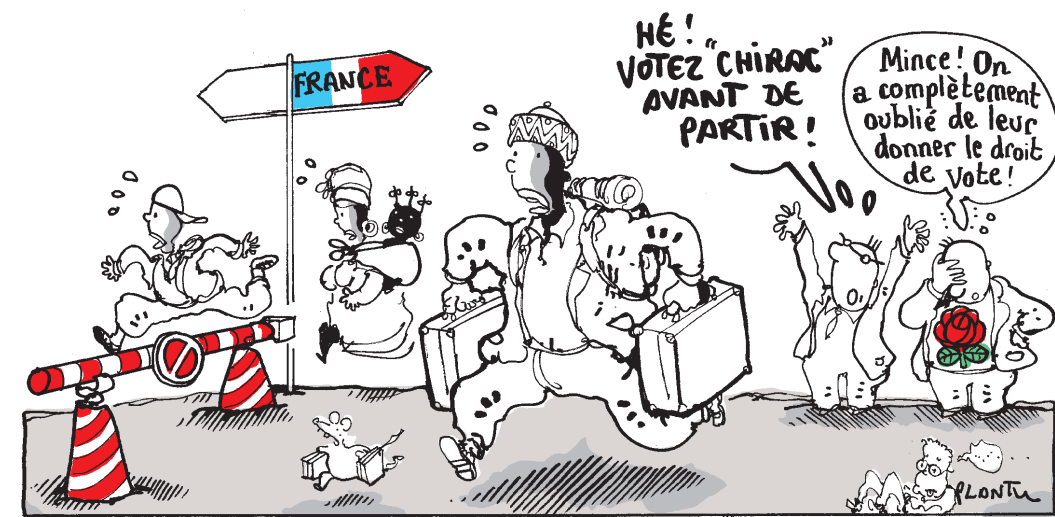
## Ce que ferait l'extrême droite si...

Préférence nationale, droit du sang, peine de mort, ségrégation dans la protection sociale, fiscalité favorable aux ménages aisés

### SOMMAIRE

**Le programme de Le Pen.** Contradictions dans les propositions économiques, caractère inégalitaire du projet social. Un entretien avec l'économiste Jean-Louis Levet. La suppression de l'impôt sur le revenu, des droits de succession et de l'ISF favoriserait les ménages aisés. Une forme d'apartheid pour la protection sociale. Abrogation du monopole syndical. La préférence nationale considérée comme un remède au chômage. Interdiction de l'avortement, suppression du pacs. Droit du sang et combat contre l'immigration régulière. Alourdissement systématique des sanctions pénales, peine de mort. La VI<sup>e</sup> République « populiste » de Jean-Marie Le Pen. p. 2 à 4

**Vu de banlieue.** Au Val-Fourré : « Soit on va voter, soit on fait nos valises. » A Lyon, DiverCité refuse de défiler avec la gauche. Les associations entre mobilisation et désillusion. p. 5



**L'appel de Jospin.** Le premier ministre demande aux Français « d'exprimer par leur vote leur refus de l'extrême droite ». M. Chirac à Dreux. Le XV de France dédie sa victoire aux droits de l'homme. p. 6 et 7

**Vu de l'étranger.** Un entretien avec Otto Schily, ministre de l'intérieur allemand. L'opinion d'une reine d'Angleterre laconique. Des organisations racistes américaines soutiennent Jean-Marie Le Pen. p. 10

**Horizons, chroniques.** Points de vue de Alain Badiou, Sylvain Lazarus, Natacha Michel, « Que penser ? Que faire ? », et de Laurent Cohen-Tanugi, « Reconstruire l'avenir ». Médiateur, chroniques. p. 21, 22 et 34

► Tout sur le programme de Le Pen

► Le chef du FN vise « plutôt 51 % que 40 % »

► L'appel de Jospin à voter contre l'extrême droite

► Chirac : « Une période de crise »

► Amertume et inquiétude dans les cités



### La France de Le Pen

NÉE en réaction à la Révolution de 1789, l'extrême droite s'est nourrie, depuis le début des années 1980, de l'immigration, du chômage, de l'insécurité. C'est aussi la France des exclus. Qui vote Le Pen ? Radioscopie du FN. Notre dossier.

**SUPPLÉMENT**  
Le Monde  
**ARGENT**  
La vie fiscale en couple

**ALLEMAGNE**  
Tuerie au lycée d'Erfurt : 17 morts p. 23

**VIVENDI UNIVERSAL**  
Fraudes à l'AG des actionnaires p. 25

France	2	Entreprises	25
Carnet	12	Aujourd'hui	26
Abonnements	12	Météorologie-Jeux	29
Horizons	13	Culture	30
International	23	Radio-Télévision	33

## La déferlante des anti-Le Pen

DE NOMBREUSES manifestations anti-Le Pen étaient prévues, samedi 27 et dimanche 28 avril dans plus de 30 villes de France. Une soixantaine d'associations antiracistes, de syndicats et de partis politiques ont appelé, samedi à Paris, à une « journée nationale de mobilisation citoyenne et républicaine », prélude aux défilés du 1<sup>er</sup> mai. Un rassemblement « jeunes » devait avoir lieu avant le départ de la manifestation qui devait commencer place de la République et se terminer place de la Nation. Un message de Lucie Aubrac devait y être lu et Robert Créange, président de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes (Fndirp) devait prendre la parole. Parmi les slogans :



« Chirac, on t'aime pas, mais on votera pour toi » ou « Un charter pour Le Pen ». Parmi les affiches, celles créées par les étudiants de l'École nationale supérieure des arts décoratifs (photo). Une partie des associations d'homosexuel(le)s avaient annoncé leur participation au défilé derrière une banderole « Contre le fascisme, le 5 mai, votons ! » Ces mouvements veulent mettre en garde contre un possible retour de l'ordre moral. Une soixantaine de sans-papiers, partis à pied de Marseille le 23 mars, devaient se joindre à la manifestation dans la capitale où 2000 policiers avaient été mobilisés pour le maintien de l'ordre.

Lire pages 8 et 9

### SUPPLÉMENT

## « L'humiliation » française vue par « The New York Times »



NOTRE sélection hebdomadaire consacre une page aux résultats de l'élection française, que le quotidien américain qualifie « d'humiliation nationale ». Paul Krugman, éditorialiste, compare la défaite de Lionel Jospin à celle du démocrate Al Gore lors de l'élection américaine de 2000 : deux hommes au « style professionnel » qui pouvaient s'appuyer sur de bons résultats économiques mais qui ont été battus par un électoral qui encourage ceux « qui veulent un retour aux temps plus simples et sont perturbés par la mixité moderne des hommes et des idées ».

## Damien Saez, compositeur de « Jeune et con » devenu « Fils de France »

LA NOUVELLE chanson de Damien Saez ne figure pas dans son dernier album *God blessé*, et n'est en vente nulle part. Composée et enregistrée en deux jours au lendemain du premier tour de la présidentielle, *Fils de France* est pour l'instant destiné à vivre et à grandir exclusivement sur Internet. « J'ai vu les larmes aux yeux/Les nouvelles ce matin/20% pour l'horreur/20% pour la peur », dit cet opus à mi-chemin entre l'hymne et la hargne. Loin de l'esprit apparemment désabusé de *Jeune et con*, son premier succès paru en 2000 et vendu à plus de 200 000 exemplaires, Damien Saez a changé. A 24 ans, il vient de prendre « une leçon de civisme et de démocratie » qu'il n'est pas près d'oublier. D'instinct, comme d'autres sont descendus dans la rue, il a fait ce qu'il savait faire, une chanson. « Il n'y a pas eu

de réflexion. Je suis rentré en studio pour enregistrer le morceau sans demander l'autorisation. Je n'ai pas dormi pendant quatre jours, raconte-t-il. Si cette chanson peut pousser ne serait-ce qu'une personne à aller voter, ça sera toujours ça de moins pour l'autre. » « L'autre », bien sûr, c'est Jean-Marie Le Pen. Damien Saez ne le nomme jamais, comme si c'était déjà donné au président du Front national une chance de gagner des voix. Et pour cause. Enfant d'une élection, *Fils de France* est aussi celui d'une frustration, celle de n'avoir pas pu voter. Condamné à six mois de prison ferme et sous mandat de dépôt pour ne pas avoir rempli ses obligations militaires, le jeune rebelle ne pouvait pas, en décembre 2001, s'inscrire sur les listes électorales. Après avoir fait appel, il a finalement été relaxé le 17 avril.

Trop tard pour voter, mais pas pour espérer. « Pour les rêves qu'on a faits/Et pour ceux qu'on fera/Pour le poing qu'on a levé/Pour celui qu'on lèvera/Pour un idéal/Pour une utopie/Allons marchons ensemble/Enfants de la patrie », lance-t-il d'une voix rageuse sur fond de guitare saturée. Plus qu'un engagement politique, cet « enfant du métissage », comme il se décrit lui-même, semble surtout vouloir montrer son attachement à la terre sur laquelle il est né. « La France, c'est le pays où va mon cœur », dit-il. Mais il a « honte de ce qui est en train d'arriver ». De ce double sentiment, Damien Saez a tiré un titre à double entente : *Fils de France* comme une insulte, *Fils de France* comme une fierté.

Louise Prothery

### CULTURE

## Ces artistes qui votent Chirac



« LA BOUE a envahi les urnes », dit Philippe Torreton, appelant à voter Chirac, comme huit autres personnalités dont nous avons publié les portraits avant le 21 avril. Lire page 30

### ANALYSE

## Le deuxième choc politique

LE 21 AVRIL, la France stupéfaite a connu un grand choc politique avec la qualification de Jean-Marie Le Pen pour le second tour de l'élection présidentielle et une extrême droite frôlant les 20 % des suffrages exprimés. Le 5 mai prochain, elle pourrait connaître un deuxième choc politique en découvrant Le Pen rassemblant le vote d'un Français sur trois. Les analystes ont péché en n'envisageant pas sérieusement le duel du second tour. Du moins doivent-ils aujourd'hui prendre la mesure du scrutin qui s'annonce. Le vote de premier tour doit s'interpréter comme un vote de crise. Crise de la politique mais aussi crise de la société. Il y a bien crise de la politique et des institutions quand le vote à l'élection présidentielle ne sert plus à désigner celui

qui doit exercer la charge suprême mais à exprimer un vote d'humeur et de protestation, un vote « anti ». Une majorité d'électeurs ont instrumentalisé leur vote pour adresser un message à « ceux d'en haut ». Selon le sondage sortie des urnes (SU) de CSA, 26 % seulement des électeurs de Le Pen ont voté pour que leur candidat soit élu président de la République, alors que ce pourcentage atteint 70 % parmi les électeurs de Jospin et 73 % parmi ceux de Chirac. Mais il faut savoir que 17 % des électeurs de Besancenot ou 13 % des électeurs de Laguiller voulaient la victoire du candidat pour lequel ils ont voté. Que reste-t-il dans ces conditions de l'élection du président de la République au suffrage universel ?

Aussi grave est la crise de société que la sociologie du vote décryptée par les sondages SU révèle. Le vote protestataire – que l'on peut définir comme le fait de voter pour un candidat ou pour un parti dont on ne souhaite pas au fond de soi-même qu'il gouverne – concerne 35 % des Français (extrême droite, extrême gauche, et « chasseurs »). Selon le sondage sortie des urnes d'Ipsos, ce vote protestataire rallie – fait sans précédent dans notre histoire électorale – la majorité absolue des ouvriers et des chômeurs.

Jérôme Jaffré pour Le Monde

Lire la suite page 22

L'AGUS II AICIIIH I SI DANNI \*TUO POUH LA SANTÉ \*L'UNSDIMHRE AVEC MODERATION



## La suppression de l'impôt sur le revenu, des droits de succession et de l'ISF favoriserait les ménages aisés

Le candidat juge qu'une baisse de la pression fiscale doperait l'économie. Pour les entreprises, il cible l'effort d'allègement sur les PME, dont l'impôt sur les bénéfices serait ramené à 10 %

SI L'ÉLECTORAT de Jean-Marie Le Pen est en grande partie populaire, son programme fiscal s'adresse d'abord aux Français les plus riches et s'appuie sur un principe, inscrit en tête de son projet économique : « *Rendre aux Français leurs libertés fiscales* ». Le candidat du Front national promet en effet une baisse massive des prélèvements obligatoires et souhaite inscrire dans la Constitution – après un référendum – le principe selon lequel ces prélèvements ne pourront en aucun cas dépasser 35 % du produit intérieur brut (PIB), alors qu'ils représentent aujourd'hui 44,9 % de la richesse nationale (chiffre 2001). Cette réduction est – pour l'essentiel – orientée vers les foyers disposant des revenus les plus confortables. Ceux qui touchent un salaire supérieur à la moyenne, ceux qui ont une fortune personnelle et ceux qui héritent sont autant de contribuables que M. Le Pen entend gâter.

► **La suppression de l'impôt sur le revenu sur cinq ans.** C'est la première – et la plus spectaculaire – des promesses fiscales du candidat de l'extrême droite. Pour M. Le Pen, cet impôt, qui a été créé peu avant la première guerre mondiale, n'a pas lieu d'exister. Ne serait-ce que parce qu'il est financièrement marginal. Il est vrai qu'il est relativement peu important, en France, dans l'ensemble des recettes fiscales, puisqu'il a rapporté, en 2001, 53,5 milliards d'euros, soit 3,5 % de la richesse nationale, loin derrière la TVA, qui rapporte près de deux fois plus puisqu'elle a fait rentrer dans les caisses de l'Etat quelque 105,2 milliards d'euros en 2001.

La contribution sociale générali-

sée (CSG) est également plus rentable : elle a représenté, l'an dernier, 62 milliards d'euros. L'impôt sur le revenu doit d'abord sa faiblesse à une assiette étroite : sur les 32,9 millions de foyers fiscaux français, seuls 17,2 millions y sont assujettis.

**Le candidat du FN défend les PME contre les grandes entreprises, illustrant ainsi une vieille thèse poujadiste selon laquelle « les gros écrasent les petits »**

Pour justifier sa suppression progressive au cours du quinquennat, les responsables du Front national jugent que « *son effet redistributif est inexistant* ». Qui plus est, estiment-ils, les plus riches y échappent en s'expatriant dans des pays fiscalement plus accueillants. « *Les classes moyennes supportent donc pour l'essentiel sa taxation* », concluent-ils pour expliquer que sa suppression ne profiterait pas aux plus aisés.

Mais les experts frontistes écrivent l'inverse quelques lignes plus loin : l'IR « *est très profondément injuste* », assurent-ils, puisque « *les 50 % les moins imposés n'acquittent que 5 % de l'impôt sur le revenu*. A l'autre bout de l'échelle, les 20 % des contribuables les plus

imposés acquittent environ 80 % de cet impôt ». M. Le Pen le dit bien : l'impôt sur le revenu est concentré sur les contribuables les plus aisés. M. Le Pen prévoit par ailleurs la suppression progressive de la CSG, qui peut être considérée comme un autre impôt sur le revenu, même s'il est affecté au financement des régimes de Sécurité sociale. Quant à la CRDS, créée en 1996 pour apurer les comptes de la Sécurité sociale, elle sera supprimée dès que cette dette aura été remboursée (normalement en 2014).

► **La suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune.** Pour le candidat de l'extrême droite, qui y est d'ailleurs assujéti, cet impôt doit aussi disparaître. « *L'ISF représente aussi un beau trompe-l'œil fiscal* », considère-t-il. L'ISF a rapporté 2,658 milliards d'euros en 2001 et il a été payé par 265 786 contribuables. S'il est économiquement marginal, il est politiquement symbolique et est, avec l'impôt sur le revenu, le seul prélèvement fiscal progressif en France.

► **La suppression totale des droits de succession au sein de la famille.** « *Les droits ne seront perçus, rétroactivement, que lorsque les biens quitteront le patrimoine familial*, développe le Front national dans son programme. « *Pour les transmissions entre non-parents, c'est-à-dire pour à peine plus de 20 000 héritages annuels, un plafond sera fixé pour tenir compte du montant moyen de ces transmissions, assez faible pour ne pas être injustement taxable* », ajoute-t-il. Il affirme que cela évitera, notamment, que des entreprises familiales disparaissent en raison d'un désaccord entre les héritiers.

► **De nouveaux avantages fiscaux pour l'épargne.** Le président du Front national veut détaxer totalement ce qu'il appelle l'« *épargne populaire* », c'est-à-dire celle qui est « *située en dessous du montant moyen des patrimoines, en l'occurrence 300 000 francs* ». Ce chiffre moyen masque, en fait, une répartition beaucoup plus dispersée des « *bas de laine* ». En sachant qu'aujourd'hui une partie importante de cette épargne échappe déjà à l'impôt sur le revenu et bénéficie de dégrèvements fiscaux importants, la proposition de M. Le Pen profiterait, une fois encore, aux ménages les plus aisés.

► **La baisse des impôts pour les petites et moyennes entreprises.** Tout comme il veut favoriser leur transmission au sein de la famille, il souhaite ramener leur imposition sur les bénéfices à seulement 10 %. Pour les grandes entreprises, le candidat du FN n'a rien prévu. Dans son programme, il veut défendre les PME contre les grandes entreprises et les petits commerçants contre la grande distribution, illustrant ainsi une vieille thèse poujadiste selon laquelle « *les gros écrasent les petits* ».

► **La simplification et la réduction de la fiscalité locale.** Dans le cadre d'une « *véritable décentralisation* », M. Le Pen préconise de réduire les impôts locaux. « *Le principe de la spécialisation d'un impôt par collectivité locale sera adopté, le nombre de niveaux ramené à deux (communes et province) et les possibilités d'emprunt strictement encadrées* », indique le programme de l'extrême droite.

V. Ma

## Le vote des ouvriers a poussé le FN à gauchir son projet social

Il ne préconise plus la suppression du smic

EN MATIÈRE sociale, le Front national a souvent changé de cap. Hors du socle traditionnel qu'il défend en permanence – préférence nationale et anti-égalitarisme – le parti de Jean-Marie Le Pen a modifié ses programmes en fonction de son électoral et des courants internes qui l'ont agité.

Lors de sa création, en 1972, le FN n'a rien d'un parti à vocation ouvrière, milieu où il recrute très peu. Il prône alors un « *capitalisme populaire* » pour ses sympathisants petits-bourgeois. Dans les années 1980, sous l'influence de Bruno Mégret, national-conservateur, c'est l'ultralibéralisme qui va dominer, loin du « *solidarisme* » de l'aile nationaliste-révolutionnaire incarnée par Jean-Pierre Stirbois, originellement situé à gauche. Rebasculé dans les années 1990 : le parti d'extrême droite, qui recrute de plus en plus chez les ouvriers et les chômeurs, change de tactique sociale et adopte un programme dont certaines mesures recourent à celles adoptées par les partis de gauche. Le domaine de l'emploi reflète ces allers-retours idéologiques et clientélistes.

► **Salaire.** En 1986, dans le programme « *Pour la France* » (éditions Albatros), Jean-Marie Le Pen propose « *d'accepter la fixation libre du salaire entre l'employeur et l'employé* ». Le salaire minimum est supprimé, car « *bien des jeunes Français préféreraient être payés pour un vrai travail, même moins que le smic, plutôt que de rester au chômage ou de toucher la soupe populaire des TUC* ».

En 2002, dans le programme « *Pour un avenir français* », le FN écrit : « *Nous rejetons absolument*

toute idée de démantèlement de la notion de salaire minimum. » Le smic est donc confirmé et augmenté. Les experts de M. Le Pen expliquent que, dès leur arrivée au pouvoir, le salaire minimum franchirait la barre des 1067 euros net (contre 891 euros actuellement). Proposition est aussi faite – « *la croissance économique aidant* » – de renégocier branche par branche le niveau de salaires « *anormalement tirés vers le bas* ».

► **Précarité.** En 1986, le FN propose « *d'autoriser les contrats à durée déterminée et leur renouvellement ; de libéraliser le travail à temps partiel ; de supprimer les lois, ordonnances et décrets qui freinent le travail temporaire et rendent son exercice difficile* ». En 2002, les experts du Front insistent sur « *la nécessité de créer des emplois correctement rémunérés qui répondent aux aptitudes et à la formation de chacun* ».

► **Temps de travail.** En 1986, la volonté affichée est de « *libérer la réglementation sur les horaires en laissant la plus large souplesse dans la définition des jours et heures d'ouverture des ateliers, des bureaux, des magasins, dans les règles de compensation des heures supplémentaires, dans la mise en œuvre des congés payés* ».

En 2002, l'abrogation des lois Aubry est annoncée officiellement mais, précise-t-on au FN, « *on ne reviendra pas sur les 35 heures quand elles sont déjà appliquées* ». Il faut permettre, via la négociation sociale, « *la conclusion d'accords de branche ou d'entreprise définissant les temps de travail les mieux adaptés* ».

Marie-Béatrice Baudet

## Une forme d'« apartheid » pour la protection sociale

Les droits des étrangers pour la retraite et la santé seraient gérés par des caisses spéciales

FAMILLE, retraite, assurance-maladie : la « *préférence nationale* », ce principe doit, pour l'extrême droite, s'appliquer à la protection sociale. Le mouvement de Jean-Marie Le Pen est partisan de confier la gestion des « *droits sociaux des étrangers* » à des caisses particulières. La protection sociale serait ainsi – et très officiellement – à plusieurs vitesses, selon la nationalité de ses bénéficiaires, leur relative richesse ou pauvreté.

La Sécurité sociale entrerait en concurrence avec le privé (mutuelles ou assurances) pour le « *petit risque* ». Prudent sur les retraites, le FN se pose en défenseur du régime par répartition et de la « *liberté de choix* » des assurés. Mais il ne dit quasiment rien du financement de la protection sociale, tout en prévoyant des allègements massifs de charges sociales et une réduction des dépenses sociales de 38 milliards d'euros sur dix ans.

La formation d'extrême droite, qui s'alarme de l'« *hiver démographique français* », de la « *dérive des mœurs* » et de la « *crise de l'institution familiale* », la famille française serait, depuis trois décennies, « *la cible de toutes les attaques* ». Il y aurait donc urgence à se pencher sur elle, ce que fait le FN dans une optique nataliste. Entre autres mesures, il prévoit

un « *statut de la mère de famille* », qui sonne comme une invitation au retour des femmes à la maison, et la création d'un « *revenu parental d'éducation* ». Equivalent à 1,5 fois le smic, il serait versé jusqu'aux 18 ans révolus du dernier enfant pour les familles d'au moins trois enfants. Son financement n'est pas précisé, pas plus que celui du « *statut de la mère de famille* », dont on ne sait à qui il s'adresse.

### ASSURANCE-MALADIE UNIQUE

En France, le taux d'activité des femmes n'a cessé d'augmenter : en mars 2000, il était de 48,1 % en moyenne et frisait 80 % chez celles âgées de 25 à 49 ans, qui sont aussi mères de famille. Par ailleurs, les allocations familiales, censées couvrir « *les deux tiers du coût de l'enfant* », seraient « *réservées aux familles françaises* ». Enfin, le « *suffrage universel intégral* » permettrait aux familles nombreuses de peser « *de leur juste poids dans les décisions collectives* », les parents pouvant exercer les droits civiques en lieu et place de leurs enfants mineurs.

Dans un chapitre intitulé « *Fraternité* », le FN propose la création d'« *une caisse autonome d'assurance-vieillesse pour les ressortissants étrangers, alimentée par eux seuls* ». Pour les

autres, il préconise une « *harmonisation progressive* » des différents régimes de base et suggère d'en confier la gestion à l'Etat. La création de régimes complémentaires professionnels d'épargne-retraite serait favorisée. Chaque Français « *fixera librement* » l'âge de sa retraite « *sans pénalisation financière* ». Les aides seraient réservées aux « *nationaux* », et une « *allocation de solidarité nationale personnalisée* » remplacerait le RMI.

Une assurance-maladie unique se substituerait aux différents régimes existants. Le « *gros risque* » (affections de longue durée) serait pris en charge par un organisme placé sous la tutelle de l'Etat. Pour le « *petit risque* », qui peut coûter cher, le libre choix de l'assuré primerait. Par ailleurs, le FN propose d'appliquer « *la préférence nationale dans l'attribution des diplômes médicaux, le recrutement hospitalier et le droit d'établissement* ». A l'heure actuelle, les hôpitaux français auraient les plus grandes difficultés à fonctionner sans la présence de nombreux praticiens étrangers mal payés. Enfin, l'extrême droite propose « *un dépistage national systématique du sida* » et « *le rétablissement du contrôle sanitaire* » aux frontières.

Claire Guélaud

## Abrogation du monopole syndical, refonte des fédérations patronales

LE FRONT NATIONAL entend supprimer le monopole syndical au premier tour des élections professionnelles, dont ne bénéficierait que cinq centrales (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC). Il s'agit, selon lui, d'un « *scandale* » et d'une « *escroquerie* » à l'égard d'un monde de travail, qu'il rêve « *affranchi des effets conjoints du capitalisme qui atomise et du socialisme qui collectivise* ».

Une telle réforme favoriserait, à son avis, l'émergence de syndicats « *réellement libres, regroupés en organisations professionnelles paritaires de branche* ». Des fédérations patronales nouvelles se créeraient, plus adaptées, selon l'extrême droite, à la réalité économique d'aujourd'hui. En outre, chaque organisation professionnelle paritaire enverrait des représentants au Conseil économique et social, « *non plus en fonction de leur allégeance idéologique (...), mais en tant que représentant d'une profession déterminée* ».

Le CES deviendrait « *le porte-parole authentique et responsable du monde du travail auprès de l'Etat* », chaque conseil économique et social régional étant constitué de la même manière que l'institution nationale.

Ainsi, le FN cultive une conception du social mêlant l'ancien et le moderne. Ainsi, la suppression du monopole syndical est réclamée par plusieurs organisations, comme la CGT ou l'UNSA, pour mieux asseoir la représentativité syndicale. De même, l'idée d'adapter le périmètre de certaines fédérations n'a rien, en soi, d'incongru. En revanche, le programme frontiste ne fait aucune référence à la démocratie sociale et au dialogue social interprofessionnel. Il en est de même pour l'accent mis sur les « *professions* », qui fait penser à la Charte du travail, cette « *loi sur l'organisation sociale des professions* » adoptée le 4 octobre 1941.

C. Gu.

**BREITLING**  
1884  
INSTRUMENTS FOR PROFESSIONALS™

**CAPET**

64 rue Pierre Charron • 75008 PARIS • Tél. 01 45 61 40 40  
WWW.BREITLING.COM

## La préférence nationale, remède miracle du FN pour lutter contre le chômage

Ce slogan fait l'impasse sur la réalité démographique

**JEAN-MARIE LE PEN** prône depuis toujours la préférence nationale en matière d'emploi avec son corollaire : la fermeture des frontières à l'immigration et l'expulsion des travailleurs étrangers. C'est pour le leader du Front national la seule équation qui permettra de supprimer le chômage. Ce programme suppose que « l'emploi disponible en France se doit d'être réservé, par priorité, aux citoyens français ». En cas d'embauche, comme en cas de licenciement, l'intérêt du travailleur français serait donc prioritaire et, en cas de non-respect de cette norme, les entreprises ayant recours à la population étrangère devraient acquitter « une contribution nationale assise sur le salaire versé aux étrangers », destinée « à faire payer aux employeurs les charges induites par l'immigration (logements, écoles, retours) ». « Les chômeurs étrangers en fin de droits devraient retourner chez eux », a précisé Jean-Marie Le Pen, dans une interview télévisée à LCI, le 25 avril, en ajoutant que, dans l'attente de leur expulsion « ils pourraient être placés dans des camps de transit ».

Ce programme ne traduit pas seulement les sentiments de M. Le Pen à l'égard des immigrés, qui, à travers « le développement année après année de colonies de développement (...) [est] pour notre identité nationale une menace mortelle », il méconnaît - volontairement ou non - les réalités du marché du travail et serait donc, de ce seul point de vue, tout simplement inefficace. Sur une population active totale de 26 millions, les étrangers étaient 1,67 million, selon l'enquête emploi de l'Insee de mars 2001 - la dernière à fournir des informations détaillées sur le sujet. Sous l'effet des politiques migratoires restrictives, leur place sur le marché du travail a été ramenée de 7,5 % en 1974, au lendemain du premier choc pétrolier, à 6,1 % aujourd'hui. Le nombre de chômeurs étrangers, toujours selon cette enquête, était de 257 557 en mars 2001, sur un

nombre total de chômeurs de 2,85 millions. L'effet de levier, même en renvoyant tous ces travailleurs étrangers chez eux, serait donc des plus limités pour réduire le chômage en France. Il en serait autrement si M. Le Pen décidait de s'attaquer à tous les immigrés, qui, au sens de l'Insee, englobent les étrangers et les migrants ayant acquis la nationalité française : ils sont environ 4,3 millions selon le recensement de 1999, dont 2,29 millions d'actifs et 503 000 chômeurs. Officiellement, le Front national exclut ce scénario.

### FONDS DE COMMERCE

« Le chômage, c'est la faute aux immigrés. » Ce slogan fait partie du fonds de commerce du parti d'extrême droite. Pourtant, aucune étude sérieuse n'a jamais permis d'étayer cette position. « Rien ne permet d'affirmer jusqu'ici que l'immigration a aggravé le chômage de la population autochtone. Il se peut même qu'elle ait eu un effet bénéfique sur l'économie et sur l'emploi dans la mesure où elle est source de flexibilité », démontrent les experts de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) dans leur rapport de novembre 2000 sur les perspectives économiques.

Le projet de M. Le Pen fait par ailleurs l'impasse sur la réalité démographique. Les pénuries de main-d'œuvre observées au plus fort de la reprise économique dans les secteurs du bâtiment ou de l'informatique ont pourtant donné l'alerte. A partir de 2006, la population active commencera à décliner. Au point, assurent la plupart des démographes, qu'il sera nécessaire pour faire tourner l'économie française - et accessoirement pour financer les régimes de retraite - de faire à nouveau appel à la main-d'œuvre étrangère. Et cette réalité n'est pas seulement française. A plus ou moins brève échéance, elle concerne toute l'Europe.

Laurence Caramel

## La VI<sup>e</sup> République que M. Le Pen appelle de ses vœux

**LE CANDIDAT** du FN n'entend pas, s'il est élu, abolir la République comme voulait le faire, pour « la Gueuse », l'extrême droite d'avant-guerre. Mais en changer le chiffre, certainement ! « Vive la VI<sup>e</sup> République à construire (...) bien sûr [avec] l'approbation du peuple français par référendum », avait-il proclamé à la fête des Bleu-Blanc-Rouge, dès 1994. Sa « République populiste » se fonde avant tout sur l'appel au peuple. D'où la place laissée dans son programme de 2002 aux référendums d'initiative populaire alors qu'il veut, dans le même temps, réduire à la portion congrue celle du Conseil constitutionnel et qu'il n'est pratiquement plus question de l'Assemblée nationale...

Une refonte du territoire et des collectivités locales est prévue, M. Le Pen souhaitant supprimer la région, le département et le canton et y substituer des entités « naturelles et humaines bien identifiées » : les communes, éventuellement regroupées en « pays », ainsi qu'une trentaine de « provinces ».

Le septennat sera rétabli et l'ENA

supprimée. En outre, la déclaration de l'appartenance à des « oligarchies, groupes de pression et autres obédiences maçonniques » sera obligatoire « sous peine de déchéance » pour tout « dépositaire de l'autorité publique », notamment les élus.

Au premier rang des préoccupations constitutionnelles figure la « préférence nationale » (la priorité des Français sur les étrangers « en matière de droits civiques civils et sociaux »), qui doit être intégrée à la loi fondamentale. En janvier 1998, Bruno Mégret, alors délégué général du FN, avait, dans cet esprit, annoncé l'instauration d'une allocation municipale « de naissance » de 5 000 francs (754,5 €) réservée aux parents « français ou européens » de Vitrolles (Le Monde du 23 janvier 1998). Condamnée, en 2000, à deux ans d'inéligibilité pour discrimination raciale, la maire (MNR) de Vitrolles, Catherine Mégret, a vu confirmer ce jugement par la cour d'appel d'Aix, arrêt contre laquelle elle s'est pourvue en cassation.

Nicolas Weill

## Interdiction de l'avortement, revenu parental et statut de la mère de famille pour accroître la natalité

Pour l'école, « la scolarité obligatoire ne se justifie plus », les programmes « privilégieront la France et son identité » et « l'avancement au mérite » sera de rigueur chez les enseignants

**ESTIMANT** que l'institution familiale est en crise, et que l'on assiste à l'« hiver démographique français », Jean-Marie Le Pen regrette que la V<sup>e</sup> République ait « progressivement démantelé la politique familiale mise en place entre 1938 et 1947 ». L'école publique devra, quant à elle, « rompre avec l'endoctrinement politiquement correct » et appliquer un principe général de « préférence nationale ».

### ► Interdiction de l'avortement.

Le « caractère sacré de la vie humaine » sera inscrit dans la Constitution. L'avortement « ne peut être tenu pour légitime », la nation devant « pourvoir à sa continuité dans les temps ». Les lois sur l'IVG seront donc abrogées. Un plan de relance de la natalité sur vingt ans sera mis en place.

### ► Incitation au retour au foyer.

Un revenu parental d'éducation sera créé, équivalent à une fois et demie le smic, qui permettra « aux mères ou aux pères de famille de choisir librement entre l'exercice d'une activité professionnelle et l'éducation de leurs enfants ». Il sera versé pendant trois ans pour le premier et le second enfant, et jusqu'aux 18 ans de l'enfant pour les familles de trois enfants ou plus. Un statut de mère de famille sera créé : les mères disposeront d'une protection sociale et d'un droit à la retraite personnelle.

► **Le mariage à l'honneur.** « Les dispositions civiles, fiscales et sociales seront revues afin d'avantager les familles légitimes et leurs enfants. »

### ► Le divorce en ligne de mire.



Vendredi 26 avril, M. Le Pen déclarait lors d'une conférence de presse : « Je pense que le divorce par consentement mutuel, la rupture unilatérale des liens du mariage semblent rapprocher nos législations beaucoup plus des législations de république arabe, plutôt que des sociétés plus évoluées et plus respectueuses, en particulier des droits de la femme. »

► **Suppression du pacs.** La loi sur le pacte civil de solidarité sera abrogée car « la loi n'a pas à légiférer

au profit de lobbies organisés prétendant imposer leurs comportements déviants en modèle social normatif ».

► **Droit de vote supplémentaire pour les parents.** Pour « revaloriser la place des familles au sein de la communauté nationale », les parents exerceront les « droits civiques » de leurs enfants jusqu'à la majorité de ces derniers. Une loi instaurera ce « suffrage universel intégral ».

► **Fin de la scolarisation obligatoire.** L'institution du revenu paren-

tal et le développement du système de garde de la petite enfance « permettront d'éviter un recours excessif à la classe maternelle, scolarisation trop précoce ». « La durée de la scolarité obligatoire [actuellement de 6 à 16 ans, ndlr] ne se justifie plus. » C'est « l'aptitude de l'enfant » qui sera prise en compte. En outre, « l'accès à la classe de sixième ne sera possible que si l'enfant démontre une connaissance suffisante de la langue française ».

► **Mise en concurrence.** Une sélection sera effectuée entre les élèves, avec classement systématique et attribution de prix, « l'avancement au mérite » sera introduit pour les enseignants, « l'émulation » encouragée entre les établissements. Ces derniers, devenus autonomes, fixeront librement l'âge minimum d'admission et les conditions de redoublement. La carte scolaire, le collège unique, les zones d'éducation prioritaires seront supprimés. La mixité ne sera plus obligatoire.

► **Création d'un « chèque scolaire ».** Attribué à chaque « famille française », il permettra l'inscription de l'enfant dans l'école, publique ou privée, choisie par les parents.

► **Révision des programmes.** L'histoire et la géographie « privilégieront la France et son identité ». A l'école primaire, des cours de morale seront introduits. « Notre hymne national comme le respect de notre drapeau » seront appris.

Pascal Krémer et Marie-Laure Phélippeau

## Le parti d'extrême droite entend combattre l'immigration régulière et instaurer un strict droit du sang

« **RENVERSER** le courant » : sous ces mots anodins, Jean-Marie Le Pen propose une inversion de perspective dans la politique d'immigration. Ce n'est en effet pas l'immigration irrégulière qu'il entend combattre le leader du Front national. Sur ses vingt-cinq propositions, deux seulement visent les étrangers clandestins. Et encore : l'une promet leur « expulsion effective », avec les méthodes existantes ; l'autre envisage de soumettre les touristes à un « contrôle mensuel », mais un tel dispositif, dans un pays qui accueille 75 millions de visiteurs par an, paraît difficilement réalisable.

En réalité, ce sont les immigrés réguliers qu'il érige en principale

cible. Ceux qui veulent entrer en France, bien sûr : « En dehors de cas exceptionnels, l'immigration légale sera interdite » ; quant au regroupement familial, « il est impératif de l'abroger ». Mais surtout, ceux qui sont déjà installés en France. Ainsi, outre les mesures de préférence nationale dans l'accès à l'emploi et au logement, et l'exclusion des étrangers des allocations familiales et des aides sociales, M. Le Pen entend supprimer la carte de résident de dix ans. Celle-ci, qui marque aujourd'hui un premier grand pas sur le chemin de l'installation définitive, serait remplacée par une carte de séjour d'un an, renouvelée sous conditions. Puisque « les immi-

grés en situation irrégulière sont censés résider en France pour y travailler », les chômeurs en fin de droits verraient leur carte devenir « caduque ». Dans le même esprit, le programme propose de faire de la double peine une règle absolue en expulsant « systématiquement » les délinquants étrangers vers leur pays d'origine. « Les forces de police multiplieront les contrôles d'identité pour interpellier les délinquants immigrés présents sur notre sol », ajoute le programme.

Mais M. Le Pen va plus loin en promettant de « refonder la nationalité française ». « Naît français tout enfant né de père ou de mère française » : en instaurant un strict droit du

sang, le FN entend écartier les apports étrangers à la communauté nationale. La double nationalité est interdite ; les binationaux sont sommés de choisir. Quant à l'acquisition de la nationalité, elle ne saurait provenir du mariage ou de la naissance sur le sol français. « La seule procédure désormais reconnue sera la naturalisation », annonce le FN.

### PAS ENCORE À L'ABRI

Avec un avertissement : « Cette naturalisation ne pourra être obtenue qu'après vérification de l'assimilation du candidat, c'est-à-dire l'acquisition démontrée, par le candidat et ses proches mineurs, des valeurs spirituelles, des mœurs, de la langue et des usages qui fondent la civilisation française. »

Le programme du FN prévoit que la nationalité ne soit accordée qu'après « avis du conseil municipal de la commune de résidence du requérant ». Le parcours du candidat à l'entrée dans la communauté nationale ne s'arrête pas là : « une période transitoire de longue durée » sera instaurée, « au cours de laquelle le naturalisé devra s'abstenir de toute activité politique, conformément au devoir de réserve, le droit de vote n'étant accordé qu'à l'issue de cette période ». L'étranger ne sera pas encore à l'abri. « Toute personne naturalisée, avertit le FN, pourra être déchu de la nationalité française si elle commet des crimes tels que, notamment, un assassinat, un acte terroriste, une prise d'otages, un rapt d'enfant, un viol, le trafic de drogue. »

## Un alourdissement systématique des sanctions pénales

**RÉPRESSION** maximale : c'est ainsi que pourrait se résumer le programme de Jean-Marie Le Pen en matière de sécurité. Affirmant que « l'insécurité règne en maître en France », le leader du Front national a trouvé les coupables : la criminalité « est majoritairement le fait de l'immigration », mais aussi la conséquence d'un « véritable sida mental », selon lequel « le délinquant serait un malade, la "victime" d'une superstructure socio-économique ». « Toutes les réformes adoptées depuis 1959 ont abouti à désarmer la police, la justice, les citoyens », estime M. Le Pen, qui propose de durcir considérablement le système répressif afin que « la peur quitte le camp des honnêtes gens, pour retrouver celui des malfaiteurs ».

En sus d'un renforcement des moyens de la police et de la justice, la politique du FN se réduit, en réalité, à une réforme du code pénal, afin de revenir sur l'essentiel des acquis des vingt dernières années. Symbole parmi les symboles, le rétablissement de la peine de mort, abolie en 1981, en serait le premier acte fort, immédiatement proposé dans le cadre du premier des

cinq référendums que M. Le Pen envisage d'organiser au cours du quinquennat s'il arrivait au pouvoir. Outre que ce rétablissement placerait la France au ban du Conseil de l'Europe, l'exemple des pays continuant à appliquer la peine capitale prouve que celle-ci n'a eu aucune influence sur le niveau de la criminalité.

Le système pénal dans son ensemble doit aboutir, pour M. Le Pen, « à la neutralisation » des délinquants, notamment par le biais d'une échelle de peines qui, « par la menace qu'elle fait peser, décourage les comportements et les actes délictueux ». L'ensemble des peines seraient ainsi considérablement durcies, mais surtout appliquées dans leur intégralité, c'est-à-dire non « dénatées par l'application des peines ». L'enfermement constitue donc la réponse première à la délinquance, l'extrême droite évaluant à 13 000 le nombre de places à construire en prison, en plus des places libérées par « l'expulsion des ressortissants étrangers ».

Cécile Prieur

Nathaniel Herzberg

## A LIRE DANS LE MONDE DOSSIERS & DOCUMENTS

Un numéro spécial pour réviser vos examens

1

Dernier état du monde

2

Dernier état de la France

3

Les clés de l'info : les chantiers du futur président



NUMÉRO DE MAI - 16 PAGES - 2€





## Jean-Marie Le Pen « vise plutôt 51 % que 40 % » et promet « une grande surprise » au second tour

Le président du FN assure qu'il n'a qu'un seul allié : le peuple ». Aux législatives, il n'exclut plus catégoriquement des accords avec le MNR de Bruno Mégret.

**JEAN-MARIE LE PEN** affiche tranquillement ses ambitions : « Pour moi, 30 % des suffrages le 5 mai serait un échec cuisant. Je me bats pour beaucoup plus. Je vise entre 40 et 51 % et plutôt 51 que 40 », a-t-il expliqué au Monde, vendredi 26 avril. Quelques instants auparavant, lors d'une conférence de presse organisée au siège du FN à Saint-Cloud, il avait mis en garde les journalistes contre les sondages donnant Jacques Chirac gagnant au second tour. « Il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir mis à terre. Je crois pouvoir vous dire que ce scrutin, qui a réservé une petite surprise au premier tour, peut parfaitement en réserver une bien plus grande », a-t-il affirmé, avant de présenter ce second tour comme un combat entre les « bons et les méchants », entre « le syndicat général des mafias, des lobbies, des politiciens et associations économiques, culturelles de tout poil » et lui, qui « n'a qu'un seul allié, mais un allié de poids : le peuple français ».

En attendant, il doit convaincre. « Moi, je parle au nom de ceux qui ne sont pas satisfaits de l'évolution politique française, en particulier dans le domaine économique et social », lance-t-il à tous ceux qui éprouvent un quelconque malaise. Et, à l'adresse des électeurs de droite, il exploite le soutien d'une partie de la gauche à la candidature de M. Chirac et lance « un appel à un véritable rassemblement national contre le front populaire ». Un « front que Jacques Chirac essaie de mettre en place pour se sauver et échapper aux juges qui l'attendent et qui souhaiteraient parler avec lui d'un certain nombre de problèmes en dehors de son immunité présidentielle », insiste-t-il avant de poser une nouvelle fois en victime. « Je

suis dénoncé comme le péril, celui qui va détruire la République ! Oui, mais pas n'importe quelle République, la République des camarades, des copains et des coquins qui se partagent depuis des années le pouvoir dans ce pays. »

Le président du FN n'oublie pas l'électeur de gauche qui hésite à se prononcer en faveur du chef de l'Etat. « J'ai de l'estime pour mes compatriotes même quand ils votent à gauche, mais je ne voudrais pas être à leur place. Jamais les électeurs n'ont été aussi méprisés et aus-

**S'il est battu le 5 mai, M. Le Pen n'écarte pas la possibilité de se présenter aux législatives**

si bafoués par leurs dirigeants que ceux à qui on demande aujourd'hui de voter pour Chirac après avoir dit ne voter pour un voleur, un escroc, un supermoteur », dit-il, en ajoutant qu'« il va y avoir là aussi un certain nombre de surprises ».

Car le candidat d'extrême droite est persuadé, comme il l'a confié au Monde, que des électeurs de gauche préféreront « Le Pen qui va secouer la baraque vermoulue », plutôt que « Jacques Chirac ». « C'est affreux, un pays qui en est réduit à reconduire massivement un homme qui a eu moins de 20 % des suffrages lors de son compte rendu de mandat. Ce serait un PDG, il partirait au trou ! »

Le représentant de l'extrême droite française a également évoqué, vendredi, les élections législa-

tives pour rappeler que son parti présentera des candidats dans toutes les circonscriptions. Selon Carl Lang, secrétaire général du FN, lui-même n'écarterait plus la possibilité de se lancer dans la compétition si, bien évidemment, il n'est pas élu le 5 mai. En ce qui concerne le second tour, M. Le Pen explique que son mouvement « a toujours été partisan d'accords de désistement ou de retrait avec les candidats qui sont les plus proches de lui ». Y compris le Mouvement national républicain (MNR), présidé par Bruno Mégret ? « Y compris le MNR », répond-t-il, en ajoutant cependant que « c'est à voir, je ne sais pas ». On est loin du refus catégorique qu'il opposait il y a encore quarante-huit heures.

M. Le Pen ne se fait guère d'illusions sur l'accueil de ses propositions d'accords avec le RPR. « L'équilibre socio-politique en France rend la gauche structurellement minoritaire, 45-55, analyse-t-il. Théoriquement, la droite devrait gagner toutes les élections. Sauf que M. Chirac depuis quinze ans rejette de façon méprisante les 15 % d'électeurs du FN, ce qui conduit la droite à se faire battre. »

Christiane Chombeau

## L'équipe de France de rugby prend position contre l'extrême droite

Elle dédie leur victoire aux « droits de l'homme »

**SAMEDI 6 AVRIL**, il leur avait fallu 80 minutes pour semer la joie dans le Stade de France et se hisser vers les sommets du rugby européen. Cinq matches, cinq victoires et le premier grand chelem de l'histoire du Tournoi des six nations. Trois semaines après leur fabuleux exploit sportif, ils ont choisi de s'exprimer sur un autre terrain. Vendredi 26 avril, ils ont adressé ce message au Monde.

« Alexandre Albouy, Alexandre Audebert, David Auradou, Olivier Azam, David Bory, Serge Betsen, Olivier Brouzet, Yannick Bru, Sébastien Bruno, Nicolas Brusque, Jean-Jacques Crenca, Fabien Galthié, Xavier Garbajosa, François Gelez, Steven Hall, Imanol Harinordoquy, Raphaël Ibanez, Nicolas Jeanjean, Sylvain Marconnet, Jimmy Marlu, Tony Marsh, Frédéric Michalak, Pierre Mignoni, Olivier Milloud, Fabien Pelous, Thibault Privat, Aurélien Rougerie, Damien Traille, Pieter de Villiers ; ces joueurs de l'équipe de France de rugby, immigrés de première, deuxième, ou troisième génération pour 13 d'entre eux, ont été fiers d'offrir le grand chelem 2002 au pays des droits de l'homme. »

C'est Serge Simon, président de Provala, l'union des joueurs de rugby professionnels, leur syndicat, lui-même immigré de deuxième génération, qui est à l'origine de cette déclaration. « Par ce geste, nous tenons à affirmer haut et fort notre position contre l'extrême droite » a-t-il expliqué au Monde. L'ancien pilier international, champion de France avec Bègles en 1993 et avec le Stade Français en 1998, a d'abord soumis son idée au capitaine du XV de France, Fabien Galthié, lequel a immédiatement manifesté son enthousiasme.

### « POSITION ÉTHIQUE »

Puis Bernard Lapasset, président de la Fédération française de rugby (FFR), et Jo Maso, manager de l'équipe de France, ont exprimé leur soutien à cette initiative. « Pour moi cela se passe de commentaires. Il n'est pas besoin d'en rajouter », indique Serge Simon. Loin de vouloir s'immiscer dans le débat politique, chacun conserve sa propre opinion, pour le XV de France, il s'agit simplement d'une « position éthique ».

Yves Bordenave

## A Dreux, Jacques Chirac évoque « une période de crise »

DREUX (Eure-et-Loir)  
de notre envoyé spécial

Devant un panel de gens triés sur le volet, Jacques Chirac, accompagné de son hôte Gérard Hamel, député (RPR) et maire de Dreux, a exposé les grandes lignes de son programme. Durant près de trois heures, pas un sujet n'a été négligé : l'école, les impôts, le chômage, les charges sociales, la santé, la revalorisation du travail manuel, la formation, la famille, la violence, l'insécurité et les discriminations. Jacques Chirac s'est appliqué à répondre une à une à toutes les questions des participants de cette rencontre, organisée vendredi 26 avril au centre sportif Violette-Courtois de Dreux. D'une phrase il a stigmatisé les « discriminations » qu'il faudrait « sanctionner plus sévèrement ». Il n'a oublié ni les personnes âgées ni les quartiers difficiles. « J'y vais souvent depuis longtemps, a-t-il affirmé. On y trouve

**L'épouse du président appelle à un vote « sans équivoque »**

« Le deuxième tour n'est pas acquis. Les jeux ne sont pas faits. Je suis inquiète des réflexions que j'entends du côté de ceux qui ne veulent pas voter le 5 mai », a déclaré Bernadette Chirac en déplacement en Savoie, vendredi 26 avril, à l'invitation d'Hervé Gaymard, député (RPR) et président du conseil général. Devant 400 militants et sympathisants des comités de soutien à Jacques Chirac, réunis en fin de journée dans un hôtel-restaurant proche de Chambéry, l'épouse du chef de l'Etat a souhaité « un vote sans équivoque » en faveur de son mari. « Il a la capacité et la volonté de rassembler les Français sur l'essentiel, sur les valeurs de la démocratie et de la République », a-t-elle précisé, avant de souhaiter qu'une majorité issue des élections législatives « lui permette de gouverner pleinement et de tenir ses engagements ».

« La France a rendez-vous avec elle-même et Chirac avec son destin », a indiqué de son côté M. Gaymard.

parfois le pire – la seule chose que les médias mettent en exergue –, mais aussi le meilleur. »

Ce n'est qu'après plus d'une heure et demie de discussion que le chef de l'Etat a évoqué la situation politique née du premier tour de l'élection présidentielle. Encore ne l'a-t-il fait qu'incidemment, au détour d'un développement sur la famille. « Dans les périodes de crise – et depuis dimanche nous y sommes – il faut retrouver ses repères. Et la famille est un de ces repères essentiels », a-t-il souligné. Loin de l'onde de choc qui bouleverse actuellement l'Hexagone, loin du ton de gravité adopté mardi 23 avril à Rennes et loin du discours prononcé jeudi 25 avril à Lyon, Jacques Chirac a choisi une posture proche de la vie quotidienne et empreinte de sérénité. Juste avant de se lever pour serrer les mains de tous ses interlocuteurs, il a indiqué qu'il n'avait « aucune critique » à formuler au sujet des manifestations actuelles. Mais il a tout de même noté que « quand il y (en) a trop, il peut y avoir des dérives ».

### « À BRAS-LE-CORPS »

Cette étape de campagne n'a pas été choisie au hasard. D'ailleurs Jacques Chirac l'a précisé : « Je suis venu à Dreux parce que l'action de Gérard Hamel apporte la démonstration que, lorsqu'on prend les choses à bras-le-corps, on fait reculer les extrémistes. » Dreux, qui fut dès 1982, à l'occasion d'une élection cantonale, l'une des villes laboratoires du Front national, devint un an plus tard lors des élections municipales la première cité dans laquelle une liste de droite avait accueilli des candidats FN. Durant toutes ces années et jusqu'en 1995, cette localité accorda régulièrement des suffrages records aux partisans de Jean-Marie Le Pen, particulièrement à Marie-France Stirbois, qui, en 1993, obtint 39,5 % des voix.

Depuis, les scores du FN se sont effrités. Au premier tour de la présidentielle, le 21 avril, Jean-Marie Le Pen a rassemblé 18 % des suffrages, se classant deuxième, à quatre points derrière Jacques Chirac.

Yves Bordenave

**OPÉRATION NOUVEAUTÉS**  
Voici à peu près tout ce que votre nouveau téléphone aura en commun avec le précédent.

**Jusqu'au 26 mai 2002**  
dans votre Agence France Télécom.

• • • Nouvelles fonctions, son numérique, services simplifiés, design séduisants : venez découvrir la nouvelle génération de téléphones. De plus, pensez à des services comme la Présentation du Nom ou Top Message sur votre téléphone fixe, ou encore sur votre mobile au 740 pour effectuer vos recherches sur le WAP ou au 20220 pour recevoir des invitations. Préparez-vous à communiquer comme vous ne l'avez jamais fait.

Pour connaître l'ensemble des conditions de nos services, rendez-vous dans votre Agence France Télécom.

**Agence France Télécom**  
Il y a une vie après l'achat.

# Débats et effervescence pour une manifestation « 100 % anti-Le Pen »

La protestation contre l'extrême droite devait franchir un nouveau cap samedi 27 avril. Les défilés prévus à Paris à l'appel d'une soixantaine d'associations, syndicats et partis politiques réuniraient plusieurs milliers de personnes avant la mobilisation géante attendue pour le 1<sup>er</sup> mai

L'ORDRE de défilé a été fermement discuté. Au final, la soixantaine de sans-papiers, qui achèvent à leur marche à pied Marseille-Paris commencée le 23 mars, devaient se placer juste derrière le « carré de tête », constitué d'un représentant par association appelant à manifester. Devaient venir ensuite le pôle « jeunes », puis, dans l'ordre, les pôles associatif, syndical et politique. Au total, une bonne soixantaine d'organisations qui comptent bien rassembler plusieurs dizaines de milliers de personnes, avant la manifestation géante du 1<sup>er</sup> mai.

L'UNEF, qui dès le lendemain du 1<sup>er</sup> tour, avait annoncé sans l'avoir vraiment ficelé « un rassemblement unitaire de toute la jeunesse » pour ce samedi, aura beaucoup œuvré pour que l'identité « jeunes » soit conservée à cette manifestation élargie. Deux réunions avec notamment le MRAP et la Ligue des droits de l'Homme auront été nécessaires pour tomber d'accord. Un rassemblement spécial jeunes a été maintenu à 14 heures, une heure avant le départ du cortège. Un message de Lucie Aubrac devait y être lu et Robert Créange, président de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes (Fndirp), devait prendre la parole. Les slogans sont prêts : « Chirac, on t'aime pas mais on votera pour toi » ou « Un charter pour Le Pen ».

La démarche unitaire des mouvements de jeunesse ne va pas sans anicroche. Vendredi midi 26 avril, lors de l'ultime rencontre entre tous les signataires de l'appel « jeunes » pour finaliser la préparation de la manifestation du lendemain, des délégués de la Confédération nationale du travail (CNT) se sont présentés pour participer. Non invitée car, selon l'UNEF, elle n'a pas de « structure étudiants nationale », la CNT a été priée de quitter les lieux. Les représentants de SUD-Etudiants ont préféré repartir avec elle. « Toutes les bonnes volontés sont les bienvenues », dira à l'adresse de l'UNEF, le représentant des Jeunes Verts.

Hormis cet incident, la volonté de travailler ensemble « pour faire barrage au Front national » semble s'ancre. Après des hésitations, la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE), a finalement rejoint le groupe, qui compte notamment, outre l'UNEF et les deux syndicats lycéens FIDL et UNL, les sections jeunes du PS, des Verts, du PCF et de la LCR. Vendredi midi, un nouvel appel à manifester à destination des lycéens et des étudiants a en effet été décidé. Non sans avoir vaincu quelques résistances, à cause des débordements possibles. « Qu'on appelle ou pas, il y aura des manifestations car c'est la reprise des cours en Ile-de-France, assure Tania, de l'UNEF. Alors,



« Ne perdez pas votre voix. » A Paris, le Quartier latin se mobilise. Près du Panthéon, les élèves graphistes des Arts Déco, l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs, ont investi l'atelier de sérigraphie et produisent leurs affiches. Bon nombre sont déjà collées sur les murs de la faculté des sciences de Jussieu et d'autres sont prêtes à partir à Nantes, Marseille, Strasbourg pour illustrer les thèmes de la mobilisation : liberté bâillonnée, vote anti-FN, appels à ne pas voter blanc.



autant les encadrer.» L'organisation du « SO », le service d'ordre, est d'ailleurs l'une des préoccupations majeures. Pour samedi, un « SO » commun à tout le défilé est assuré par la CGT, l'UNSA et la FSU. Les jeunes s'occupent seulement de sécuriser leur pôle. Pour certains, comme la FIDL, l'UNL ou la FAGE, dont les structures légères n'offrent que peu de bras, la tâche est ardue. Il est décidé de diffuser

## Consigne de « fermeté » du procureur de Paris

Le procureur de la République de Paris, Jean-Pierre Dintilhac, a demandé, mercredi 24 avril, à l'ensemble des magistrats de faire preuve de « la plus grande fermeté (...) vis-à-vis des auteurs de violences contre les personnes, tout particulièrement lorsque les auteurs ont fait usage d'armes ». Le magistrat a indiqué que « le fait de se rendre à une manifestation avec une arme, ou de s'en emparer au cours de celle-ci, constituant non seulement une infraction en soi mais également un danger potentiel volontairement assumé, il convient également, sauf situation particulière, de faire procéder au déferement systématique des personnes concernées ». Cette note sur « le traitement judiciaire des infractions commises à l'occasion des manifestations de rue » intervient à la veille des rassemblements à Paris, samedi 27 avril, pour lesquelles 2 000 membres des forces de l'ordre sont mobilisés, et surtout avant les manifestations du mercredi 1<sup>er</sup> mai.

un tract pour rappeler quelques consignes importantes aux manifestants : se disperser dès la fin du défilé, partir en petits groupes. Cette « charte » sera donnée lundi aux lycéens, moins habitués aux rassemblements.

Ces préparatifs chez les jeunes se doublent d'une effervescence semblable chez leurs aînés. Côté nouveaux mouvements sociaux, on est convaincu d'être désormais face à

une situation à l'italienne. Et, toute la semaine, assemblées générales, conseils syndicaux extraordinaires se sont succédés. Une peu partout, à SUD, chez Attac, dans les associations de chômeurs, de mal-logés, chez Act-Up, à la Confédération paysanne, à la CGT-Finances, on a planché sur des initiatives, multiplié les rencontres les uns avec les autres.

## « LA MORT DANS L'ÂME »

Dès le lendemain du premier tour, tout le monde s'est retrouvé pour des sortes d'états généraux d'urgence dans une salle du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Et, à nouveau mardi, à l'occasion de la réunion hebdomadaire d'Act-Up. Jeudi soir, ce sont plus de quatre cents personnes qui assistent à une assemblée générale, à la bourse du travail à Paris. La représentante du Centre gay et lesbien vient, « la mort dans l'âme », comme Act-Up, d'appeler à « voter Chirac ». « T'imagines la tête de Bernadette »

rigole-t-on dans les travées. Deux lycéens demandent la parole. « Vite car on doit repartir en manif », précise Raphaël et Medhi qui se sont auto-organisés avec une bande de copains dans un groupe baptisé « Mouvement spontané ». La CGT-Ile-de-France qui tient une réunion plénière à deux pas de là a dépêché l'un de ses militants, Giuseppe. « Il faut montrer que le monde du travail est antifasciste. Il faut réfléchir à une grande journée d'action avec des arrêts de travail », propose-t-il. « Sur les licenciements, sur la défense des retraites, la gauche n'a rien fait, la droite va continuer à casser. C'est cela qui fait Le Pen », ajoute-t-il sous les applaudissements. « Il faut s'adresser aux catégories sociales qui ont souffert des politiques libérales, réhabiliter l'espoir », déclare Pierre Tartakowsky d'Attac, qui, la veille, a indiqué dans un communiqué « que le terrain des urnes ne pouvait être déserté » et qu'« il importait que le score de l'extrême droite fascisante soit le plus bas possi-

ble ». Pour ces syndicats et associations, « être à 100 % contre Le Pen c'est aussi mobiliser à 100 % sur les questions sociales » comme chacun le souligne tout au long de la soirée. « Ne laissons pas Le Pen s'affirmer comme l'alternative aux problèmes des chômeurs, des précaires, des salariés », indique Annick Coupé du Groupe des dix-solidaires. « Les mouvements sociaux sont la seule solution », estime Anne Tristan de l'association Ras l'Front. Droit au logement (DAL), Act-Up et le réseau Samizdat annoncent qu'ils organisent le 30 avril au soir, un grand forum public, place de la Bourse à Paris. José Bové a été contacté et devrait s'associer à cette démarche. Auparavant, toujours le 30 avril, une street-parade défilera à Paris. « C'est curieux, c'est un peu l'atmosphère de 1995. Le danger Le Pen, en plus », résume un participant.

Caroline Monnot et Marie-Laure Phelippeau

## Homosexuels et féministes aux avant-postes

Ils veulent mettre en garde contre un possible retour de l'ordre moral

UN AVANT-GOÛT de Gay Pride : la manifestation du samedi 27 avril devait réunir derrière une banderole « Contre le fascisme, le 5 mai, votons » une bonne part des associations d'homosexuel(le)s qui animent habituellement, à la fin juin, la marche de la fierté homosexuelle.

Depuis les résultats du premier tour, ces associations sont sur le pied de guerre. Dès le 21 avril au soir, le Centre gay et lesbien (CGL) et l'Interassociative lesbienne, gaie, bi et trans, organisatrice de la Gay Pride, appelaient, dans un texte commun, à « contenir la poussée fasciste » : « Le succès dans les urnes de cet ennemi déclaré des minorités sexuelles et de l'émancipation des femmes provoque l'effroi chez tous les défenseurs des droits de la personne. » Dans les jours suivants, bien des associations, y compris celles qui ont récemment fleuri sur les campus et dans les grandes écoles, y sont allées de leur communiqué de presse, rappelant que le leader du FN souhaite supprimer le pacs et considère l'homosexualité comme « un vice répugnant, une maladie mentale », les homosexuels comme des « pervers qui ne vivent que par eux-mêmes et

par leur plaisir », les lesbiennes comme des « créatures fémininoïdes offrant toutes les tares », les malades du sida comme des « lépreux modernes », des « sidatiques » qu'il convient d'enfermer au plus vite dans des « sidatoriums ».

## « UNE CERTAINE DÉSILLUSION »

L'événement a réuni « au-delà des guéguerres habituelles », constate le président du CGL, Jérôme Kirch. Il a « relancé l'engagement politique », complète le président de l'Interassociative lesbienne, gaie, bi et trans, René Lalement : « Nous étions dans une certaine désillusion par rapport à Lionel Jospin. Même si un dialogue positif s'était instauré, on trouvait ses engagements tièdes, frileux. Dans les réunions, depuis dimanche, nombreux ont été ceux qui ont exprimé leur volonté de contribuer à reconstruire la gauche. » Tout en appelant à voter pour Jacques Chirac, les associations organisatrices de la Gay Pride, qui avaient choisi leur mot d'ordre (« Egalité, pourquoi pas nous ? ») pour le défilé du 29 juin, envisagent désormais de le modifier pour dénoncer un possible retour de l'ordre moral.

Aussi inquiètes que les homo-

sexuels, les féministes devaient former, samedi 27 avril, un long cortège contre le sexisme. Le Collectif national pour les droits des femmes, la Cadac (Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception), Mix-cité, les Chiennes de garde, notamment, ont appelé à manifester contre Jean-Marie Le Pen, candidat, selon elles, de l'inégalité naturelle entre les sexes, du retour des femmes au foyer, de l'interdiction de l'avortement.

« Nous craignons que ne soient remis en cause les acquis obtenus par nos luttes au cours de ces dernières années - tout particulièrement la loi du 4 juillet 2001 sur le droit à l'avortement et à la contraception, note le Collectif national pour le droit des femmes. Une politique familialiste et nataliste, sexiste et lesbophobe, porteuse de tous les stéréotypes concernant le rôle des femmes, risque de revenir en force, accompagnée d'une précarisation touchant des catégories de plus en plus larges de la société. Les plus exposées sont les femmes immigrées, qui cumulent, elles, toutes les discriminations. »

Pascale Krémer

## Les associations de chômeurs retrouvent l'envie d'en découdre

Leur ligne : « Lutter contre le fascisme, c'est lutter contre la misère »

LEUR SLOGAN, étreigné dans la rue depuis plusieurs années, disent-elles, n'a jamais été autant d'actualité : « Qui sème la misère récolte la colère ». Les associations de chômeurs, AC!, Apeis, MNCP, qui avaient été à la pointe du mouvement de l'hiver 1997-1998 avec les comités CGT-chômeurs, seront, cette fois encore, de toutes les manifestations. Pas seulement pour « faire barrage » à une extrême droite qu'elles abhorrent, comme l'ensemble de la gauche mouvementiste dont elles font partie, mais aussi pour rappeler leurs revendications. « Si on en est arrivé là, c'est bien parce que la gauche a oublié de prendre en compte les réalités sociales », affirme Marc Moreau, porte-parole d'AC! « Les discours sur la baisse du chômage ont été pires que tout. Ils ont contribué à stigmatiser ceux qui sont toujours ou qui vivent mal », renchérit Philippe Villechalane, président de l'Apeis.

Alors que ces associations éprouvaient, ces derniers temps, du mal à mobiliser, le vote du 21 avril leur a redonné l'envie d'en découdre. Une semaine avant le premier tour, un collectif local de « Chômeurs et

chômeuses en lutte » avait décidé d'occuper le hall de la mairie de Brest. Partis pour « laisser place au vote » le samedi matin, la poignée de militants est aussitôt revenue s'installer, dès le lundi suivant, pour une « occupation à durée indéterminée ». Les défilés du 1<sup>er</sup> mai, pas plus que le second tour de l'élection présidentielle ne constituent, pour ces associations, un point d'achèvement de leur mobilisation. « Nous serons très présents pour les élections législatives », prévient Jean-François Yon, délégué national du MNCP, en évoquant l'une des motions votées par son association réunie en congrès vendredi 26 avril. En témoignage aussi les autocollants et les tracts préparés par l'Apeis : « Chirac t'auras mon bulletin, pas ma voix », ou bien encore : « Chirac, tu perds rien pour attendre ». AC!, en revanche, n'a pas souhaité donner une indication de vote tout en réaffirmant son dégoût pour l'extrême droite.

Mais toutes sont sur la même ligne : « La vraie lutte contre le fascisme, c'est la lutte contre la misère », proclame un tract tiré à 20 000 exemplaires par l'Apeis. Fondée en

1987, par des responsables du PCF, cette association a pris aujourd'hui ses distances avec le parti de Robert Hue, accusé d'avoir oublié la classe ouvrière, même si plusieurs de ses responsables, comme Malika Zediri, sont toujours membres du PCF. « Dans les cités, les gens nous disent voter Le Pen. C'est la première fois que l'on voit des dizaines et des dizaines de personnes sortir du bois sur ce terrain. Il y a quelque chose de revanchard », déclare M. Villechalane (Apeis). « Le FN, Le Pen et sa clique bénéficient du désert idéologique actuel où la désespérance et la soumission sont plus portées que la lutte collective », souligne M. Moreau (AC!), pour qui « le développement des inégalités » et celui de « la précarité », pendant les cinq années de législature du gouvernement Jospin, ont fait des ravages. Dans un autre tract baptisé « L'insécurité sociale en question », le MNCP s'en prend vivement à cette campagne sécuritaire, à droite comme à gauche, « un peu comme si on nous suggérait d'élire un vigile ».

Isabelle Mandraud



## Face au « tremblement de terre » du premier tour, les sans-papiers refusent de « baisser les bras »

Partis à pied de Marseille le 23 mars, ils devraient se joindre à la manifestation parisienne de samedi

**LA TRISTESSE.** L'angoisse. Le désespoir. La colère. Et l'envie de se battre contre l'extrême droite. Le résultat obtenu par Jean-Marie Le Pen lors du premier tour a provoqué un « tremblement de terre » parmi la soixantaine de sans-papiers partis à pied de Marseille le 23 mars qui devaient achever leur marche à Paris, samedi 27 avril. Symboliquement, ils ont prévu de rejoindre la manifestation organisée le même jour contre le FN. Ils figureront en tête du cortège, précédés des représentants des associations et des syndicats à l'origine du défilé.

« En entendant que Le Pen passait au second tour, j'ai tremblé de toutes mes forces », raconte Aminata, la porte-parole des sans-papiers, en effectuant les derniers kilomètres de marche entre Saint-Denis et Aubervilliers. « J'ai tremblé mais je ne l'ai pas montré pour ne pas décourager mes camarades », ajoute-t-elle. A ses côtés, les « marcheurs » n'ont pas dormi, pas mangé, beaucoup parlé. « Une catastrophe », raconte Laïd, un Algérien de 35 ans. « Les femmes ont pleuré. Les hommes ont versé des larmes à l'intérieur d'eux-mêmes », ajoute Youssouf, un demandeur d'asile originaire de Guinée.

Ils se sentent en première ligne. Mais pas seuls : « Il n'y a pas que les sans-papiers. Il y a les immigrés, tous les Français, et l'Europe aussi, qui doivent se sentir concernés », explique Youssouf. Ils veulent croire dans cette solidarité. Les manifestations spontanées du dimanche soir, la mobilisation des lycéens le lendemain, celle des étudiants, des salariés, des syndicats, des associations les ont rassurés.

Provisoirement. Car « Le Pen est un nazi, souffle Kouceïla, 28 ans, un Algérien en attente de papiers depuis dix mois. Et comme Hitler, il peut d'abord être élu démocratiquement. »

« Nous les Algériens, on connaît l'histoire de Le Pen. On sait ce qu'il a fait pendant la guerre », ajoute Mohammed, lui aussi originaire d'Algérie. Le projet du candidat d'extrême droite de créer des

**« Il n'y a pas que les sans-papiers. Il y a les immigrés, tous les Français, et l'Europe, qui doivent se sentir concernés »**

camps de transit pour les immigrés sans papiers est vécu comme une réplique des « camps de concentration ». « Le Pen veut nous virer », disent les sans-papiers. « C'est Le Pen qu'il faut virer », répliquent-ils en chantant, avec quelques militants de la Ligue communiste révolutionnaire, de Lutte ouvrière ou de la CGT, dans les rues de Saint-Denis.

Parmi ces « marcheurs » fatigués qui veulent tous arriver à Paris, personne ne s'explique vraiment comment la France a pu choisir de placer Le Pen en deuxième position. « La France ! Vous vous rendez compte ! La France, pays des droits de l'homme, de la liberté », s'exclame Nouaour, demandeur d'asile algérien de

33 ans. « Chirac a fait sa campagne sur l'insécurité. Jospin est tombé dans le piège et l'a suivi. Les deux ont fait campagne à la place de Le Pen », analyse Kouceïla, pour qui le candidat socialiste a mérité sa défaite en se fourvoyant dans une surenchère sécuritaire. Et a oublié ses promesses et tous ses engagements envers les sans-papiers. L'amalgame entre immigration et insécurité a fait le reste. « Sur l'insécurité, Le Pen n'a pas tort : l'Etat ne fait rien contre des petits gars qui font des problèmes. Mais ça n'a rien à voir avec l'immigration », souligne Nouaour. Pour lui, « on touche là au racisme, à l'esclavage ».

L'avenir est sombre. Ils étaient partis de Marseille pour replacer le thème de la régularisation des sans-papiers dans la campagne électorale. Ils arrivent à Paris en craignant qu'un président d'extrême droite soit élu. « De toute façon nous n'avons pas le choix. On ne doit pas baisser les bras », affirme Tayeb. Il faudra d'abord inciter les électeurs à voter Chirac. Parce que c'est le dernier rempart contre « le mal », malgré le souvenir des politiques conduites par Charles Pas-

qua ou Jean-Louis Debré. Il faudra ensuite mobiliser, mobiliser encore toutes les forces de la démocratie. « Il n'y a pas mille solutions. Du courage, du courage, du courage », souligne Aminata, qui s'est improvisée porte-parole et qui maternelle « ses » marcheurs. Sur la route, entre Marseille et Paris, les sans-papiers ont trouvé des soutiens. Peu d'opposants déclarés. Ils y voient un signe d'espoir dans un océan de doute.

« Je me battraï jusqu'à la dernière seconde », affirme Saïd. Un autre se déclare prêt à de nouvelles occupations symboliques, comme celle de l'église Saint-Bernard en 1996. Un troisième parle de grève de la faim. « On ne repartira pas », clame Aminata au mégaphone alors qu'une délégation attend d'être reçue par le maire d'Aubervilliers. « Le Dieu est avec nous », se rassure Mohammed, qui refuse d'envisager, comme ses camarades, que les Français puissent finalement choisir d'élire un représentant d'extrême droite. « Le Pen ne mérite pas la France », ajoute-t-il pour se convaincre.

Luc Bronner

## Les jeunes du RPR privés de manifestation

Ils souhaitent se comporter en « pédagogues de la démocratie » et redoutent les « dérives »

**ALORS QUE** Jacques Chirac semble avoir compris le mouvement d'indignation qui se manifeste chez les jeunes depuis une semaine dans de nombreuses villes, le RPR-Jeunes reste prudemment à l'écart. Mercredi 24 avril, sur Europe 1, Edouard Balladur avait été le premier à mettre en garde les jeunes manifestants anti-Le Pen à la fois contre les risques de dérapages et contre l'exploitation que ne manquerait pas d'en faire le président du Front national. Depuis, tous les dirigeants du RPR relaient ce même message.

Vendredi 26 avril, lors d'un meeting organisé dans la banlieue de Bordeaux, Alain Juppé a ainsi lancé cet avertissement : « Ce n'est pas dans la rue qu'on gagne la bataille politique, c'est dans les urnes. » Michaël Bullara, secrétaire national du RPR chargé de la jeunesse, ne dit pas autre chose : « La politique ne se fait pas uniquement dans la rue, elle se fait en allant voter massivement le 5 mai. » Conseiller municipal de Fréjus, âgé de 30 ans, M. Bullara est certes l'invité, lundi 29 avril, des étudiants de l'Institut d'études politiques de Strasbourg, mais la ren-

contre était prévue bien avant l'annonce des résultats du premier tour de l'élection présidentielle.

Alors qu'il revendique très précisément 23 400 adhérents, le RPR-Jeunes n'a pris aucune initiative d'envergure - ni tracts ni affiches - pour s'adresser directement à la jeunesse. La direction nationale du mouvement encourage simplement ses sections étudiantes à se comporter en « pédagogues de la démocratie » en multipliant les débats et en engageant les jeunes à aller voter lors du second tour. « Le vote du 5 mai doit être un vote pour la démocratie, mais aussi un vote d'adhésion autour de Jacques Chirac », affirme M. Bullara. « Le Pen, c'est tout ce que la jeunesse rejette », ajoute-t-il, mais son premier communiqué, le 22 avril, s'en prenait exclusivement à la gauche « responsable de la montée de l'insécurité ». Comme leurs aînés, les jeunes du RPR s'inquiètent des « dérives » qui pourraient accompagner les manifestations, notamment celle du 1<sup>er</sup> Mai à Paris, et qui risqueraient de « faire monter encore le score du Front national ».

Jean-Louis Saux

## Moussa Sissoko, le dernier gréviste de la faim de Saint-Bernard, encore clandestin

**MOUSSA SISSOKO** a gardé les traces physiques de sa longue bataille pour obtenir des papiers. Des 52 jours de grève de la faim qu'il a menée avec neuf autres sans-papiers dans l'église Saint-Bernard, à l'été 1996, il a gardé une silhouette fragile, une démarche hésitante, des douleurs aux articulations et des problèmes de digestion. Six ans plus tard, ce Malien de 38 ans demeure le seul du « groupe des dix » à attendre sa régularisation. Toujours dans la clandestinité, comme le dénonce son avocat, Anne Brémaud.

L'actualité avait attiré l'attention sur ce jeune homme timide, photographié allongé dans les travées de l'église Saint-Bernard. Il s'était engagé dans le mouvement des sans-papiers après une interdiction du territoire pour infraction au séjour. Comme ses camarades, il avait occupé l'église parisienne « pour obtenir des papiers et la dignité », raconte-t-il aujourd'hui. Comme eux, il avait été hospitalisé de force, relâché puis expulsé de l'église par les CRS. A l'époque, les images avaient provoqué un vaste mouvement de solidarité. Mais Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, avait refusé toute régularisation.

Après avoir bénéficié d'une autorisation de séjour de six mois pour des soins, Moussa Sissoko avait été expulsé, comme deux autres camarades, le 10 janvier 1997, « ficelé avec du Scotch et bâillonné ». A Bamako, la capitale du Mali, il avait attendu, comme le lui conseillaient ses soutiens en France, raconte M<sup>re</sup> Brémaud. Ils espéraient que la procédure « pour violences policières et non-assistance à personnes en danger » engagée contre la préfecture de police après l'hospitalisation d'office des grévistes aboutirait à une régularisation. Le 14 avril 1997, il avait été convoqué par le juge d'instruction à Paris pour être entendu mais la demande de visa avait été refusée.

Le 14 août 1997, il avait été invité à se rendre à la préfecture de police pour l'examen de sa demande de régularisation dans le cadre de la circulaire publiée par le nouveau

ministre de l'intérieur de Lionel Jospin, Jean-Pierre Chevènement. Nouvelle demande de visa, nouveau refus. Le 15 juin 1999, le nouveau juge chargé de l'instruction de la plainte contre la préfecture de police l'avait reconvoqué. En vain.

Après quatre ans d'attente, le Malien est finalement revenu clandestinement en France avec un faux passeport. En septembre 2001, son avocat a demandé une régularisation sur la base de la loi Chevènement qui accorde un titre de séjour à tout étranger présent sur le territoire depuis plus de dix ans. Elle a été refusée car M. Sissoko « ne justifie pas de dix ans de présence continue ». « Et pour cause ! S'il n'était pas là pendant quatre ans, c'est parce que les autorités françaises l'ont maintenu de force hors du territoire ! », s'empare M<sup>re</sup> Brémaud, qui a déposé un recours devant le tribunal administratif de Paris.

### INCOMPRÉHENSION

Trois personnalités - le député socialiste Julien Dray, le député européen de la Ligue communiste révolutionnaire Alain Krivine et la secrétaire nationale des Verts Dominique Voynet - ont tenté d'obtenir sa régularisation. Sans résultat. M. Sissoko vitote aujourd'hui dans un foyer d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Des petits boulots clandestins dans le bâtiment lui permettent de survivre. « Ça va un peu », assure-t-il. Seules ses mains qui s'agitent trahissent le contraire.

Il continue à participer aux réunions du collectif de sans-papiers de Saint-Bernard mais ne comprend pas pourquoi on lui refuse des papiers. « J'avais pensé que, dès que je rentrerais, je serais régularisé comme les autres. Tous mes copains l'ont eu. Moi j'ai fait la grève de la faim, et rien. » « La préfecture ne lui a pas envoyé de nouvel arrêté de reconduite à la frontière. Ils le laissent juste sans titre de séjour », explique son avocat, convaincue qu'« ils essaient de refiler le bébé au gouvernement suivant ».

Sylvia Zappi

**NE PAS REGARDER LES PRÉSIDENTIELLES DE CANAL+ PEUT ENTRAÎNER UN PRÉSIDENT GRAVE.**

**LES PRÉSIDENTIELLES DE CANAL+**  
Le Vrai Journal des Présidentielles de Karl Zéro à 19H40.  
Les Guignols de l'Info à 19H55.  
Du lundi au vendredi en clair.

**CANAL+**  
ET TELLEMENT + ENCORE





## LE GRAND DOSSIER



AMBROISE TEZENAS/EDITING

Dimanche 21 avril. Une permanence du Front national après l'annonce des résultats du premier tour de l'élection présidentielle.

# LA FRANCE DE JEAN-MARIE LE PEN

**L**A France de Jean-Marie Le Pen, celle qui vote pour le Front national, s'inquiète de l'insécurité et se mobilise contre l'immigration, est d'abord une France du refus. Cette attitude ne date pas d'aujourd'hui. L'extrême droite est née en France, il y a un peu plus de deux siècles, du refus de la Révolution. Elle cultive depuis cette date son héritage contre-révolutionnaire. Elle s'est opposée pendant longtemps à la République et, même si elle a fini par s'y rallier, le discours de ses dirigeants contredit les principes de liberté, d'égalité et de fraternité.

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elle s'est incarnée dans le boulangisme, par hostilité au parlementarisme, puis dans l'antisémitisme, par haine des juifs et volonté de faire face au complot « judéo-maçonnique ». Au XX<sup>e</sup> siècle, elle a pactisé avec le régime de Vichy, par réaction contre les valeurs de la République défunte, ressurgi dans l'après-guerre par opposition à la décolonisation et à l'Algérie indépendante.

C'est encore au nom du refus que s'est créé en 1972 puis développé dans les années 1980 le Front

national, sous l'autorité de Jean-Marie Le Pen. Refus du « système » qui gouverne la France et laisse de côté des petites gens. Refus de la « bande des quatre », ces partis qui se partagent le pouvoir, à droite et à gauche. Rejet des gouvernements successifs, incapables de résoudre la crise économique et d'enrayer le chômage. Rejet des élites, des politiques, des intellectuels, des journalistes, qui ne pensent qu'à défendre leurs intérêts et négligent ceux du peuple. Rejet des étrangers, des immigrés, des délinquants, qui portent atteinte à la cohésion de la nation et à la tranquillité des Français.

Peur de la modernité, de l'Europe, de la mondialisation, qui sont autant de menaces pour l'identité de la France. Peur de l'Autre, peur de quiconque se veut différent. Révolte de « ceux d'en bas » contre « ceux d'en haut », qui ne savent pas les entendre ni répondre à leurs demandes. Révolte des laissés-pour-compte contre les privilégiés, des oubliés de la croissance contre les profiteurs de l'expansion, des pauvres contre les riches, des exclus contre les nantis.

Ces angoisses, ces fantasmes, ces intolérances, les électeurs du Front national les transforment en un vaste cri de protestation contre le monde tel qu'il est, appliquant une logique de bouc émissaire à l'égard des responsables présumés

de leurs malheurs. L'effondrement des grandes croyances collectives, le communisme, le catholicisme, a donné libre cours à l'expression d'un désespoir qui ne trouve d'autres exutoires que le ressentiment amer et le repli rageur. Enfermés dans le ressassement de leurs rancœurs et de leurs phobies, les Français qui se reconnaissent dans le discours de Jean-Marie Le Pen disent à leur manière leur désir de reconnaissance et de revanche.

Qui sont donc ces quelque 20 % de votants qui forment depuis le 21 avril le « peuple d'extrême droite », ces quelque cinq millions et demi de personnes qui ont accordé leurs suffrages, au premier tour, à Jean-Marie Le Pen et à Bruno Mégret, ces myriades de citoyens en colère qui s'apprennent, au second tour, à renouveler leur soutien au président du Front national ?

Toutes les enquêtes le montrent, tous les sondages le confirment : ce sont, pour l'essentiel, les milieux populaires – ouvriers, employés, petits commerçants et artisans, chômeurs – qui manifestent ainsi leur sentiment d'exclusion, de mise à l'écart, d'abandon par le reste de la société. Comme si la « fracture sociale » qu'avait diagnostiquée naguère Jacques Chirac, à partir des analyses de l'historien et anthropologue Emmanuel Todd, s'était encore élargie. Com-

**Depuis 1789,  
l'extrême  
droite  
n'a cessé  
d'entretenir  
une culture  
du refus.  
La France  
de Le Pen, c'est  
aussi la France  
des exclus,  
celle de la crise**

me si l'extrême droite avait su, mieux que les autres, s'en servir pour asseoir son influence.

C'est la France des grandes concentrations urbaines et des fortes zones d'immigration qui vote Le Pen, comme le rappelle Pascal Perrineau, directeur du Centre d'études de la vie politique française (Cevipof). C'est aussi la France la plus touchée par la délinquance et donc la plus sensible aux campagnes sur l'insécurité qui sont depuis plusieurs années au cœur du débat politique. C'est une France dont la population est au bas de l'échelle des revenus mais également de celle des savoirs. C'est enfin une France plus masculine que féminine, qui met en scène, selon Pascal Perrineau, « une crise de l'identité masculine ».

Mais, au-delà de ce socle d'électeurs fidèles, le vote Le Pen s'est encore élargi le 21 avril. D'abord il touche désormais des gens de tous âges, sa pénétration restant égale, c'est-à-dire importante, chez les jeunes et se renforçant chez les Français d'âge mûr ou du troisième âge. Ensuite, des zones rurales naguère épargnées par le phénomène sont à leur tour atteintes, attestant dans ces régions une crise de l'identité rurale.

C'est bien une France en crise qui veut faire entendre sa voix.

Thomas Ferenczi

## SOMMAIRE

### ORIGINES

De la contre-révolution au Front national en passant par l'Action française, le boulangisme et la collaboration, l'extrême droite française se retrouve sur quelques thèmes fondateurs. p. 14 et 15

### IMPLANTATION

Les correspondants du Monde ont enquêté dans les dix-sept départements où le chef de l'extrême droite a recueilli plus de 20 % des suffrages. p. 16 et 17

### ORGANISATION

Parti militant qui n'a jamais réussi à devenir un parti de masse, le FN a pâti du départ de Bruno Mégret. Depuis dix ans les intellectuels du mouvement mettent à jour son idéologie. p. 18 et 19

### ENTRETIENS

Pour le politologue Pascal Perrineau, Jean-Marie Le Pen « se met à l'avant-garde du camp de la société fermée ». L'anthropologue Emmanuel Todd estime, quant à lui, que le Front national est né « de la désintégration des grandes croyances collectives ». p. 20

Née en réaction à la Révolution de 1789, l'extrême droite s'est nourrie au fil de son histoire de différents courants. Discréditée après Vichy, elle a profité des drames de la décolonisation avant de trouver une assise électorale au début des années 1980

# Une idée vieille



1934 : l'Action française défile pour la fête de Jeanné d'Arc. De gauche à droite, Charles Maurras, Gaston Pujot et Léon Daudet.

## Des origines multiples

Aux sources de l'extrême droite française : populisme, contre-révolution et fascisme

Le 6 avril 1995, Jean-Marie Le Pen affirmait dans *National Hebdo* qu'il représentait « à la fois la tradition populaire et la tradition contre-révolutionnaire ». L'extrême droite française plonge de fait ses racines dans le terreau du populisme et de la contre-révolution.

C'est par celle-ci qu'il faut commencer. La Révolution a vu naître la droite et la gauche, mais la droite, d'emblée, est double. La droite libérale accepte 1789, en a été parfois à l'origine, et veut remplacer la monarchie absolue par une monarchie à l'anglaise : ces libéraux ou « monarchiens » ont été éliminés, avant de reprendre force, notamment sous la Restauration. L'autre droite, extrême ou absolue, est celle du refus total de la Révolution ; elle nourrit l'émigration au lendemain du 14 juillet 1789 et une tradition intellectuelle, dont les meilleurs auteurs se nomment Joseph de Maistre et Louis de Bonald. Elle aura sa revanche après la défaite napoléonienne, inspirant les ultras (ultraroyalistes) sous Louis XVIII et plus encore sous Charles X, avant d'être balayée par les Trois Glorieuses de juillet 1830.

Ce courant contre-révolutionnaire n'avait pas dit son dernier mot. Il

se perpétue sous la forme du légitimisme, ayant pour but la restauration des Bourbons. Le légitimisme et la contre-révolution seront peu à peu réduits à l'état de folklore et de nostalgie. Une fois la République solidement installée, le pape Léon XIII conseillera aux catholiques le ralliement aux institutions (sinon à l'idéologie) républicaines, ce qui, à la longue, aura pour effet d'amenuiser la base sociale du royalisme.

Cependant, dans les années 1880, prend forme la droite populiste, seconde source historique de l'extrême droite. Deux mouvements, d'abord étrangers l'un à l'autre, puis plus ou moins convergents, la caractérisent : l'antisémitisme et le boulangisme. Le premier est lancé en 1886 par *La France juive* d'Edouard Drumont, un best-seller qui persuada de nombre de Français que leurs maux viennent de « l'invasion juive » : les catholiques, qui subissent les lois laïques de la République franc-maçonne, les ouvriers, victimes des financiers, les petits commerçants, ruinés par les grands magasins. Pour donner une assise politique à ses idées, Drumont fonde un quotidien, *La Libre Parole* (« *La France aux Français !* ») et lance la Ligue antisémitique, dont la

direction est confiée au marquis de Morès, avant qu'elle ne devienne, sous la férule de Jules Guérin, le Grand Occident de France.

Le boulangisme, lui, est plus explosif et plus fugitif : de 1887 à 1889, il rassemble, sur une base républicaine (bientôt enrichie des monarchistes et des néobonapartistes), les adversaires de la République parlementaire, qu'il mobilise aussi bien dans les cantons ruraux que dans les villes ouvrières. Une partie de l'extrême gauche (des blanquistes) adhère au mouvement, dans l'espoir de le canaliser vers une révolution socialiste. Un ancien communiste, Henri Rochefort, éditeur du quotidien *L'Intransigeant*, redoublé de démagogie en faveur du fameux général Boulanger. En 1888, il réclame tout net l'expulsion des 500 000 Italiens travaillant en France. Les autres républicains, socialistes, radicaux, modérés, sauront taire leurs querelles et unir leurs forces pour barrer la route au boulangisme, par les poursuites judiciaires autant que par la voie électorale.

Une dizaine d'années plus tard, l'extrême droite ressurgit à l'occasion de l'affaire Dreyfus. Contre le régime en place, prenant la défense de l'armée et animées presque toutes d'antisémitisme, concourent plu-

sieurs ligues, dont la plus active, la mieux organisée est la Ligue des patriotes, dirigée par Paul Déroulède et soutenue intellectuellement par Maurice Barrès. L'idée est d'établir une république plébiscitaire en rendant au peuple le pouvoir confisqué par les politiciens.

Une des conséquences notables de l'affaire Dreyfus est la naissance de l'Action française, autre ligue à laquelle Charles Maurras donne le corps doctrinal le plus élaboré. Nourri de l'influence de Drumont et de Barrès, Maurras se convainc peu de temps avant l'Affaire que la meilleure solution politique à donner à ce qu'il estime la « *décadence* » française est la restauration monarchique. La greffe du nationalisme sur la vieille contre-révolution va faire l'originalité de l'Action française. L'ennemi, l'« *anti-France* », est désigné par Maurras sous l'appellation des « *quatre Etats confédérés* » : les protestants, les juifs, les francs-maçons et les métèques. Au-delà du programme, l'AF parvient à exercer une sorte d'hégémonie intellectuelle sur une grande partie de la droite et du monde catholique, tandis que les « *camelots du roi* » investissent le quartier Latin.

L'AF connaît une apogée au lendemain de la grande guerre, mais,

condamnée par le pape Pie XI en 1926, elle subit une perte d'audience dans les milieux catholiques. Cependant, la crise des années 1930 relance le mouvement maurrassien et d'autres ligues d'extrême droite. C'est l'Action française qui, par ses appels inlassables, prépare la journée d'émeutes du 6 février 1934, à laquelle participent les Jeunesses patriotes de Taittinger, la Solidarité française de François Coty, divers mouvements d'anciens combattants (y compris l'ARAC, d'obédience communiste, séparément), ainsi que les Croix-de-Feu, auxquelles leur chef, le colonel de La Rocque, interdit de forcer les portes de l'Assemblée, scrupule de légalité qui vaudra à La Rocque la haine tenace des autres ligues. Les émeutiers les plus décidés ne parviennent pas à abattre la République ; du moins la journée provoque-t-elle la démission du président du conseil, Edouard Daladier.

Au cours des années 1930, les exemples étrangers enrichissent la tradition française d'extrême droite. L'Italie de Mussolini puis, à partir de 1933, l'Allemagne hitlérienne deviennent pour certains des exemples à imiter. Des intellectuels chantent leurs vertus, tels Pierre Drieu La Rochelle, Robert Brasillach et l'équipe de *Je suis partout*, mais aussi de grands hebdomadaires comme *Gringoire*. La formation du Front populaire réveille les énergies ; la guerre d'Espagne les stimule. A côté des groupuscules fascistes qui marchent au pas, une nouvelle formation, de plus en plus fascisante, prend de l'ampleur à partir de 1936, le Parti populaire français de l'ancien communiste Jacques Doriot, que rejoignent des intellectuels comme Drieu, Alfred Fabre-Luce, Bertrand de Jouvenel, Ramon Fernandez.

Malgré cette effervescence, il est notable que l'extrême droite des années 1930, non plus que celle de la crise dreyfusienne, n'a jamais réussi à unir ses légions et ses chefs. Toutefois, ce bouillon de culture, où s'agitent l'antisémitisme, le racisme, la haine de la démocratie, l'anticommunisme obsessionnel et le pacifisme face à Hitler, fournira à Pétain en 1940 une bonne partie de ce que les maîtres de Vichy ont appelé par antiphrase leur « Révolution nationale ».

Michel Winock

★ Historien, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, Michel Winock a publié notamment *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France* (Seuil, « Points-Histoire », 1990) et dirigé une *Histoire de l'extrême droite en France* (Seuil, « Points-Histoire », 1994).

## 60 ans après, Vichy reste une référence

La diversité des sources et des références de l'actuel Front national, qui fut créé pour affronter les législatives de 1973, rend difficile de distinguer dans son idéologie et dans sa rhétorique ce qu'il reprend en langue originale, non seulement de l'héritage de Vichy, des ligues d'avant-guerre, du « *nationalisme chrétien* » inspiré du Bermanos de la *Grande Peur des bien-pensants* (son ouvrage de 1931 consacré à l'éloge du pamphlétaire antisémite Edouard Drumont), mais aussi du poujadisme des années 1950 ainsi que du passif et des frustrations de la décolonisation...

Parmi les hommes qui se sont penchés alors sur le berceau du FN, on retrouve un certain nombre de personnalités qui, par leur passé, font le lien avec les « *années noires* ». En bonne place figure un ancien milicien, François Brigneau, pétainiste de toujours, Gabriel Jean-tet, ancien cagoulard, lui aussi pétainiste. François Duprat (1941-1978), maître à penser d'Ordre nouveau, se trouvait être un des auteurs favoris des Sept couleurs, la maison

d'édition fondée par Maurice Bardèche, beau-frère du rédacteur en chef de *Je suis partout*... Robert Brasillach. Le même Maurice Bardèche, qui s'ingéniait à faire passer la tradition des intellectuels fascistes des années 1930 dans le monde d'après la Libération, tout en guidant les premiers pas du négationnisme dans son ouvrage de 1948, *Nuremberg ou la terre promise*.

Si les nostalgiques de Vichy vieillissent irrémédiablement, Jean-Marie Le Pen lui-même ne manque pas de se référer à eux en reprenant pour l'essentiel le contenu de leurs plaidoyers d'après-guerre. Voici, par exemple, comment, lors de la fête des Bleu Blanc Rouge de septembre 1994, M. Le Pen parlait du chef de l'Etat français (tel était le nom que s'était donné le régime né de la défaite de juin 1940) : « *Je n'ai jamais cru que le maréchal Pétain était un traître, et j'ai pensé, naïvement peut-être, mais sincèrement, comme l'immense majorité des Français, que le général de Gaulle et le maréchal Pétain étaient d'accord dans leur effort patriotique, l'un pour*

*être le bouclier, l'autre pour être l'épée de la France.* » Il y reviendra souvent.

Au soir du premier tour de la présidentielle, dimanche 21 avril, M. Le Pen évoque encore la période de l'Occupation, mais cette fois au travers de l'hommage à une militante, décédée le jour même, Rolande Birgy, ancienne résistante « *qui avait reçu le titre de "Juste"* », rappelle-t-il. Quelque jours plus tôt, le président du Front national avait accordé une interview au quotidien israélien *Haaretz* (daté du 21 avril). Il y expliquait que Vichy constituait un cas à part et que le gouvernement y était aux ordres de l'occupant. Quant à la déclaration de Jacques Chirac au Vél'd'Hiv, le 16 juillet 1995, reconnaissant la responsabilité de l'Etat français dans la persécution des juifs, c'est peu de dire qu'elle inspire à M. Le Pen les plus vives réticences. Pour lui, le pays occupé n'étant pas maître de ses choix, la France n'a aucune responsabilité dans une politique menée contre les juifs – qu'il qualifie de « *criminelle* ». La déclaration de Jacques Chi-

rac n'aurait été inspirée que par des calculs électoralistes visant à capter les sympathies de certains milieux juifs, ajoute-t-il.

Sur ce point, Jean-Marie Le Pen reproduit une version des plus édulcorées de l'histoire de Vichy – celle du « *double jeu* ». Une version qui convenait non seulement aux rescapés de la collaboration, mais également à ceux qui voulaient croire la France entièrement résistante. Ce mythe a été ébranlé à la fois par l'historiographie et par la mémoire publique à dater des années 1970. Il réémerge à de rares occasions. Notamment dans la stratégie de la défense de Maurice Papon, lors de son procès d'assises à Bordeaux en 1997-1998.

En réalité la plupart des historiens s'accordent pour reconnaître que le statut des juifs – la loi Raphaël Alibert, du nom du garde des sceaux de 1940 – fut promulgué le 3 octobre 1940 (il y en aura un autre, le 2 juin 1941) avant même qu'aucune demande expresse de l'occupant ait été formulée. L'attitude de Vichy sur « *la question juive* »

facilitera la tâche aux Allemands, efficacement secondés par la police française, politique qui aboutira à la déportation et à l'assassinat dans les camps d'extermination de plus de 76 000 juifs de France, hommes, femmes, enfants.

La théorie exculpatoire de Vichy fait par ailleurs bon marché de la tentative faite par les hommes arrivés au pouvoir à la faveur de la débâcle de mettre en œuvre, en l'absence de tout contrôle parlementaire, par la voie d'une administration aux mains d'experts devenus rois, une transformation complète de la société par l'Etat baptisée « *révolution nationale* », en l'occurrence inspirée par un rejet de l'idéologie des Lumières.

A sa manière, le projet politique d'une « *République populiste* » cher à M. Le Pen où le référendum compte plus que le Parlement n'est pas si éloigné de la situation concrète prévalant dans une période où, sur les pièces de monnaie, la semouse avait été remplacée par le profil du chef.

Nicolas Weill

## de deux cents ans



RENÉ DAZY



KENSTONE

A gauche, Jacques Doriot, leader du Parti populaire français, en 1936, lors d'un meeting. A droite, Alger, 1962. Affiches OAS.

## Les soldats de l'Algérie française

La décolonisation va donner un nouvel élan à une extrême droite déconsidérée

**A**U lendemain de la seconde guerre mondiale, les furieux combats de la III<sup>e</sup> République pour la restauration de la monarchie, puis contre la république parlementaire sont anachroniques, outre qu'ils sont marqués au sceau de l'infamie en raison des extrémités auxquelles ils ont conduit sous le régime de Vichy. Le parlementarisme triomphe, en se réclamant des aspirations issues de la Résistance, fût-ce contre l'avis de De Gaulle. L'héritage monarchiste ne perdure guère que dans les photos des familles royales publiées par les magazines en couleurs, alors en plein essor, la télévision balbutie, et l'idéologie de l'Action française ne débord pas des modestes tirages de quelques publications : *Aspects de la France*, *La Nation française*, de Pierre Boutang, puis *La Nouvelle Action française*, en 1957.

Pour retrouver un terreau fertile, les germes de l'extrême droite devront attendre la résurgence de

thèmes porteurs : l'histoire douloureuse de la décolonisation de l'ancien empire français leur en fournira un avec, en 1954, la perte de l'Indochine qui, bien que prévisible, survient comme une catastrophe nationale. L'Algérie prend aussitôt le relais, dans le même climat d'aveuglement politique. De tels chocs historiques étaient de nature à heurter le patriotisme traditionnel et, au-delà, à conforter le sentiment d'un déclin inéluctable de la nation pour peu que fût refusée la mutation politique qu'appelaient, parallèlement, le cours de l'histoire et le choix de la nouvelle vocation européenne de la France. Suivant cet état d'esprit, qui était celui d'une nouvelle extrême droite, il s'agissait alors, sinon de restaurer l'ordre ancien, du moins de provoquer un saut pour stopper un processus funeste.

Le phénomène poujadiste n'a pas participé de cette construction : il ne fut qu'un épisode propice et décalé, une parenthèse. Sociologiquement, il exprimait

l'effacement d'une catégorie jusque-là fortement structurée, celle des petits commerçants et travailleurs indépendants. Politiquement, il remettait au goût du jour les vieux réflexes de l'antiparlementarisme (« *Sortez les sortants* »), du patriotisme replié sur lui-même et d'une certaine xénophobie. Pas étonnant, donc, de voir apparaître, parmi les 52 députés de la vague poujadiste des élections législatives de 1956, le visage de Jean-Marie Le Pen, tout jeune élu de Paris. Avec quelques autres activistes nationalistes, il sera vite écarté du mouvement corporatiste et populiste de Pierre Poujade.

En 1956, un autre tribun de l'extrême droite, Jean-Louis Tixier-Vignancour, ancien notable du régime de Vichy, ténor du barreau de Paris, revient au Parlement. Il avait patienté dans l'inéligibilité en accompagnant l'émergence du mouvement Jeune Nation, créé par les frères Pierre, Jacques et Henri Sidos. On le retrouvera à l'élection présidentielle de 1965

qui ouvre à l'extrême droite l'opportunité d'une campagne légale ; il y rassemble 5,19 % des suffrages exprimés. Jeune Nation incarnait, sous l'emblème de la croix celtique, un néonationalisme s'affirmant contre la menace du communisme et l'emprise de l'impérialisme américain, mais aussi, parce qu'on ne change pas vraiment, contre la République et les partis et pour l'éviction des « *métèques* ». Ce groupe de militants activistes fut interdit lors de l'imbroglio de mai 1958, sous sa première appellation puis sous celle de Parti nationaliste (cela n'empêcha point la IV<sup>e</sup> République de succomber sous la pression des militaires et des Français d'Algérie qui en avaient appelé au recours du général de Gaulle).

A partir de 1958, les mois et les années passant, d'abord dans l'ambiguïté puis dans la perspective de l'indépendance de l'ancienne colonie, la tension ne cesse de monter dans les milieux nationalistes forts du soutien des partisans irréductibles de l'Algérie française

et d'une grande partie de l'encadrement militaire volé de ce qu'il pensait être sa victoire sur le terrain. L'OAS (Organisation armée secrète) naît de cette conjonction à la veille de l'indépendance algérienne. Fondée en 1961 à Madrid, par des factieux en fuite, cette organisation prétend poursuivre à sa manière le combat pour l'Algérie française, contre le FLN et contre ceux qui se prêtent à la négociation avec les nationalistes algériens (les accords d'Évian datent de mars 1962).

Attentats, exécutions, coups de main, sabotages, le terrorisme des uns s'inspire de celui des autres sous la houlette du général putschiste Raoul Salan, puis, après son arrestation, sous celle de Georges Bidault, ex-ministre, ancien président du Conseil national de la Résistance. C'est à la suite d'une manifestation populaire de protestation contre l'OAS que huit personnes périsent au métro Charonne le 8 février 1962. Tandis que Tixier-Vignancour met son talent d'avocat et sa voix de bron-

ze au service des « soldats perdus », en particulier Salan et Bastien-Thiéry, auteur de l'attentat du Petit-Clamart contre de Gaulle, les réseaux se reforment, les agitateurs complotent, les groupuscules se reforment aussitôt qu'ils sont dissous. Ce sont, par exemple, Europe-Action, Occident, Ordre nouveau : on y retrouve les mêmes noms, tels ceux de Sidos, de Dominique Venner, de François Duprat, qui rejoindra Le Pen au Front national et périra dans un attentat en 1978, de journalistes de *Minute* et de *Rivarol* ; d'autres visages plus nouveaux, aussi, ceux d'Alain Madelin, de Patrick Devedjian, de Gérard Longuet, de William Abitbol, qui militaient à Occident, interdit en novembre 1968. Ces derniers se feront, plus tard, un nom au sein de la droite classique, les autres s'effaceront ou rallieront le Front national, lorsqu'il apparaîtra plus gratifiant d'occuper le terrain électoral.

André Laurens

## Dreux, le coup de tonnerre des années 1980

**E**N onze ans d'existence, jamais le Front national n'avait été à pareille fête. Le 4 septembre 1983, à Dreux (Eure-et-Loir), une liste frontiste conduite par son secrétaire général, Jean-Pierre Stirbois, obtient 16,72 % au premier tour d'une élection municipale partielle. Une semaine plus tard, la gauche est défaite par une liste d'alliance RPR-UDF-FN dans cette sous-préfecture symbole de la vague rose des municipales de 1977, suscitant une vague de réprobation dans toute la France. Trois militants d'extrême droite entrent à la mairie. En cette fin d'été, l'événement fait l'effet d'un coup de tonnerre. Le Front national n'a-t-il gagné qu'un strapontin ou Dreux sera-t-elle pour lui un tremplin ?

Jean-Marie Le Pen veut le croire. En mars, lors des élections municipales, il a déjà créé la surprise dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Sa liste a obtenu 11,26 % des suffrages au premier tour sur un programme simple : « *Immigration, insécurité, chômage, fiscalisme, laxisme moral, ras-le-bol !* » En cet automne 1983, deux autres élections partielles indiquent que sa traversée du désert touche à sa fin. A Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où une liste FN obtient 9,32 % des suffrages. Enfin,



Jean-Pierre Stirbois, lors des municipales partielles, à Dreux.

en décembre, à l'élection législative partielle du Morbihan, Jean-Marie Le Pen, obtient 12,02 %. L'ancien député poujadiste tient sa revanche. L'élection européenne de juin 1984 confirme qu'il dispose bien d'une audience nationale. En lui accordant 10,95 % des voix, les électeurs envoient dix députés FN à Strasbourg.

La décennie avait pourtant mal commencé. En 1980, le Front national, en sommeil, ne compte que 270 adhérents, pour l'essentiel des

maurassiens, des nostalgiques de Vichy ou de l'Algérie française, des poujadistes et des nationalistes révolutionnaires. Les troupes du Comité Le Pen, créé pour l'élection présidentielle, sont à peine plus fournies. Dépité de n'avoir pas recueilli les 500 signatures nécessaires à sa candidature, Jean-Marie Le Pen appelle à voter Jeanne d'Arc, le 10 mai 1981. La percée des élections européennes ne signifie pas pour autant que le FN existe et fonctionne en tant que parti. Au printemps 1984, il

ne comptait pas plus de 2 500 adhérents. Désormais, l'afflux de nouvelles têtes contraint la direction du mouvement à repenser son organisation. Comment élargir l'audience du mouvement tout en maintenant son identité et sa spécificité ? Car, au noyau d'extrême droite qui composait le mouvement à ses origines, viennent s'amalgamer des transfuges du RPR et de l'UDF, des catholiques traditionalistes comme des militants formés à l'école de la nouvelle droite, au sein du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (Grece) ou du Club de l'horloge.

Jean-Marie Le Pen a besoin de candidats. Il doit faire la preuve que le FN n'est pas qu'un feu de paille. En pleine phase de modération, Jean-Marie Le Pen prend ses distances avec les franges militantes les plus radicales et offre des investitures à ces nouveaux venus, les monnaies parfois, au grand dam de militants plus anciens. Après les cantonales, où, présent dans 1 520 cantons, soit les trois quarts des cantons renouvelables, le FN peut faire croire à un enrachement important, les ralliements s'accroissent. Aux législatives et aux régionales, qui vont se jouer à la proportionnelle, le FN est assuré d'avoir des élus :

Jean-Yves Le Gallou, Michel de Rosoltan, Jean-Claude Martinez, François Bachelot, Yvon Briant, Pascal Arrighi, Bruno Mégret... contribuent à donner au Front un visage plus avenant. Mais si les nouveaux venus sont facilement investis et élus quand, en mars 1986, avec 9,9 %, le FN envoie 35 députés au Palais-Bourbon et fait entrer 137 des siens dans les conseils régionaux, ils trouvent plus difficilement place à la direction du FN.

Cette distance mise entre le parti et ses représentants dans les assemblées nationale et régionales permet à la direction frontiste de circonscrire les crises qui, en 1987 et 1988, agitent le mouvement. Jean-Marie Le Pen, en butte à l'intransigeance de Jacques Chirac, qui refuse de composer avec lui, rompt avec sa stratégie de respectabilité à l'œuvre depuis 1984, et ouvre une phase de onze années de radicalisation. Le 13 septembre 1987, il déclare que les chambres à gaz sont un « *détail* » de la seconde guerre mondiale. Dans un premier temps, cette déclaration le fait chuter dans les sondages, mais ne l'empêche pas, sept mois plus tard, de rassembler 14,4 % des voix à l'élection présidentielle. La leçon sera retenue.

Méthodiquement, le président du

FN va s'appliquer à lever les tabous à coups de mauvais jeux de mots - « *Durafour crématoire* » - ou de déclarations d'un autre âge. En 1989, il assure que « *l'internationale juive joue un rôle non négligeable dans la formation [d'un] état d'esprit antinational* ». Des élus le quittent, mais la base militante acquiesce. Et les électeurs sont toujours là. Le 3 décembre 1989, à Dreux, Marie-France Stirbois, qui a repris le flambeau de son mari, est élue députée avec 61,3 %, tandis qu'à Salon-de-Provence Philippe Adam devient conseiller général. L'affaire des foudrards a boosté l'extrême droite. C'est dans ce climat euphorique que le FN organise à Nice, fin mars 1990, un congrès qui parachève l'organisation du mouvement et consacre l'influence grandissante de Bruno Mégret. En sept ans, du XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris au congrès de Nice, le Front national a fait la démonstration qu'il n'avait rien d'un feu de paille. Que si le mode de scrutin proportionnel lui était le plus favorable, il pouvait l'emporter aussi dans un scrutin majoritaire. Qu'il pouvait gagner des adhérents sans passé politique pour en faire de bons soldats de l'extrême droite.

Michel Soudais

L'analyse des résultats du 21 avril montre notamment que le leader d'extrême droite a accentué son enracinement dans les couches populaires. Des raisons intrinsèques expliquent aussi son succès dans les dix-sept départements où il a recueilli plus de 20 % des suffrages

# Qui vote

## La géographie électorale du FN

La carte du vote Front national ne ressemble que très partiellement à celle de l'insécurité

**L**E portrait-robot de l'électeur de Jean-Marie Le Pen est facile à dessiner. C'est un ouvrier au chômage, alarmé par l'immigration et l'insécurité, et habitant dans une zone périurbaine de la France industrielle du Nord-Est. Encore le profil des plus typés des supporters du Front national ne doit-il pas occulter leur diversité croissante. Un succès électoral, comme celui que Le Pen a engrangé le 21 avril, s'accompagne généralement d'un élargissement géographique et sociologique. Certaines caractéristiques demeurent certes immuables. La séduction lepéniste opère toujours incomparablement plus auprès des hommes que des femmes. Mais d'autres phénomènes sont nouveaux. Le Pen semble avoir recueilli des scores comparables dans toutes les tranches d'âge. Jusqu'à présent, les personnes âgées - majoritairement fidèles à la droite classique - échappaient à son emprise. Les enquêtes réalisées par les instituts de sondage le jour du scrutin divergent sur la proportion de jeunes qui auraient voté FN, mais son public a incontestablement vieilli par rapport à ce qu'il était il y a sept ans.

Le phénomène Le Pen est également devenu « interclassiste ». Dans les années 1980, le FN a d'abord effectué une percée dans des milieux aisés de droite radicalisés par l'arrivée de la gauche au pouvoir. Il a ensuite prolétarisé ses soutiens au fur et à mesure que les

socialistes s'embourgeoient. Désormais, le démagogue milliardaire de Saint-Cloud s'offre des performances dans les couches populaires (particulièrement auprès des ouvriers) tout en progressant chez les agriculteurs, artisans et commerçants, où son audience est désormais supérieure à sa moyenne nationale. Autre symptôme éclairant, pour la première fois, le FN fait jeu égal dans les secteurs privé et public. On est loin d'un vote « poujadiste » anti-fonctionnaires...

L'analyse géographique du vote Le Pen confirme cette nouvelle donne. Reprenons la comparaison entre les résultats obtenus dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris et dans le Pas-de-Calais auquel a procédé le politologue Pierre Martin dans sa *Note de la Fondation Saint-Simon* (novembre 1996) consacrée au « vote Le Pen ». Dans le bastion de la bourgeoisie parisienne, le FN captait 16,6 % des suffrages exprimés aux européennes de 1984 pour descendre régulièrement jusqu'à un modeste 7,5 % à la présidentielle de 1995. Dimanche, Le Pen y est remonté à 9,7 % des voix. Simultanément, dans le département très ouvrier du Pas-de-Calais, Le Pen a continué de grimper : 6,7 % en 1984, 15,2 % en 1995 et 19,4 % en 2002.

La géographie départementale du FN se caractérise d'abord par sa permanence. C'est la France industrielle du Nord-Est, le couloir rhodanien et la façade méditerranéenne qui lui accordent constamment ses

meilleurs scores. La Bretagne de tradition catholique et les zones rurales du Centre-Ouest ainsi qu'une partie du Sud-Ouest résistent toujours le mieux à ses sirènes. On constate peu de différences entre la carte Le Pen de 1995 et celle de 2002. Les échelles prenant en compte sa progression, cela signifie que le FN s'enracine progressivement dans tous les points du territoire. Le Pen a ainsi recueilli 11,75 % des voix en Vendée, un département qui ne semble pas envahi par les immigrés ni dévasté par l'insécurité, mais où il a récupéré une notable fraction de l'électorat villégiériste.

Dans le détail, on constate cependant une certaine nationalisation de l'audience de l'extrême droite. C'est dans ses zones de faiblesse traditionnelles qu'elle progresse le plus par rapport à 1995, tout particulièrement dans le Sud-Ouest de tradition radicale-socialiste. Si le vote Le Pen stagne pratiquement en région parisienne et dans plusieurs de ses fiefs méridionaux, il progresse spectaculairement dans des départements moyens comme la Saône-et-Loire (17,77 % contre 13,24 % en 1995). Le FN ne recule que dans une partie de l'Alsace et de la Lorraine ainsi qu'en Seine-Saint-Denis, où il avait atteint des sommets.

La carte du vote Le Pen ne ressemble que très partiellement à celle de l'insécurité. Les deux phénomènes ne se superposent, au niveau départemental, pratiquement que dans le Sud-Est. On notera aussi que le FN

ne gagne pas spécialement du terrain, loin s'en faut, dans les zones au plus fort taux de criminalité. Le lien géographique est autrement plus frappant avec la carte de l'immigration extra-européenne. En dépit de sa généralisation relative, le vote Le Pen demeure fortement corrélé avec cette implantation immigrée. De quoi conforter la thèse de Pierre Martin selon laquelle « l'hostilité aux immigrés est la pierre de touche du vote FN ». Sur la question de l'immigration, les motivations de vote des électeurs de Le Pen se distinguent nettement plus de celles de l'ensemble des Français (60 % contre 18 % selon Ipsos) que concernant l'insécurité (respectivement 74 % et 58 %).

Ce fort lien géographique entre lepénisme et immigration a donné lieu à bien des interprétations. Certains politologues l'ont contesté en remarquant qu'il était moins prégnant à une échelle locale. Pierre Martin leur a répliqué qu'il était logique que les zones à plus forte pro-

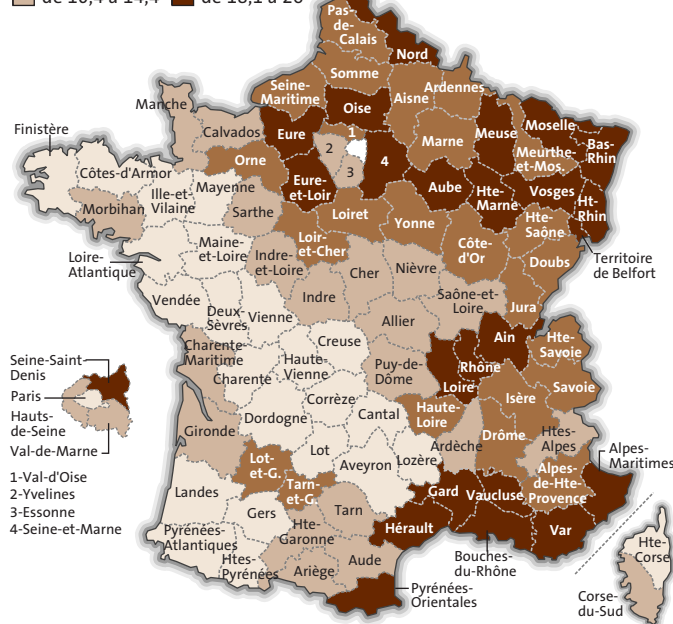
portion d'immigrés et de Français d'origine immigrée votent moins Le Pen que les secteurs environnants où se sont fréquemment réinstallés les Français « de souche ». Selon lui, c'est bien la présence d'immigrés maghrébins et turcs qui, pris comme boucs émissaires de leurs problèmes par une partie des couches populaires sur fond de xénophobie française, explique le vote Le Pen. Plus fréquemment au contact des immigrés, les plus pauvres sont particulièrement enclins à appuyer le FN. Ce prolétariat désorienté, qui a perdu la représentation valorisante du « mouvement ouvrier », est une proie facile pour les démagogues. Mais cette réalité ne peut faire oublier les ratés de l'intégration qui ont transformé des pans entiers du territoire national en ghettos. L'analyse du vote Le Pen renvoie à des tares de la société française qui ont trop longtemps été dissimulées.

Eric Dupin

### LE VOTE J.-M. LE PEN À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 1995

Répartition par quartile\*, en % des suffrages exprimés

de 4,5 à 10,4 de 10,4 à 14,4 de 14,4 à 18,1 de 18,1 à 26

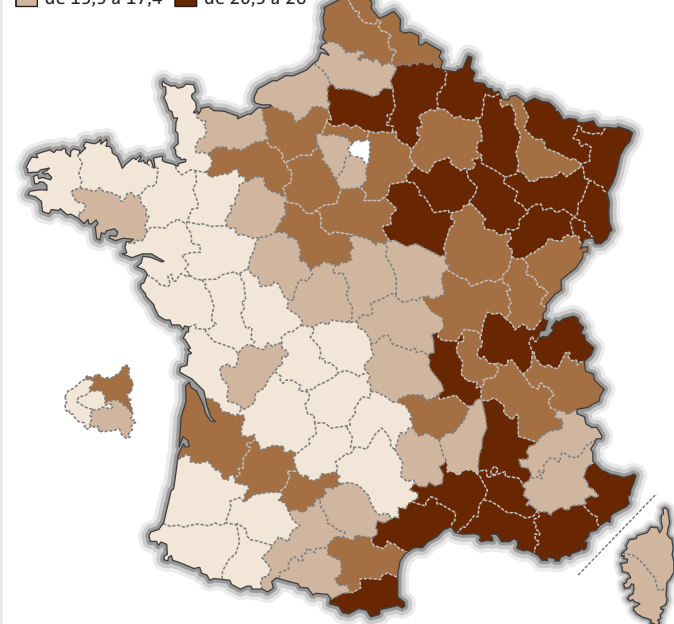


\* un quartile = le quart du nombre de départements (soit 24 par quartile)

### LE VOTE J.-M. LE PEN À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2002

Répartition par quartile\*, en % des suffrages exprimés

de 8,8 à 13,4 de 13,4 à 17,4 de 17,4 à 20,1 de 20,1 à 26



### ÉVOLUTION DE LA SOCIOLOGIE DU VOTE LE PEN DE 1988 À 2002

en pourcentage	1988 (1)	1995 (1)	2002 (2)
<b>ENSEMBLE</b>	<b>14,5</b>	<b>15,5</b>	<b>17,2</b>
<b>Sexe</b>			
Hommes	18	19	21
Femmes	11	12	13
<b>Age</b>			
18-24 ans	16	18	16
25-34 ans	17	18	17
35-44 ans	17 (3)	15 (3)	16
45-59 ans	11 (4)	17 (4)	19
60-69 ans	12 (5)	9 (5)	18
70 ans et plus			15
<b>Profession de l'interviewé</b>			
Agriculteurs	13	16	20
Artisans, commerçants	27	14	19
Prof. libérales, cadres sup.	19	7	8
Professions intermédiaires	13 (6)	16 (6)	14
Employés			16
Ouvriers	12	30	30
<b>Statut de l'interviewé</b>			
Salariés du privé	17	21	17
Salariés du public	11	15	17
Travailleurs indépendants	21	11	17
Chômeurs	12	25	38
Étudiants			15
Retraités	12 (7)	11 (7)	16
<b>Dernier diplôme obtenu</b>			
BEPC/CAP/ Cert. d'ét. primaires	15	14	22
Baccalauréat	13	17	22
Enseignement supérieur	12	9	8
<b>Électeurs proches de :</b>			
Extrême gauche	2	6	13
Gauche	5	9	7
Droite	13	13	12
Extrême droite	53	36	84 (8)
Aucun parti	18	24	19

(1) Sondages postélectorales réalisés par la Sofres et cités dans le livre *Le Front national à découvert*, sous la direction de Nonna Mayer et Pascal Perrineau, Presses de Sciences-Po, 1996.

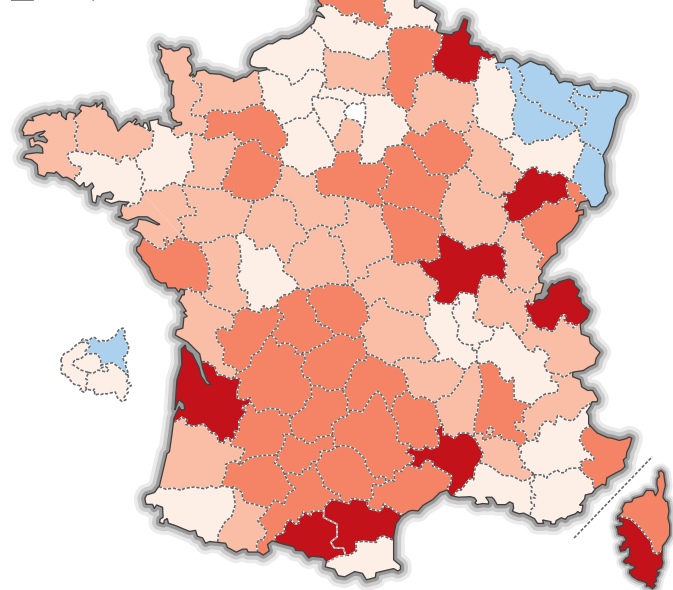
(2) Sondage Ipsos réalisé le 21 avril 2002 auprès de 4 344 électeurs pour Vivazi, *Le Figaro*, France 2, Europe 1 et *Le Point*.

(3) 35-49 ans. (4) 50-64 ans. (5) 65 ans et plus. (6) Cadres moyens et employés

### ÉVOLUTION DU VOTE J.-M. LE PEN ENTRE 1995 ET 2002

Écarts, en points

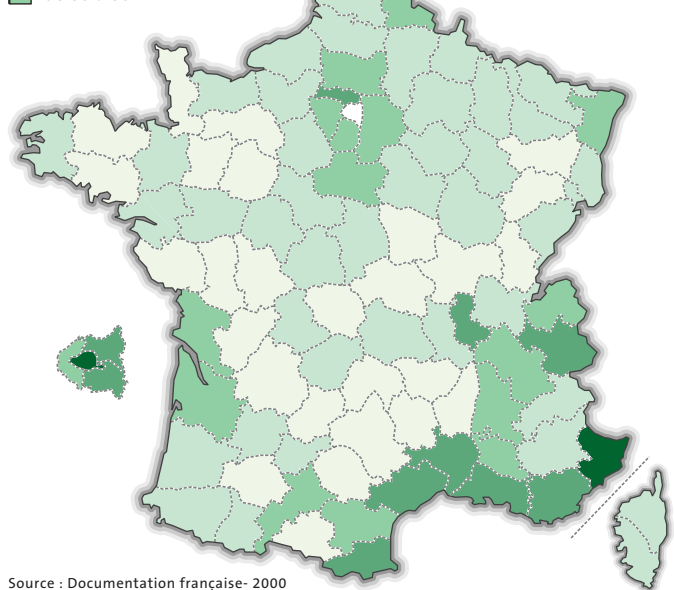
de -2,45 à 0 de 0 à +1,5 de +1,5 à +3 de +3 à +4,5 de +4,5 à +6,26



### CRIMINALITÉ EN 2000

Taux de criminalité pour 1 000 habitants

inf. à 40 de 40 à 60 de 60 à 80 de 80 à 100 sup. à 100

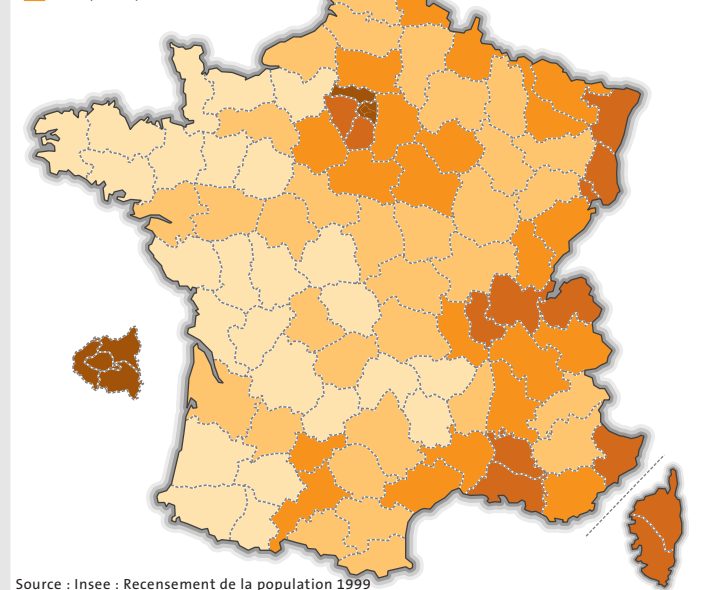


Source : Documentation française - 2000

### NOMBRE D'ÉTRANGERS HORS UNION EUROPÉENNE

en % de la population de chaque département

moins de 1 de 1 à 2,49 de 2,5 à 4,49 de 4,5 à 6,99 de 7 à 14



Source : Insee - Recensement de la population 1999





Vidé  
d'une partie  
de ses cadres  
par la  
dissidence  
de Bruno  
Mégret,  
le Front  
national n'a  
jamais réussi  
à devenir  
un véritable  
parti de masse.  
Même ravalée,  
son idéologie  
reste  
porteuse  
des thèmes  
classiques  
de la droite  
ultra

# Radioscopie



Bruno Mégret  
aux côtés  
de Jean-Marie  
Le Pen,  
le 1<sup>er</sup> mai 1995,  
à Paris.

## « Un seul numéro, le numéro un »

La vie du Front national se singularise par l'absence de débats politiques

Le Front national est une organisation politique au sein de laquelle le pouvoir de décision a toujours été confisqué par Jean-Marie Le Pen. Ce parti de militants n'a jamais réussi à devenir un parti de masse. Son bureau politique en constitue l'instance principale. Le comité central, élu lors des congrès, est censé se réunir deux à trois fois par an. La gestion quotidienne est assurée par un appareil qui comprend : le « cabinet du président » « les services rattachés au président », le « secrétariat général », la « délégation générale » et les « autres services ».

Ces services sont regroupés dans un long bâtiment appelé « le Paquebot ». A quelques minutes à pied, située sur les hauteurs de Saint-Cloud, la villa de Montretout, où vit Jean-Marie Le Pen, domine, en une

sorte de symbole topographique, le siège du parti. Dans chaque département, le secrétaire départemental dirige la fédération. Des cercles nationaux assurent l'action du front soit dans des secteurs professionnels, soit sur des thématiques particulières. La plupart d'entre eux sont en sommeil et n'ont jamais mené d'activité militante régulière.

A ses débuts, de 1972 à 1982, le FN ne comptait guère plus d'un millier d'adhérents. Le flux d'adhésions qui a accompagné la percée du Front national en 1984 en a multiplié le nombre, qui a atteint près de 50 000 au cours des années 1990. Mais, comme l'a souligné Jean-Marie Le Pen lui-même, les adhérents ne représentaient guère qu'un électeur sur cent. Si le FN a compté plusieurs milliers d'adhérents dans les Alpes-Maritimes, le Var, ou les Bouches-du-Rhône, son effectif en

Bretagne ou dans le Limousin est resté squelettique.

Pour gérer sa rapide « transcoissance », le FN s'est construit une culture d'organisation que reflète la collection de brochures intitulées « Le Guide du responsable ». Ces outils de facture très professionnelle abordent tous les aspects de la vie du parti. Ils apportent en plus des 1 200 pages un succédané d'expérience militante. Les responsables locaux y trouvent des indications pour toutes les circonstances : tenue des réunions, techniques de prise de contact, organisation des manifestations, assurance des locaux. Tout est prévu, du bouquet de fleurs (bleu blanc rouge) offert à l'orateur principal des meetings jusqu'à l'expulsion des perturbateurs. Exemples : ne jamais utiliser de lacrymogènes dans une salle, « à l'égard des individus dangereux préférer les appareils

déclenchant une décharge électrique », prendre en photo des contre-manifestants...

La vie du Front national se singularise par l'absence de débat politique. Il se distingue sur ce point non seulement des autres partis français, mais aussi de la plupart des mouvements d'extrême droite étrangers. L'explication tient d'abord au rôle de Jean-Marie Le Pen. D'autre part, le mouvement fédère différentes cultures politiques d'extrême droite. Les passages de l'une à l'autre sont peu probables. En revanche, chaque sensibilité exprime une culture politique différente et dispose, mais indépendamment des structures du FN, de ses propres publications et structures de formation.

Au sommet, « il n'y a qu'un seul numéro, le numéro un, élu à l'unanimité par le congrès », affirme Jean-Marie Le Pen. Le bureau politique n'a jamais été qu'une chambre d'enregistrement des décisions du chef. Celui-ci consulte parfois, en tête à tête ou par téléphone, il s'informe de l'avis de ses interlocuteurs, mais ne discute pas pour autant avec eux. Une école de formation a fonctionné plusieurs années, où cadres et proches compagnons de route s'employaient à parfaire la formation politique des militants. Le Front national a construit un appareil technique efficace, capable d'éditer et d'envoyer du jour au lendemain les tracts et les affiches. Le FN dispose des moyens matériels et financiers de mener des campagnes politiques.

Le FN rassemble ses militants deux fois par an, à Paris. En septembre, à l'occasion de la fête des Bleu-blanc-rouge. Elle réunissait des dizaines de milliers de personnes. Depuis la scission, la fréquentation a chuté, les stands des fédérations se limitent à la vente des frites et saucisses, alors qu'ils reflétaient précédemment la vie des fédérations en présentant les bulletins et tracts départementaux. Le 1<sup>er</sup> mai, les fédérations de tous les départements viennent à Paris défilant devant la statue de Jeanne d'Arc.

La presse du parti se limite à *National Hebdo*, vendu en kiosque, et à *Français d'abord*, servi tous les quinze jours aux adhérents. La revue théorique *Identité* a cessé de paraître après la scission de 1998. Les bulletins locaux ne dépassent pas le statut soit de bulletin interne, soit de tracts périodiques. Seul celui du Var

a été un temps diffusé en kiosque. Le FN a perdu avec Mégret plusieurs de ses éditorialistes, en particulier Martin Peltier et François Brigneau, de *National Hebdo*.

Toutes les générations militantes de l'extrême droite sont représentées dans l'encadrement. Des militants formés dans les partis collaborationnistes, voire d'anciens SS, contribuaient à l'encadrement du premier FN aux côtés d'anciens poujadistes et de la génération encore très présente aujourd'hui des guerres coloniales.

La sociologie de l'encadrement du Front ne coïncide pas avec celle de son électeur. L'encadrement est assuré par des petits patrons, des commerçants et des cadres. Les jeunes militants sont tous passés par les courants les plus radicaux de l'extrême droite. En revanche on n'y trouve quasiment pas d'ouvriers ni de militants venus de la gauche.

Le Front national ne dispose pas de relais militants. La construction de structures pseudo-syndicales dans les entreprises, en 1996 et 1997, s'est soldée par un échec complet. Le FN n'anime aucun courant d'organisations de masse, et il n'a pas réussi à construire les siennes. Les structures professionnelles ou thématiques n'existent que sur le papier. Le Cercle national des combattants est surtout actif dans le Sud-Est, le Cercle national des femmes d'Europe mène une activité épisodique, et le service d'ordre, la Direction protection sécurité, est une structure très active présente dans tous les départements. Le Front national de la jeunesse n'a pu s'imposer dans les universités. Enfin le FN compte dans ses rangs très peu de notables, à l'exception de l'imprimeur Fernand Le Rachinel en Normandie, du négociant en vin Pierre Jaboulet-Vercherre en Bourgogne et du maire d'Orange, Jacques Bompard.

Le FN est un parti sans autonomie, un appareil radical coincé entre un Le Pen qui l'ignore et l'a cassé et une base avec laquelle il n'a pas su nouer de liens étroits. Il n'est pas pour autant un parti fragile. Car il est à la fois l'émulation contemporaine d'une droite révolutionnaire séculaire et d'une attitude de révolte xénophobe alimentée par une crise durable de la confiance en la capacité de la société française à progresser.

## 1998 : exit Bruno Mégret

QUELLE bronca ! Ce 5 décembre 1998, le huis-clos qui entoure les travaux du conseil national du Front national ne peut empêcher les journalistes d'entendre les clameurs, éclats de voix et huées qui s'échappent du premier étage de la Maison de la chimie. Le licenciement quelques jours plus tôt de deux collaborateurs de Bruno Mégret en est la cause immédiate. Les contestataires dénoncent les prémices d'« une purge annoncée », « la démégrétisation » du mouvement. Interrompu, critiqué, sifflé, Jean-Marie Le Pen voit son autorité contestée pour la première fois. « Lepénistes » et « mégrétistes » manquent d'en venir aux mains.

La crise, souterraine depuis des mois, a atteint un point de non-retour. Elle s'est nouée au début de l'été, quand Jean-Marie Le Pen, menacé d'inéligibilité, a suggéré de confier à sa femme Jany la tâche de conduire la liste du FN aux élections européennes. Mais cette candidature était surtout un chiffon rouge destiné à pousser à la faute Bruno Mégret, que le président du FN appelle, en privé, « le petit ». « Ce serait un comble que certains veuillent profiter des coups qui me sont portés pour se promouvoir dans le parti », avait-il averti. Fin août, le

piège à Mégret commence à se refermer. « Ce n'est pas une bonne idée », estime publiquement Bruno Mégret. Sans égard pour la base militante, sensible à l'argument avancé par Bruno Mégret, « lorsque le chef est empêché, c'est son second qui le supplée », Jean-Marie Le Pen corrige aussitôt l'impétrant en place publique : « Il n'y a qu'un seul numéro au FN, c'est le numéro un », martèle-t-il à Toulon.

Depuis 1997, la popularité croissante du délégué général, auréolé de sa victoire à Vitrolles, irrite le président. Au congrès de Strasbourg, en mars 1997, il assiste impuissant à l'ascension des mégrétistes, élus largement en tête au comité central, alors que sa fille Marine y échoue. Jugeant son autorité atteinte, Jean-Marie Le Pen est décidé à porter l'estocade.

Il va s'y employer tout au long de l'automne. Comme l'explique crûment Dominique Chaboche, premier vice-président du FN, le 8 octobre aux conseillers régionaux FN de Haute-Normandie médusés, il veut « une rupture avec Bruno Mégret, ses hommes, ses techniques, ses méthodes ». Jean-Claude Martinez, opposant résolu au délégué général, qu'il critique publiquement avec l'onction de M. Le Pen, se voit con-

fier la direction de la campagne européenne. Un climat de suspicion règne au « Paquebot », où les services gérés par des proches de Bruno Mégret sont placés sous contrôle ou privé de moyens. Jean-Marie Le Pen lui-même réunit le personnel pour exiger de ne plus voir qu'une seule photo, la sienne. « Les photos de ses amis, on les met dans son portefeuille », lâche-t-il.

C'est dans ce climat détestable que se réunit le conseil national. Deux jours auparavant, *Libération* a publié le fac-similé d'un embryon de liste européenne. Bruno Mégret y est mentionné en dixième position assorti de la mention « sauf si exit ». « C'est un faux », s'insurge Jean-Marie Le Pen, sans convaincre. Les contestataires de la Maison de la chimie, comme la base du FN, réclament un « ticket Le Pen-Mégret ». En vain. Le 6 décembre, Jean-Marie Le Pen dénonce, au micro du « Grand Jury RTL-*Le Monde* » un « pu-putsch » mené par « une minorité extrémiste, activiste » et même « raciste ».

Dès lors, tout va très vite. Le 7 décembre, Serge Martinez, membre du bureau politique et secrétaire national aux fédérations, qui ne passe pas pour être mégrétiste, propose la tenue « d'urgence » d'un « con-

grès de l'unité ». Pour cela, il faut que 20 % des adhérents en fassent la demande. Il est aussitôt démis de toutes ses fonctions par Jean-Marie Le Pen pour qui cette demande est « un crime contre la France ». Seize mille adhérents sur quarante mille signent pourtant cette demande de congrès, à laquelle Bruno Mégret se rallie le 9 décembre. Les exclusions se multiplient. Déterminé à rester seul maître à bord, Jean-Marie Le Pen use de tout son verbe pour vilipender « une poignée de lieutenants et de quartiers-maîtres félons » appuyés, assure-t-il, par « de très puissants capitalistes proches de l'Elysée ». Le 11 décembre, à Metz, il se compare à César à ce détail près qu'il clame en mimant la scène : « Moi, je sors mon épée et je tue Brutus, avant qu'il ne me tue. »

La contre-attaque réussit, mais l'hémorragie est importante. Plus de la moitié des cadres ont suivi Bruno Mégret et fondé, à Marignane, les 23 et 24 janvier 1999, ce qui allait devenir le Mouvement national républicain. Parmi eux, plus d'une centaine de conseillers régionaux, dont le départ s'est cruellement fait sentir quand Jean-Marie Le Pen était à la recherche de ses 500 parrainages.

Michel Soudais

René Monzat

# du Front national

## Un aggiornamento en trompe-l'œil

En dépit de la reformulation de son vocabulaire, l'idéologie reste celle des droites radicales

IX ans durant, le Front national a été, parmi les formations politiques françaises, celle qui a attaché le plus d'importance aux questions idéologiques. Ce parti a en effet mené, malgré l'ostensible désintérêt de son chef pour tout ce qui est intellectuel, une entreprise méthodique de mise à jour de son héritage politique et idéologique. Ses « intellectuels organiques » se sont mobilisés pour cette tâche, en particulier au sein du « conseil scientifique » du Front national, ainsi que dans les colonnes de la revue *Identité*, dont les 25 numéros sont parus entre mai 1989 et novembre 1998. Leur travail a donné au Front national de la fin des années 1990 une identité idéologique et politique très différente de celle qui était la sienne au début des années 1980. La mutation s'est accomplie au rythme des défis politiques auxquels ce courant s'est trouvé confronté : chute du mur de Berlin et effondrement du bloc de l'Est, guerre du Golfe, construction européenne.

D'autre part les cadres de ce parti se sont réappropriés, en l'adaptant, l'héritage idéologique des extrêmes droites européennes. Ils ont fait adopter à leur parti une identité idéologique très proche de celle de la droite révolutionnaire d'entre les deux guerres. Ils ont, à l'occasion de cette mise à jour, réussi à faire fusionner des apports provenant de cultures politiques, a priori incompatibles, qui composent le FN. En particulier catholique intégriste et néo-païenne. Ce travail a facilité plusieurs évolutions majeures du mouvement. Le premier réajustement est géopolitique. Le FN se pensait avant la chute du Mur comme le meilleur allié du monde libre dans sa lutte contre le communisme. L'épouvantail soviétique disparaissant, l'ennemi devient américain. Et

l'opposition du mouvement à la guerre du Golfe est venue sceller ce retournement. Sur le plan économique, il a basculé du libéralisme à l'antilibéralisme. En 1985, le FN entendait « entreprendre une révolution libérale » et Jean-Marie Le Pen s'est plusieurs fois défini comme un « Reagan français ». Aujourd'hui, il refuse le libéralisme comme le dirigisme, il pourfend « le libre-échange destructeur » et a réclamé un « nouveau protectionnisme ».

La synthèse de ces deux évolutions permet au FN d'affirmer que l'antagonisme principal est désormais celui qui oppose les peuples enracinés au système mondialiste. Désormais, à ses yeux, le clivage politique majeur n'oppose plus la vision libérale à la conception marxiste, mais la vision identitaire au projet mondialiste. En matière sociale, le FN a su opérer un tournant radical en 1992, pour éviter que la gauche joue de la contradiction entre les aspirations sociales de l'électorat populaire que le FN avait gagné à lui et son programme économique, qui avait été conçu pour séduire des petits patrons.

Parallèlement à ces évolutions très spectaculaires, le FN s'est attelé à une entreprise de reformulation de son vocabulaire et à une redéfinition des principaux concepts politiques. Il a ainsi euphémisé son vocabulaire sur l'immigration en adoptant la thématique de la « préférence nationale ». Thématique articulée avec son nouveau discours économique. Quand le conseil scientifique du FN consacre un colloque aux origines de la France, il marque une rupture avec la conception républicaine de la nation. Jean-Marie Le Pen reprend à son compte les conclusions de ce travail : « Nous défendons une certaine idée de la France. Elle n'est ni de gauche ni de droite, ni d'hier ni de demain. Elle est substantielle à notre devenir. Elle est indis-

solublement liée à notre sang, à notre sol, à notre mémoire. » Il poursuit : « Pour qu'il y ait politique, il faut donc que se combinent trois éléments fondamentaux : un peuple homogène, vivant sur le territoire dont il a hérité de ses pères, et vivant en accord avec sa tradition. »

Jean-Marie Le Pen qui réaffirme : « Oui, il y a inégalité des races comme il y a inégalité des civilisations », se défend aussitôt de tout racisme pour évoquer à nouveau les « facteurs biologiques », la « substance biologique », la mémoire qui sourd « dans nos veines ». Il est par ailleurs probable qu'il a lu un texte écrit par d'autres. Mais le programme de gouvernement du Front national édité en 2001 s'inscrit dans la continuité de cette rupture avec la conception républicaine : « La France est une nation « venue du fond des âges » et sa population est pour l'essentiel fixée depuis plus de deux millénaires. Elle

est principalement issue de la fusion de trois composantes européennes : celte, latine, germanique. » « Mais, poursuit le texte, l'intégration massive de millions de ressortissants immigrés détruit cette identité. Il faut donc inverser le courant de l'immigration. »

Un travail comparable a été mené à terme pour subvertir la notion de peuple, redéfini lui aussi sur des bases ethniques ; même la devise républicaine *Liberté Egalité Fraternité* a été retournée en affirmant que la fraternité est le sentiment que se portent les frères et sœurs, donc de même sang. Et non que les citoyens doivent adopter entre eux l'attitude qui est naturelle entre frères et sœurs ! Une vraie république ou une vraie démocratie ne pourrait dès lors exister qu'entre personnes de la même origine.

Les intellectuels organiques du FN ont mobilisé pour cette entrepri-

se un outillage intellectuel éclectique issu de différents courants, allant de l'antilibéralisme catholique du XIX<sup>e</sup> siècle aux théoriciens de la droite révolutionnaire française, de la révolution conservatrice allemande, c'est-à-dire de l'extrême droite prénazie, jusqu'au traditionalisme fasciste d'un Julius Evola. Cet outillage, ces références sont familiers à des centaines de cadres de l'extrême droite française en général et du FN en particulier. En revanche les électeurs du FN, et même les militants de base, ne soupçonnent pas leur existence. Le Pen lui-même a toujours montré une souveraine indifférence devant les questions intellectuelles et théoriques. La culture intellectuelle et politique de la droite révolutionnaire pourrait ne concerner qu'un courant en marge de l'extrême droite. Elle a, en fait, forgé la personnalité politique et intellectuelle des principaux cadres

du FN. C'est de cette culture que relèvent les auteurs de référence que Jean Mabire, semaine après semaine, présente dans *National Hebdo*, c'est elle que diffusent les librairies dont les publicités paraissent dans toutes les publications du FN. Un univers culturel négligé par la science politique universitaire.

*Identité* a consacré en janvier 1994 un numéro à « La modernité du Front national ». Pierre Sirgue y explique : « Beaucoup de valeurs sacrées, morales, identitaires ou nationales que défend le mouvement national ont été dans le passé prônées par des mouvements ou des penseurs contre-révolutionnaires, antirépublicains ou antidémocratiques. La force du Front national consiste précisément à rendre possible la renaissance de ces valeurs à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle dans le cadre de la République et du principe démocratique de souveraineté populaire. En ce sens, le Front national, grâce à cette conception nouvelle de « démocratie organique » ou de « république naturelle », se révèle comme un mouvement capable d'assurer la réconciliation définitive de la France d'aujourd'hui avec celle d'hier et de féconder son avenir par ses valeurs les plus anciennes et ses traditions les plus profondes. »

L'appareil du FN est soudé par une idéologie qu'il s'est forgée, une culture d'une droite radicale opposée aux valeurs que partage le reste du champ politique. Elle est en particulier radicalement antagonique avec les valeurs fondamentales de la droite gaulliste ou libérale. L'idéologie des cadres du FN n'exprime pas un durcissement des idées de la droite républicaine. Elle est au contraire issue d'une tentative consciente de les éliminer en leur substituant le corpus idéologique modernisé des droites radicales ou droites révolutionnaires.

René Monzat



1<sup>er</sup> mai 1997. Le leader du Front national, à Paris, à la fête de Jeanne d'Arc.

## Anti-européens sans complexe

Considérés comme « fréquentables » par leurs collègues, les élus du FN font peu parler d'eux au Parlement de Strasbourg

DEPUIS le début de la législature, le Front national paraissait relativement éteint au Parlement européen. Les eurodéputés fraîchement élus en 1999 n'ont ainsi pas eu l'occasion d'entendre Jean-Marie Le Pen pousser un de ces « coups de gueule », assorti d'attaques *ad hominem*, dont il était coutumier lorsqu'il présidait le groupe des Droites européennes, et qu'il comptait dans ses rangs l'ancien Waffen SS Franz Schönhuber.

Le Front national a pourtant continué de défendre des thèses antieuropéennes, mais sans se faire remarquer : il faut dire que, pendant les sessions plénières, son temps de parole est limité à une minute envi-

ron, en raison de sa faible représentation (5 députés sur 626). En commission, ce temps est illimité, mais les députés FN ne sont guère assidus. « Quand ils sont là, ils ont un discours tellement invraisemblable qu'on se contente de hausser les épaules », indique Danielle Auroi, députée Verte qui siège à la commission de l'agriculture : « Jean-Claude Martinez nous explique par exemple que les musulmans sont responsables de la propagation de la fièvre aphteuse, parce qu'ils ont fait venir des moutons pour l'Aid el-kébir ! »

Les élus du FN ne sont systématiquement présents qu'en session plénière, aux séances de vote, où ils s'expriment « en toute indépendan-

ce », selon Carl Lang. Ils ont ainsi, comme la gauche française, refusé la libéralisation de l'électricité, parce que « l'électricité est un instrument de l'indépendance nationale auquel les lois du marché ne doivent pas s'appliquer ». Les députés du FN se sont prononcés « systématiquement sur tous les sujets qui concernent l'immigration », pour rappeler qu'ils veulent « le rétablissement des contrôles aux frontières ». En matière institutionnelle, ils se sont opposés à tout élargissement des compétences du Parlement, ont soutenu le droit de veto des Etats, ont mis en garde contre l'élargissement et exprimé leur refus de l'adhésion de la Turquie. Lorsque Jacques Chirac

est venu présenter les priorités de la présidence française, en juillet 2000, c'est un petit-fils du général de Gaulle qui s'est chargé de lui dire qu'il incarnait le « parti de l'étranger ». « Il y a un seul droit que je ne lui reconnais pas, c'est celui de parler au nom du général de Gaulle », a répondu Jacques Chirac.

Les députés du Front national semblent avoir totalement disparu de la scène parlementaire en octobre 2001, lorsque le tribunal de Luxembourg a prononcé la dissolution du groupe factice qu'ils avaient constitué avec les radicaux d'Emma Bonino. Cette alliance de circonstance, non fondée sur des affinités politiques, avait scandalisé le Parlement, parce qu'elle était destinée à obtenir des avantages matériels, comme le droit de déposer des textes écrits et de disposer de collaborateurs pour les rédiger. Pendant deux ans, les élus du FN, muselés à l'oral, ont assuré une intense présence écrite : ils ont déposé d'innombrables propositions de résolution qui n'ont jamais été reprises dans des versions de compromis, et d'aussi innombrables amendements qui n'ont jamais été votés, en raison de leur positionnement idéologique : « Nous défendons l'Europe des patries dans un Parlement fédéraliste », résume M. Lang.

Bien qu'ils s'expriment de façon abrupte dans l'Hémicycle, les députés du FN sont jugés « courtois », « polis », « cultivés », « aimables », et « modérés dans leur expression », bref « fréquentables » par ceux qui les côtoient. Même un socialiste belge comme Jean-Maurice Dehousse, ancien maire de Liège, ne peut que difficilement critiquer Bruno Gollnisch, membre comme lui de la délé-

gation pour les relations avec le Japon, dont il apprécie « le fait qu'il parle couramment japonais ». « Il est d'autant plus dangereux qu'il est intelligent », ajoute-t-il toutefois. Eduqués, les députés frontistes parlent des langues étrangères, ce qui leur permet de communiquer avec leurs collègues, comme les conservateurs britanniques, ce qui n'est guère le cas, par exemple, des chasseurs français. C'est d'ailleurs par principe seulement que M. Le Pen ne s'exprime que dans sa langue maternelle. Lorsqu'il a voulu faire comprendre à l'Hémicycle qu'il n'était pas homme à se laisser démettre de son mandat par la justice française sans ferrailer auprès des tribunaux, il a ainsi lancé un martial : « I will come back ! » (je reviendrai).

Les députés du Front national envisagent de reconstituer un groupe politique après les élections de 2009. Aujourd'hui, cela paraît impossible, dans la mesure où le seul dénominateur commun à toutes les droites extrêmes est le refus de l'immigration. Le nationalisme prôné par Jean-Marie Le Pen ne peut longtemps s'entendre avec le séparatisme défendu par le Vlaams Blok ou l'autonomisme régional que revendique la Ligue du Nord. L'Alliance nationale italienne de Gianfranco Fini a rompu avec le Front national quand il s'est allié aux Républicains allemands de M. Schönhuber. Quant au FPÖ autrichien de Jorg Haider, il est soucieux de sa respectabilité. « Ces attitudes pourraient bien changer au vu des résultats du premier tour de la présidentielle », pronostique-t-on toutefois au Front national.

Rafaële Rivais

## Rock et littérature

POUR séduire la jeunesse, le « rock identitaire français » (RIF), soutenu par le FN comme le MNR, emprunte aux courants de la scène musicale alternative. Le CD *Anti-Mondial*, 16 groupes en rage contre la mondialisation se veut une arme de guerre culturelle. Il reflète un discours anticapitaliste et anti-américain. « On se prend à rêver de révolution », « Le système capitaliste assassine les peuples », « Le mur de Berlin est tombé, l'oncle Sam peut enfin commettre ses méfaits ». Mais les dénonciations du « brassage ethnique », du « chaos ethnique », la défense de « notre peuple » ou de « l'identité » renvoient à un autre univers idéologique. L'éditeur du CD souligne : « En diffusant des Compact Discs, nous plaçons progressivement une partie de la jeunesse sous notre influence. Une fois que certaines phrases types sont assimilées par nos sympathisants (ex : « sionistes = assassins » ou « politiciens de droite et de gauche = corrompus »), ces derniers sont perdus pour le système. »

Jean Mabire est le principal guide dans la dimension littéraire d'une extrême droite qui lit peu. Il officie depuis 1990 à *National Hebdo*, hebdomadaire du Front national. Ses chroniques présentent l'œuvre littéraire ou politique d'auteurs décédés et insistent plus sur leur idéologie que sur leur écriture. Jean Mabire a consacré des dizaines d'ouvrages, grand public ou apologistes, aux divisions SS. Il a collaboré à l'ouvrage d'hommage à l'ancien officier politique des SS français Saint-Loup. Il tente de perpétuer un paganisme dont les rites et les objets de culte étaient ceux de l'entourage de Himmler. Partisan d'une Europe des régions, il influence les régionalistes d'extrême droite, et participe à la nouvelle droite.

R. M.



15 décembre 1998. Charles de Gaulle et Jean-Claude Martinez, députés FN, au Parlement européen.

Pour Pascal Perrineau, la France lepéniste reste celle des grandes concentrations urbaines. Emmanuel Todd insiste sur la fracture culturelle avec le reste de la société.

## « Le Pen se met à l'avant-garde du camp de la société fermée »

**Comment définissez-vous la France de Le Pen ?**

Partons des cartes. Celle de 2002 est à peu près la même qu'en 1995. Elle nous montre une France qui ne cesse de nous étonner depuis des années. Ce n'est pas une carte de droite, ce n'est pas non plus une carte de gauche, ce n'est même pas une carte de l'extrême droite telle qu'on l'a connue dans le passé, au temps du boulangisme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des Ligues dans l'entre-deux-guerres ou du poujadisme il y a près d'un demi-siècle. C'est un autre type de carte, qui n'a pas de cohérence politique, mais plutôt une cohérence sociale.

**Quels en sont les contours ?**

Cette France lepéniste, elle se situe à l'est d'une ligne Le Havre-Valence-Perpignan. C'est d'abord la France des grandes concentrations urbaines : on voit bien comment Jean-Marie Le Pen et le Front national se sont implantés sur le terrain des inquiétudes urbaines. C'est également la France des départements dans lesquels la délinquance est la plus élevée, qu'il s'agisse de la bordure méditerranéenne, de l'agglomération lyonnaise ou, bien sûr, de la région parisienne ou le vieux Sud de la gauche républicaine. Le vote Le Pen mêle des traditions politiques différentes.

**C'est une des formes du sentiment d'insécurité.**

Oui, mais il faut éviter les raisonnements de type mécaniste. Il y a eu dans la campagne deux événements dramatiques : la tuerie de Nanterre et le meurtre d'un policier dans un commissariat de Vannes. J'ai regardé s'il y avait eu dans ces deux localités une poussée du FN : je n'ai rien trouvé. Et pourtant Dieu sait si ces populations avaient des raisons d'être traumatisées. Donc, attention aux simplifications abusives. De même, cette France est politiquement très hétérogène. Il y a à la fois de vieilles terres de droite, comme l'Alsace, et de vieilles terres de gauche, comme le Nord-Pas-de-Calais, cer-



**PASCAL PERRINEAU**, politologue, est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et directeur du Centre d'études de la vie politique française (Cevipof). Il a publié notamment *Le Front national à découvert* (collectif, 1989) et *Le Symptôme Le Pen : radiographie des électeurs du Front national* (1997).

tains départements de la région parisienne ou le vieux Sud de la gauche républicaine. Le vote Le Pen mêle des traditions politiques différentes.

**Venons-en au profil sociologique de l'électeur lepéniste.**

Ce profil n'a pas fondamentalement changé, même si les lignes se sont un peu déplacées. L'électorat du Front national est d'abord plus masculin que féminin. La surreprésentation des hommes dans l'électorat d'extrême droite est un trait qui se retrouve partout en Europe. Le vote Le Pen s'articule probablement sur une certaine crise de l'identité masculine, en particulier chez les jeunes qui ne sont pas intégrés par le travail, qui connaissent des situations de galère, qui ont un faible niveau de diplômes et donc peu de moyens de comprendre ce qui change dans leur environnement, non seulement en termes économiques et sociaux, mais aussi en matière de mœurs et de rapport à l'autre, en particulier à l'autre sexe.

Ensuite, Le Pen fait un tabac dans les couches populaires. On peut considérer, même si les sondages varient, qu'environ un quart des ouvriers qui sont allés voter ont voté pour Jean-Marie Le Pen. C'est le premier électorat ouvrier, mieux que Chirac ou Jospin. En revanche, c'est dans la catégorie des cadres supérieurs et des professions libérales

que Le Pen fait ses plus mauvais scores : avec 9 %, c'est la seule catégorie dans laquelle il est en dessous de 10 %, comme en 1995, mais en recul par rapport à 1988, où une partie de la bourgeoisie de droite votait pour lui.

**Et il y a toujours les commerçants et artisans.**

C'est ce que j'ai appelé jadis l'alliance de la boutique et de l'atelier. La force électorale de Le Pen, c'est d'avoir réuni le monde de la boutique, qui a toujours été le réservoir des formations d'extrême droite, et le monde ouvrier, où il a réussi à s'implanter. Cette alliance était là hier, on la retrouve aujourd'hui, légèrement renforcée.

**Donc, en majorité des hommes issus des milieux populaires ?**

Ce sont les gens qui sont en bas de l'échelle des revenus, mais aussi de l'échelle des savoirs. Revenus modestes, niveau primaire : c'est là que Le Pen bat ses records. Plus le niveau de culture est élevé, plus on est à l'abri d'un vote Le Pen. C'est une caractéristique que l'on apercevait déjà en 1995, elle s'est installée, elle est devenue une structure sociologique forte.

**Peut-on dire la même chose de l'électorat de Bruno Mégret ?**

L'électorat de Bruno Mégret est une pâle déclinaison de celui de Jean-Marie Le Pen. On y trouve en effet, par rapport à sa moyen-

ne, un petit plus dans le milieu des ouvriers et des employés, un petit plus dans les revenus modestes, un petit plus parmi ceux qui ont un faible niveau d'études. C'est la même structure, mais aplatie, molle. Contrairement à ce qu'on croyait, Bruno Mégret n'a pas permis la percée de l'extrême droite dans les milieux bourgeois. Ce n'est pas de Villiers, la structure de son électorat n'est pas celle de l'électorat de Philippe de Villiers en 1995.

**Nous avons vu ce qui n'a pas changé par rapport à 1995. Qu'est-ce qui a bougé ?**

Le premier changement, outre le renforcement du score de l'extrême droite, qui rassemble tout de même plus de 900 000 électeurs supplémentaires, c'est un début de vieillissement de cet électorat. Le Pen reste à un niveau confortable chez les 18-25 ans, avec une moyenne de 16 %, qui monte à 18 % avec Mégret. Il est en tête chez les jeunes. Mais il semble qu'il n'y ait plus de dynamique. Les jeunes qui votent pour Le Pen sont ceux que l'on ne voit pas, ni dans les médias ni dans les enquêtes, qui sont souvent en galère. Le Pen donne l'impression d'avoir fait le plein de cette jeunesse en difficulté. Aujourd'hui, ça patine. En revanche, il y a une augmentation dans les catégories d'âge supérieures, à partir de 40 ans. Il y a

même une vraie poussée dans l'âge mûr et le troisième âge. La pénétration de ces couches s'accélère.

La deuxième nouveauté, c'est la percée en milieu rural et agricole, à la bordure occidentale du Massif central, dans les régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. Ce sont des départements où, du fait de l'urbanisation, existe une vraie crise d'identité rurale. Jusqu'ici ce milieu avait tenu. Il a craqué. Il ne faut pas oublier que ces départements sont au cœur de l'Occitanie, une région qui s'est toujours posée en s'opposant au pouvoir parisien. Le discours anti-établissement, anti-élites, y a trouvé un réel écho. Mon hypothèse est que c'est une paysannerie de gauche qui craque, une paysannerie qui se distingue de celle de l'Ouest, catholique, qui vote depuis des décennies pour l'UDF.

**Peut-on établir un lien entre le vote Le Pen et le vote anti-Maastricht ?**

Oui. Sur les 25 départements dans lesquels la poussée de l'extrême droite est la plus forte, 21 sont des départements qui ont voté non à Maastricht. Je crois qu'au-delà du clivage droite-gauche se met en place un clivage entre partisans d'une société ouverte et partisans d'une société fermée, c'est-à-dire entre des milieux qui considèrent que, quels que soient les dégâts de la transition, ils ont tout à gagner à l'ouverture économique, culturelle, institutionnelle, du pays et des milieux qui pensent qu'ils ont tout à y perdre. Le non à Maastricht, qui a atteint près de 49 % des suffrages, n'était pas un vote de droite ou de gauche, c'était un vote de droite et de gauche. C'était le vote de l'électorat du PC, de la minorité chevènementiste du PS, d'une partie de l'électorat d'extrême gauche, de l'immense majorité de l'électorat d'extrême droite, de la moitié de l'électorat RPR. C'est pourquoi Le Pen se dit que le meilleur moyen de sortir du ghetto de l'extrême droite, c'est de se mettre à l'avant-garde du camp de la société fermée, du camp du non à Maastricht. Et ce n'est pas pour rien qu'il s'est adressé, au soir du premier tour, aux abstentionnistes, aux chasseurs, aux électeurs de Robert Hue et d'Arlotte Laguiller. Il sait très bien que ce message correspond à une réalité qui dépasse le clivage droite-gauche et qui s'exprime déjà confusément dans la dynamique du premier tour.

Propos recueillis par  
Thomas Ferenczi



Fête des Bleu-blanc-rouge, en 1996, à Paris.

## « La désintégration des grandes croyances collectives »

**Qui sont les électeurs du FN ?**

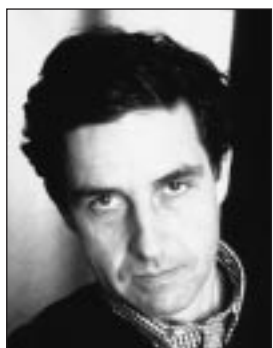
Ce qui me frappe d'abord, c'est qu'ils sont là depuis longtemps. Il y a désormais un socle de 15 % de gens qui votent FN. Ce socle, en particulier dans sa composante ouvrière, n'a pas bougé. On connaît son implantation géographique. Elle correspond pour l'essentiel aux zones de forte immigration d'origine maghrébine. Cela va du Nord au littoral méditerranéen, en passant par l'Est. C'est toujours la même carte. Après chaque élection, on nous parle d'une forte percée du Front national, mais c'est parce que, dans la période précédente, les sondages nous ont fait croire qu'il était retombé à 10 %.

**Il y a tout de même une progression de 15 % à plus de 19 %.**

Non, c'est une erreur de perspective, due à la montée de l'abstention. Si on calcule en pourcentage des inscrits pour éliminer l'effet abstention, on constate que la proportion d'électeurs votant pour Jean-Marie Le Pen est passée de 11,8 % en 1995 à 12,1 % en 2002. Si on y ajoute l'électorat de Mégret, on arrive à 13,8 %. Il y a donc une augmentation de deux points. Ce n'est pas négligeable. Ce n'est pas un raz de marée.

**Quelle est la composition sociologique de ce « socle » ?**

Son ressort principal est l'aliénation des milieux populaires. Mais il est important de noter qu'il n'y a pas eu, le 21 avril, de progression du vote Le Pen dans le monde ouvrier, ou une progression infime. La véritable percée s'est produite entre 1988 et 1995, où Le Pen est passé de 16 % à 27 % dans l'électorat ouvrier. Aujourd'hui, le chiffre se situe, selon les sondages, entre 25 % et 30 %. S'il y a une progression, elle est margina-



**EMMANUEL TODD**, historien, anthropologue, est chercheur à l'Institut national d'études démographiques (INED). Il a notamment publié *Le Destin des immigrés* (1994) et *L'Illusion économique* (1999).

le. Non, le phénomène nouveau, en 2002, dans les milieux populaires, c'est la poussée de l'extrême gauche et l'aspiration qu'elle exprime. Je suis le premier à reconnaître que les programmes économiques de Lutte ouvrière ou de la LCR sont ineptes, mais, en termes de valeur, leur percée est plutôt positive. Le vote Le Pen représente en effet une corruption des ouvriers par les valeurs d'inégalité qui ravagent la société capitaliste. Les classes moyennes ont renoncé à l'objectif d'égalité. Leur mépris pour le peuple s'est répercuté en milieu ouvrier contre les immigrés. Le vote d'extrême gauche, c'est la redécouverte des valeurs d'égalité.

**Il y a aussi, dans le vote Le Pen, les effets de l'insécurité**

L'analyse géographique du vote montre que l'insécurité des banlieues n'a pas été le déterminant fondamental de la progression de l'extrême droite. Depuis six mois, la télévision nous abreuve d'images violentes, mettant en scène des grandes villes et des banlieues pourries. Le plus souvent, les nouvelles rapportées ne sont pas statistiquement significatives. La France n'est pas un pays violent, le taux d'homicide y est l'un des plus faibles du monde. La carte des départements où la progression de l'extrême droite a été la plus forte ne donne pas une importance particulière aux grandes villes, et en particulier à l'agglomération parisienne. On observe même une baisse en Seine-Saint-Denis. On ne constate pas non plus une progression importante dans les départements ouvriers du Nord et de l'Est, où la déconfiture socialiste s'explique plutôt par la poussée de l'extrême gauche.

**Quels sont les autres éléments de ce socle ?**

Il y a, à côté de cette composante sociologiquement de gauche, une composante sociologiquement de droite, celle des petits commerçants et artisans. Si on compare ces deux composantes, on voit qu'elles ont en commun, pour une large part, le fait de n'avoir pas fait d'études. On pourrait parler, à cet égard, de fracture culturelle pour caractériser leur rapport avec le reste de la société. C'est cette combinaison entre une population formée de gens aux revenus modestes (ouvriers, employés, petits commerçants, petits artisans), touchée de plein fouet par le choc de la modernité économique, et des territoires où l'immigration d'origine maghrébine est forte qui assure la base électorale de Jean-Marie Le Pen.

**Et dans les beaux quartiers ?**

Au départ, lorsqu'il a émergé, le FN gardait une trace du vote d'extrême droite ancien, qui incluait en partie les beaux quartiers. Il n'était pas localisé de la même façon dans les milieux populaires. Mais petit à petit il en est venu à s'identifier à l'aliénation populaire. Aujourd'hui, voter FN, c'est se définir comme un paumé. Hors de tout antiracisme véritable ou de toute considération morale, un bourgeois ne peut pas donner sa voix au Front national parce que ce serait pour lui se définir comme un exclu du système.

**Il y a eu, semble-t-il, une poussée dans des départements ruraux**

On constate en effet une hausse d'environ 2 points (en pourcentage des inscrits) dans une série de départements plutôt ruraux, qui n'ont pas été dévastés par les grands ensembles ni touchés par l'immigration. Les sociétés régionales les plus paisibles, les plus traditionnelles, du Limousin, du sud de l'Auvergne et de la région Midi-Pyrénées ont été saisies d'une petite fièvre. Leurs populations sont âgées, tranquilles, c'est un monde d'employés et de petits-bourgeois qui vivent dans des petites villes, un monde qui conserve quelques paysans. Ce sont les régions de France où on vit le plus vieux. Tout cela ne colle pas vraiment avec l'image de banlieues encore plus détraquées que d'habitude.

**Comment expliquez-vous cette progression ?**

Il faut revenir à l'interprétation historique générale du vote Le Pen. A l'origine, ce qui a ouvert un espace idéologique au Front national, c'est l'effondrement des grandes croyances collectives qui structu-

raient les mentalités françaises et dont les plus puissantes étaient, à gauche, le Parti communiste et, à droite, l'Eglise catholique. Le PC et l'Eglise étaient des contre-sociétés qui donnaient un sens à l'existence et sécurisaient les individus. Leur reflux a produit des effets différentiels en haut et en bas de la structure sociale. En haut, cette évolution a été perçue comme une sympathique montée de l'individualisme, porteur de libertés nouvelles, dont un portefeuille bien garni permet de profiter ; en bas, où les portefeuilles sont moins épais, elle a créé un désarroi, dont s'est nourri le vote FN. On vient peut-être d'assister à la dernière étape de cette désintégration, qui a fini par toucher les zones les plus conservatrices. Dans ces zones, il est possible - même si ce n'est pas mesurable - qu'un deuxième phénomène ait joué : la décomposition parallèle de deux autres croyances collectives, l'idéologie nationaliste, relayée par le gaullisme, et le vieux socialisme, dont on vient peut-être de vivre, dans ces régions, la phase terminale.

**Vous parlez de la dernière étape de cette désintégration. Cela veut-il dire que Le Pen n'a plus de marge de progression ?**

Je parle de phase terminale parce que la pratique religieuse est à zéro, que le PC n'existe plus, et le vieux socialisme non plus. Si Le Pen n'avait pas atteint le deuxième tour, j'aurais tendance à dire, en effet, que le pire est passé. Mais on ne peut pas exclure un effet dynamique du second tour, qui relance le FN dans une autre logique.

Propos recueillis par T. F.













Le conseil de l'Union internationale de patinage (ISU) doit se pencher, lundi 29 et mardi 30 avril, sur « **LE SCANDALE DE SALT LAKE CITY** ». La juge française Marie-Reine Le Gougne, accusée d'avoir faussé l'épreu-

ve de couples des Jeux olympiques, et le président de la Fédération française des sports de glace (FFSG) Didier Gailhaguet, soupçonné d'avoir exercé des pressions sur sa compatriote, sont appelés à comparaître.

Des lettres adressées ces dernières semaines par trois juges — **DEUX FRANÇAIS ET UNE SUISSE** — à l'ISU les mettent gravement en cause. Le président de la FFSG est notamment accusé d'avoir demandé à

plusieurs reprises à des juges de favoriser des patineurs français ou étrangers. Selon le juge français Alain Miquel, le « **SYSTÈME GAILHAGUET** » repose sur « *le secret, la peur et l'intimidation* ».

## Didier Gailhaguet est mis en cause par deux juges de patinage

**Patinage artistique** • A la suite du scandale des Jeux de Salt Lake City, le président de la Fédération française et la juge Marie-Reine Le Gougne doivent comparaître devant la Fédération internationale. Deux juges français lui ont écrit pour dénoncer les méthodes de Didier Gailhaguet

**DEPUIS** la fin des Jeux de Salt Lake City, en février, le dossier de la commission constituée par l'Union internationale de patinage (ISU) pour enquêter sur le cas de la juge française Marie-Reine Le Gougne et de Didier Gailhaguet, président de la Fédération française des sports de glace (FFSG), s'est considérablement épaissi. Lundi 29 et mardi 30 avril, à Lausanne (Suisse), il va être rouvert à l'occasion d'une réunion du conseil de l'ISU consacrée à cette affaire. Marie-Reine Le Gougne et Didier Gailhaguet y seront entendus. Un certain nombre de témoins, parmi lesquels le juge-arbitre américain Ronald Pfenning, qui officiait lors de l'épreuve de couples des Jeux, et la Britannique Sally-Ann Stapleford, présidente du comité technique de l'ISU, devraient être entendus.

Ce sera également le cas du Français Alain Miquel, l'un des trois juges à avoir adressé ces dernières semaines des courriers à l'ISU dénonçant les agissements de Didier Gailhaguet et Marie-Reine Le Gougne. Celle-ci est soupçonnée d'avoir placé les Russes Elena Berezhnaïa et Anton Sikharulidze à la première place de l'épreuve olympique de couples suite à des pressions exercées par Didier Gailhaguet. La juge française avait dans un premier temps reconnu l'existence de telles pressions, avant de se rétracter et d'accuser le « *lobby anglo-saxon* » d'avoir tout fait pour favoriser la victoire des Canadiens Jamie Salé et David Pel-

letier. Ceux-ci ont été finalement, sur décision de l'ISU, classés premiers ex aequo de la compétition.

Les témoignages d'Alain Miquel et de Francis Betsch, un autre juge français officiant désormais en Grande-Bretagne, sont accablants pour Didier Gailhaguet. Le premier accuse le président de la FFSG de lui avoir demandé à trois reprises — aux championnats du monde 1998 puis aux championnats d'Europe 1999 et 2002 — de surnoter des patineurs français et reconnaît s'être plié par deux fois à cette injonction (voir ci-dessous). « *J'ai arrêté de juger pendant une année entière tellement j'étais dégoûté* », dit-il.

### « UN ARGUMENT MASSUE »

Le second affirme que Didier Gailhaguet, alors directeur des équipes de France de patinage, lui avait demandé lors des championnats d'Europe 1994 de surnoter un concurrent allemand. En 1996, pendant les championnats du monde, Didier Gailhaguet lui aurait au contraire demandé de baisser les notes d'une patineuse allemande en raison du non-respect par l'Allemagne d'un « accord » passé avec la France. Francis Betsch dit s'être décidé à écrire à l'ISU en suivant à la télévision le scandale de Salt Lake City. « *Quand j'ai entendu que la juge française accusait le président de la Fédération française, je me suis dit : "Il m'est arrivé la même chose dans le passé." Le lendemain, quand j'ai entendu qu'elle avait changé complètement sa version,*



Réunis à Paris le 7 mars, lors d'une conférence de presse, Marie-Reine Le Gougne, juge aux Jeux de Salt Lake City, et Didier Gailhaguet, président de la Fédération des sports de glace, réfutent les accusations de tricheries émises après l'épreuve des couples en patinage artistique.

*j'ai pensé que c'était vraiment le moment d'écrire.* »

La juge suisse Christine Blanc a également écrit à l'ISU, mais pour charger sa consœur Marie-Reine Le Gougne, qu'elle dit avoir entendue dès novembre 2001 affirmer qu'elle allait placer le couple russe devant les Canadiens aux Jeux olympiques. Le juge canadien Benoît Lavoie avait auparavant porté des accusations similaires.

Selon Didier Gailhaguet, interrogé vendredi 26 avril par *Le Monde*, Alain Miquel aurait agi par « *vengeance mesquine* » parce qu'il n'aurait pas obtenu auprès de l'ISU une promotion qu'il attendait. « *Je*

*n'ai jamais demandé quoi que ce soit à M. Miquel, affirme le président de la FFSG. Quant à M. Betsch, c'est un opposant systématique de la Fédération française et un mauvais juge international. Pourquoi des événements surve-*

*nus soi-disant en 1994 et 1996 lui seraient-ils ainsi brutalement revenus à la mémoire ?* »

Selon Didier Gailhaguet, les deux hommes seraient manipulés par Sally-Ann Stapleford. « *Maintenant, c'est la parole des uns contre*

*la parole des autres, poursuit-il. Et j'ai un argument massue : depuis que je suis président de la FFSG, le nombre de juges français avertis pour avoir favorisé un compatriote a diminué de 40 %.* » Le dirigeant français dit pouvoir présenter au conseil de l'ISU les témoignages écrits de trente-huit juges français — « *il n'en manque que deux ou trois* » — qui affirment n'avoir jamais subi de pressions de sa part. « *Si cela se passait devant une cour normale, je serais extrêmement serein* », ajoute-t-il.

Quant à Marie-Reine Le Gougne, elle dit ne pas avoir « *l'intention de [se] laisser décapiter* ». Ses deux avocats américains, qui ont adressé à l'ISU un document de 24 pages, affirment que « *le résultat [de l'audition] est déjà déterminé* » et accusent la Fédération internationale de ne respecter ni ses propres règlements ni certains principes élémentaires de justice. Ils envisagent dès à présent de porter l'affaire devant le Tribunal arbitral du sport (TAS).

Gilles van Kote

### Alain Miquel, juge international de patinage artistique

## « A sa demande, j'ai surnoté les Français »

**ALAIN MIQUEL** est appelé à témoigner, mardi 30 avril à Lausanne (Suisse), devant le conseil de l'Union internationale de patinage (ISU), dans le cadre de la comparution de Didier Gailhaguet et Marie-Reine Le Gougne. Agé de 33 ans, il exerce une profession libérale à Annecy (Haute-Savoie) et est juge de championnat ISU depuis 1995.

**Vous avez adressé à l'ISU, le 15 avril, une lettre mettant en cause Didier Gailhaguet, le président de la Fédération française des sports de glace (FFSG). Pourquoi maintenant ?**

Cette démarche est le fruit d'une lente maturation. Après les championnats du monde 1998, j'avais déjà eu envie de révéler les pratiques en cours au sein de la FFSG, mais, pour de multiples raisons — notamment la peur et les échecs des personnes qui ont voulu avant moi dénoncer ces pratiques —, je n'ai rien dit jusqu'à présent. Ce qui est arrivé à Salt Lake City m'a fait penser que c'était le moment. Il y avait un préalable à cela : il fallait que j'accepte l'idée de ne plus exister dans le patinage artistique. Ma démarche tient du suicide : le fonctionnement monarchique de la FFSG fait que la moindre déclaration n'allant pas dans le sens de Didier Gailhaguet est aussitôt sanctionnée. Je faisais jusqu'à maintenant partie des quatre ou cinq juges internationaux français en lesquels Didier Gailhaguet pensait pouvoir avoir confiance, les seuls auxquels il laisse le droit de juger dans les championnats internationaux. Car, pour juger, il faut plaire au roi et montrer que l'on est capable d'entrer dans le système, en favorisant les patineurs français.

**C'est ce que vous avez fait lors des championnats du monde de Minneapolis, en 1998...**

A Minneapolis, je jugeais l'épreuve de couples. Les Russes, champions olympiques à Nagano le mois précédent, et le meilleur couple américain avaient déclaré forfait. Une médaille devenait envisageable pour les Français Sarah Abitbol et Stéphane Bernadis. Didier Gailhaguet m'a demandé de tout faire pour obtenir cette médaille en surnotant le couple français et en intervenant auprès des autres membres du jury. J'étais jeune, inexpérimenté, terrifié par le système, et j'ai cédé. Je n'ai pas cherché à influencer mes confrères, mais j'ai surnoté Sarah Abitbol et Stéphane Bernadis. Quelque temps avant, j'avais dîné chez un ami entraîneur et il m'avait dit qu'il avait un message de Didier Gailhaguet pour moi. Il m'avait fait comprendre que

c'étaient mes premiers championnats du monde et que Didier Gailhaguet allait essayer de savoir s'il pouvait « travailler » avec moi. C'était une sorte de test : si je ne me montrais pas capable d'exécuter ses ordres, je ne jugerais jamais.

**Didier Gailhaguet vous a-t-il aussi demandé de sous-noter les adversaires d'Abitbol-Bernadis ?**

Après le programme court, il était furieux de la façon dont j'avais noté le couple russe, qu'il estimait que j'avais sous-noté. Il m'a dit : « *Fais très attention, on ne peut pas noter comme cela un couple russe.* » Il m'a demandé de sous-noter le couple allemand Schwarz-Muller, alors troisième. « *Les Allemands n'acceptent pas ce qu'on leur demande. On va leur montrer qui on est* », m'a-t-il dit.

**Lors des championnats d'Europe 1999, le même type de demande vous a été fait.**

Après le programme court, le Français Laurent Tobel était huitième, mais la quatrième place était encore accessible. Didier Gailhaguet était venu me voir avec la feuille de classement, car je jugeais cette épreuve, et m'avait dit : « *Tu peux y aller.* » J'ai surnoté Laurent Tobel. J'avais également eu une demande de Marie-Reine Le Gougne, qui faisait partie du jury des couples. Elle m'avait demandé de donner un coup de pouce au patineur azéri Sergueï Rilov. Je ne connais pas la raison de cette demande, mais je n'y ai pas donné suite. Après les championnats d'Europe 1999 comme après les championnats du monde 1998, j'ai reçu un avertissement du conseil de l'ISU pour avoir surnoté les patineurs français. Le premier avertissement était une lettre de conseils, le second une lettre de critiques. Un juge est suspendu au bout de quatre avertissements.

**Les échanges de « bons » procédés entre juges de différentes nationalités sont-ils fréquents ?**

Mon expérience personnelle me fait penser que ce sont des pratiques en cours à la FFSG. Existe-t-il

une attente ou des réponses des autres pays ? Je ne sais pas. Je n'ai eu de rapports qu'avec Didier Gailhaguet, pas avec des personnes étrangères. Je n'ai été que l'instrument de telles pratiques. Mais ce que l'on m'a demandé de faire était bien dans cet esprit-là.

**L'un des arguments de Didier Gailhaguet est d'affirmer que le lobbying est une pratique courante dans le patinage.**

Est-ce parce qu'on n'est pas le seul à être coupable que l'on est pour autant innocent ?

**Les juges sont désignés par leurs fédérations nationales. Peuvent-ils dans ces conditions rester indépendants ?**

A ma connaissance, il existe de nombreux pays dans lesquels les présidents de fédérations n'interviennent pas dans la désignation des juges. Mais, en France, un juge international ne peut exister que si le président de la FFSG le veut bien. Aucune autre personne n'a son mot à dire. Didier Gailhaguet, y compris lorsqu'il était entraîneur, a toujours fonctionné selon les principes du secret, de la peur et de l'intimidation. Déjà, quand j'étais jeune patineur, on m'avait fait comprendre que, si je voulais faire carrière, il fallait que j'aie m'entraîneur avec lui.

**Qu'avez-vous pensé de l'« affaire » de Salt Lake City ?**

Je n'ai jamais officié aux Jeux olympiques, mais je peux dire que la première version de Marie-Reine Le Gougne correspondait étrangement à des choses que j'avais moi-même vécues. Cette version était crédible. Sa deuxième version fait sourire, car on voudrait conforter la position du président de la FFSG qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

**Vos affirmations ainsi que celles de certains de vos collègues ne risquent-elles pas d'être fatales à Didier Gailhaguet ?**

Je le crois suffisamment intelligent et puissant pour s'en sortir.

Propos recueillis par G. v. K.

UN FILM DE RAJA AMARI

**Satin rouge**

Subversif et troublant. LE MONDE  
Subtil et inattendu. TELERAMA

ZURBAN  
www.djaphar.fr  
BEUR FM

### DÉPÊCHES

■ **BASKET** : l'US Valenciennes-Orchies s'est qualifiée, vendredi 26 avril, à Liévin (Pas-de-Calais), pour sa deuxième finale de l'Euroleague féminine en battant les Slovaques de Ruzomberok (108-60). Les Valenciennes devaient disputer, dimanche 28 avril, à 19 heures, le titre aux Polonaises de Gdynia, victorieuses des Italiennes de Parme (74-58).

■ **FOOTBALL** : l'AC Ajaccio, Le Havre, Strasbourg et Nice seront promus en D1 la saison prochaine. Lors de la 37<sup>e</sup> et dernière journée du championnat de France de D2, vendredi 26 avril, l'AC Ajaccio, leader du classement, a battu Beauvais (1-0) ; Le Havre, deuxième, a dominé Laval (4-1) ; Strasbourg, troisième, a battu Martignes (0-1) ; et Nice, quatrième, a vaincu Istres (3-0).

# Malades de trop de fer

La génétique moléculaire ouvre de nouveaux espoirs de traitement de l'hémochromatose, maladie génétique fréquente et trop méconnue

LE FER n'a pas toutes les vertus. Contrairement aux publicités récurrentes des firmes de l'agroalimentaire qui vantent les mérites de divers aliments dans lesquels on a ajouté cet élément il faut savoir que ce métal peut, chez certaines personnes, être hautement toxique.

S'il est vrai que des insuffisances d'apport peuvent conduire à différentes formes d'anémie et qu'elles doivent impérativement être corrigées, les surcharges en fer – ou « hémochromatose » – sont des affections aux conséquences d'autant plus graves que le diagnostic est fait tardivement. Parallèlement à celles dues à des lésions hépatiques observées chez des malades de l'alcool (ou encore à celles pouvant, de manière paradoxale, résulter de traitements d'anémies chroniques) c'est l'hémochromatose dite génétique qui représente l'entité clinique la mieux définie et la plus fréquente.

La maladie se caractérise par l'apparition – vers la quarantaine chez l'homme, plus tard chez la femme – d'une série de symptômes. Les plus précoces sont une fatigue chronique, différents troubles des articulations (celles des doigts, mais les poignets et les chevilles peuvent aussi être touchés) ainsi que des lésions hépatiques. Par la suite, en l'absence de traitement, la surcharge en fer induit des anomalies cutanées, touchera gravement le cœur et perturbera le système endocrinien. « En pratique le diagnostic d'hémochromatose est extrêmement simple. Il se fait en deux étapes, résume le professeur Yves Deugnier (service des maladies du foie, hôpital Pontchaillou, Rennes). La première consiste à mesurer le taux de fer dans le sang grâce à un test dénommé "taux de saturation de la transferrine". Une augmentation anormale de ce taux impose, via une prise de sang, de rechercher la présence de la mutation du gène de l'hémochromatose. » (lire ci-dessous l'entretien avec le professeur Pierre Brissot).

Une fois établi et confirmé, le diagnostic d'hémochromatose impose la mise en place de « sous-

tractions sanguines » obtenues par la pratique répétée de saignées (ou phlébotomies) répétées qui permettent de réduire la surcharge en fer qui intoxique l'organisme. Ces saignées (d'un volume de 300 à 500 centimètres cubes) sont d'abord effectuées toutes les semaines puis, lorsque la concentration de fer dans le sang a retrouvé des valeurs normales, sur un rythme qui, selon les malades, va de une toutes les trois semaines à une par trimestre. Aucune recommandation alimentaire autre que celle d'un régime équilibré n'est alors faite au patient dans la mesure où un régi-

## Les avancées actuelles dans la compréhension de cette maladie coïncident avec la volonté d'améliorer le dépistage précoce

me pauvre en fer ne permettrait pas de faire l'économie de plus d'une saignée par an. « Lorsque le diagnostic d'hémochromatose génétique est porté avant l'installation des lésions articulaires et des complications viscérales et lorsque ce traitement est correctement mené, la qualité et l'espérance de vie rejoignent celles de la population générale », souligne le professeur Deugnier.

L'hémochromatose génétique est l'une des affections pour laquelle la compréhension de la physiopathologie a grandement bénéficié des acquis de la biologie moléculaire. Cette dernière autorise aujourd'hui de nouveaux espoirs thérapeutiques avec la récente découverte de l'hepcidine, une hormone jouant un rôle essentiel dans le métabolisme du fer (Le Monde du 5 avril). Permise grâce aux travaux préalables de

l'équipe dirigée à Rennes par le docteur Olivier Loral au sein du groupe Fer et foie de l'unité 522 de l'Inserm, cette découverte élargit le champ de la compréhension des mécanismes sous-jacents à cette maladie.

Après les premières descriptions cliniques et pathologiques de Trousseau (1865) et la dénomination proposée par Von Recklinghausen (1889) – hémochromatose ou coloration par le sang – il fallut attendre 1975 pour que la dimension génétique de cette affection soit établie grâce notamment aux travaux conduits à Rennes par les docteurs Simon et Bourrel. Vingt ans plus tard, on isolait le gène dont l'anomalie de structure est à l'origine de la maladie. « L'identification précise du gène situé sur le bras court du sixième chromosome se heurte toujours à la méconnaissance de l'anomalie biochimique responsable de la maladie », soulignent les docteurs J.M. Debonne et O. Blétry dans la dernière édition du *Traité de médecine* de Pierre Godeau, Serge Herson et Jean-Charles Piette (éditions Flammarion). Avec la découverte de l'hepcidine, ce n'est plus vrai. Ainsi, le puzzle de biologie moléculaire se complète en même temps qu'on découvre l'étonnante complexité des mécanismes physiopathologiques. C'est ainsi qu'au-delà de la seule dimension génétique, les spécialistes envisagent aujourd'hui le possible rôle conjoint de facteurs environnementaux et alimentaires. Cette donnée vient une nouvelle fois souligner l'importance qu'il y a à ne pas faire d'amalgames entre la présence d'un trait génétique et le fait d'être un malade en devenir.

Les avancées actuelles dans la compréhension de cette maladie coïncident d'autre part avec la volonté des spécialistes et de l'association Hémochromatose-France d'améliorer au plus vite, dans un souci de santé publique, le dépistage précoce. Un dépistage que les autorités sanitaires n'ont jusqu'à présent jamais voulu rendre systématique.

J.-Y. N.

## SYMPTÔMES, COMPLICATIONS ET TRAITEMENTS

L'hémochromatose est une maladie génétique héréditaire qui évolue silencieusement. C'est un excès d'absorption intestinale du fer depuis la naissance dont les premiers symptômes ne se déclarent que vers 35-40 ans.

### Les symptômes

Fatigue générale inexplicable  
Etat dépressif  
Teint bronzé (mélano dermie)  
Diabète  
Gros foie avec cirrhose  
Troubles cardiaques

Douleurs des articulations des doigts ("poignée de main douloureuse")

### Les complications possibles d'excès de fer dans les différents organes

Cœur : myocardiopathies, tachycardie

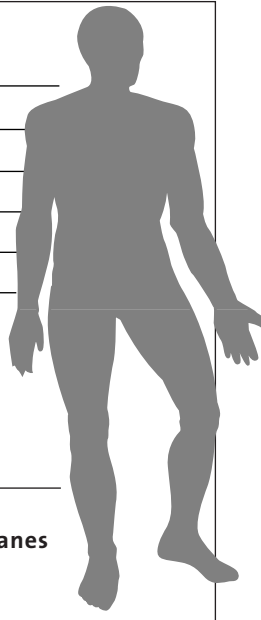
Foie : cirrhose, cancer

Pancréas : destruction progressive du nombre de cellules produisant l'insuline, d'où diabète sucré

Articulations : sur les extrémités des membres (douleurs diffuses, arthrites)

### Le rôle du fer dans l'organisme

Il représente un élément essentiel pour capter et fixer les atomes d'oxygène de l'air inspiré dans les poumons et pour les transporter vers toutes les cellules du corps.



1 personne sur 300 est touchée

### Le diagnostic

Dosages biologiques suivis, si nécessaires, d'un test génétique

### Le traitement

Saignées régulières et répétées (500 ml par semaine au départ)

1 saignée environ tous les trois mois ensuite

## Une origine celte ou viking

LA TRANSMISSION de la mutation génétique impliquée dans la forme héréditaire de l'hémochromatose se fait sur le mode dit « autosomal récessif ». La maladie ne survient que chez les personnes qui sont porteuses d'une mutation sur chacun des deux chromosomes n° 6 de leur patrimoine héréditaire (personnes dites homozygotes). Les personnes porteuses de la mutation sur un seul chromosome (personnes dites hétérozygotes) peuvent transmettre le gène mais ne sont pas victimes de la maladie.

En pratique, dans la descendance d'un couple dont chaque membre est hétérozygote, on comptera 25 % d'enfants homozygotes, 25 % d'enfants indemnes de la mutation et 50 % d'enfants hétérozygotes. Le mariage entre un homo-

zygote et un hétérozygote (ou « noces de fer ») donnera une fratrie constituée pour moitié d'hétérozygotes et pour moitié d'homozygotes. Enfin, dans le cas où les deux membres du couple sont homozygotes, tous les descendants le seront également.

Différentes enquêtes ont eu d'autre part à situer la fréquence de la mutation génétique dans différentes populations. Dans la race blanche, la prévalence de l'état homozygote n'est jamais inférieure à 1 sujet sur 1 000. Certaines régions – la Bretagne notamment – sont plus concernées, avec une proportion de 3 à 5 homozygotes pour 1 000 personnes et une population générale qui compte en son sein environ 16 % d'hétérozygotes. Certains spécialistes estiment que la

forme la plus fréquente de mutation observée dans l'hémochromatose pourrait être d'origine celte au vu, notamment, de la superposition à travers le monde de la fréquence de cette maladie et des zones de migration des populations celtiques. D'autres penchent pour une origine viking de cette mutation.

J.-Y. N.

★ Informations générales à l'Association hémochromatose - France, boîte postale 7777, 30912 Nîmes Cedex. Tél. : 04-66-64-52-22 ; fax : 04-66-64-93-87 ; Internet : [www.hemochromatose.fr](http://www.hemochromatose.fr) / Des informations médicales peuvent être obtenues au Centre familial de dépistage de l'hémochromatose, CHU Pontchaillou, 35033 Rennes Cedex ; tél. : 02-99-28-41-41.

Pierre Brissot, chef du service des maladies du foie (CHU de Rennes)

## « Tout adulte jeune devrait pouvoir, en France, bénéficier d'un dépistage »

Quels seront les apports immédiats des découvertes récentes sur l'hepcidine auxquelles votre équipe de l'unité 522 de l'Inserm a grandement contribué ?

L'importance de ces découvertes se situe à deux niveaux. Du point de vue physiopathologique, l'hepcidine pourrait bien être le peptide « signal » qui informe les cellules localisées dans la partie profonde des villosités intestinales du niveau des réserves en fer de l'organisme, une information qui module le niveau d'absorption du fer par les cellules localisées au sommet de ces villosités. Il est donc très tentant de suggérer que des anomalies de production de l'hepcidine par le foie (ou de réception de cette protéine par les cellules) pourraient jouer un rôle déterminant dans la création d'états de surcharge ou de déficience en fer dans l'organisme humain.

D'autre part, du point de vue clinique, ces découvertes vont conférer une nouvelle actualité à l'hémochromatose, cette maladie génétique due à une hyperabsorption digestive de fer qui demeure trop peu connue du public mais aussi de certains médecins et des autorités chargées de la santé publique. Il est pourtant remarquable de constater combien l'hémochromatose, qui a longtemps eu une connotation

très « médiévale », bénéficie de manière fulgurante des progrès de la génétique moléculaire pour le plus grand bien présent et à venir des malades.

Quels ont été, pour l'essentiel, ces progrès ?

Ils résultent de la découverte, en 1996, par une équipe de la société californienne Mercator Genetics, dirigée par J.N. Feder, du gène dit HFE, dont la mutation C282Y est à l'origine de cette affection. Les conséquences ont été remarquablement rapides et profondes non seulement pour la prise en charge des malades, mais aussi pour celle des membres de leurs familles.

Avant la découverte de 1996, le diagnostic d'hémochromatose nécessitait la réalisation d'une ponction-biopsie hépatique. Seul ce geste permettait d'affirmer la surcharge en fer et de la caractériser (intensité, mode de répartition cellulaire). Depuis que le test génétique est disponible, la biopsie n'est plus réalisée que si une cirrhose est suspectée, la présence de cette dernière modifiant la prise en charge des malades afin de détecter au plus vite l'éventuelle émergence d'un cancer du foie. Pour les membres de la famille, une fois le diagnostic établi, il est indispensable de réaliser une enquête qui porte avant tout dans la fratrie, mais qui doit

concerner aussi les enfants, qui sont, eux aussi, à risque. Le test génétique couplé à l'examen clinique et aux dosages de marqueurs sériques du fer a considérablement facilité l'évaluation du risque dans la famille en permettant de faire la part entre les membres déjà atteints (ou à risque de développer la maladie), ceux qui ne seront pas malades mais qui sont susceptibles de transmettre le gène et ceux qui ne sont pas porteurs de la mutation.

Dans la pratique quotidienne, l'usage du test génétique soulève-t-il des difficultés ?

Simple et fiable, ce test est aujourd'hui réalisé par de nombreux laboratoires et une procédure d'accréditation des structures autorisées à le pratiquer est en cours au plan national. Pour autant, il n'est pas remboursé par les caisses de Sécurité sociale, ce qui freine son usage pour le diagnostic individuel et surtout pour la réalisation d'enquêtes familiales. Ce dossier est à l'étude et il faut espérer, outre une décision positive de remboursement, une réglementation qui précisera l'indication du test. Il existe en effet une dérive d'indication qui consiste à demander d'emblée le test génétique avant même d'avoir évalué les marqueurs biologiques du fer.

Il nous faut aussi compter avec la

dimension éthique de cette question. Il est impératif d'obtenir l'accord écrit des sujets avant de pratiquer le test HFE. Il faut, d'une part, passer par la personne chez qui le diagnostic a été porté pour contacter les membres de la famille. Il faut d'autre part réaliser une consultation personnalisée pour bien expliquer les résultats des examens pratiqués. Ces diverses mesures sont en général très bien reçues par les patients et leur famille, qui en comprennent excellentement l'intérêt. Il faut donc s'élever contre l'attitude qui consiste à mettre en avant les éventuels effets psychologiques délétères des enquêtes familiales.

Parallèlement aux progrès concernant le diagnostic individuel et familial, un dépistage systématique de la population française est-il envisageable ?

Pour l'heure, l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé n'a pas jugé utile de donner une suite favorable à cette demande, qui est très fortement exprimée par les malades dans le cadre de l'Association hémochromatose France et qui est, d'autre part, recommandée par l'OMS depuis cinq ans. Il me paraît essentiel de relancer la dynamique en ce sens. L'hémochromatose génétique répond aux critères requis pour qu'une maladie puis-

se bénéficier d'un tel dépistage : il s'agit d'une maladie fréquente, susceptible non seulement d'altérer sévèrement la qualité de la vie, mais aussi de l'abrèger, dont le diagnostic peut désormais se faire de manière totalement non invasive et bénéficiant d'un traitement simple et efficace, à condition, précisément, que le diagnostic soit porté précocement.

Aucune autre maladie génétique ne remplit de telles conditions, et pourtant certaines bénéficient d'un dépistage systématique. Avec une information claire et dédramatisée, il n'y aurait que des avantages à adopter des mesures de suivi adaptées. Elles permettraient de contrecarrer à temps la moindre émergence de symptômes cliniques et biologiques de surcharge en fer. Aujourd'hui, en France, tout adulte jeune devrait pouvoir bénéficier d'un contrôle des marqueurs sanguins de la concentration en fer avec, en cas d'élévation, la pratique d'un test HFE. Une telle procédure pourrait rapidement être évaluée, d'abord dans quelques régions plus directement concernées – comme la Bretagne –, avant d'être étendue à l'ensemble du pays.

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

le 2<sup>e</sup> tour en questions  
Nicolas Sarkozy  
Bruno Gollnisch

invités de france europe express dimanche à 22h50

présidentielle  
2002



avec France info

## La Ford Thunderbird renaît de ses cendres

L'« Oiseau de tonnerre », né en 1954 et abandonné depuis cinq ans, est de retour. Mais ce modèle mythique ne sera vendu que sur le continent américain

**LES PNEUS** à flancs blancs ? L'idée est tentante, mais, tout compte fait, cela ne conviendrait pas. Le dessin contemporain des jantes se marierait mal avec le style « American Graffiti ». En revanche, on verrait bien la roue de secours logée dans un coffret installé sur la malle arrière, à l'ancienne, et – pourquoi pas ? – un volant beaucoup plus fin avec commande de boîte automatique installée en haut de la colonne de direction.

Plein de souvenirs passent par la tête lorsqu'on contemple une Ford Thunderbird millésime 2002. Après cinq années d'interruption, ce modèle mythique, apparu en 1954, vient de renaître, sous la forme d'une réinterprétation inspirée du style originel, dotée d'un châssis et d'une mécanique modernes.

Commercialisée depuis l'été pour un peu moins de 36 000 dollars et exclusivement destinée au continent américain, la T-Bird évite la reconstitution historique servile comme l'exotisme superficiel et gratuit. Nostalgique et égoïste, ce roadster, qui nous paraît immense (4,73 m) mais ne l'est pas tellement au regard des proportions moyennes de ses concurrentes américaines, est un strict deux-places et, malgré les apparences, on ne loge pas grand-chose à l'intérieur du coffre.

Aucun constructeur européen ou japonais n'oserait lancer un véhicule proposant un rapport

habitabilité-encombrement aussi extravagant, digne du temps où l'automobile ne paraissait devoir connaître aucune limite.

La première Ford Thunderbird – « l'oiseau de tonnerre » des légendes indiennes, qui amenait la pluie bienfaisante – fut un objet du rêve américain. Les Beach Boys la célébrèrent dans une chanson intitulée *Fun, fun, fun*, et pas

**Même loin de la Route 66, mener la T-Bird du bout du volant est un moment de sereine jubilation**

moins de cinquante d'entre elles étaient incluses dans le cortège d'intronisation de John Kennedy à la Maison Blanche, début 1961. Sa descendante veut elle aussi incarner les Etats-Unis optimistes et confiants. « Elle est conçue pour regarder vers l'avenir tout en recréant la magie d'une icône américaine », résume J. Mays, le responsable du design chez Ford, qui se fit connaître en concevant la

Volkswagen New Beetle. Une référence. Bien que la Thunderbird soit réservée au marché américain, Ford a eu la bonne idée de lui organiser une rapide tournée européenne. Et de nous proposer de prendre le volant de l'unique exemplaire disponible, jaune pastel à l'extérieur, bicolore jaune noir à l'intérieur. Un choc ! Longue et basse, plus élancée et moins imposante qu'une Chevrolet Corvette ou qu'une Dodge Viper, la Thunderbird accroche tout de suite le regard. Ses proportions inhabituelles, en particulier le coffre aussi long que le capot, en imposent. Pourtant, ce n'est pas une « grosse américaine ».

Fidèle à ce qu'était son ancêtre, l'auto ne manque pas de tempérament, mais elle n'est pas du genre à laisser de la gomme sur le bitume à chaque démarrage. Silencieux et souple, le V8 de 3,9 litres de cylindrée développant 252 chevaux ne peine pas à mouvoir cette voiture dont la carrosserie ne porte pour tout écusson que la signature Thunderbird. Son niveau de consommation est même assez honorable (une quinzaine de litres aux 100 km) compte tenu en particulier du poids (1,7 tonne).

Conçue sur la base d'une Lincoln LS, tout comme la Jaguar S-Type, la T-Bird n'engendre pas de sensation de pesanteur excessive. Sa direction est précise et le rayon de braquage est compatible avec un

### La voiture officielle des surfeurs

La nouvelle Thunderbird, roadster deux places, s'inspire étroitement du modèle originel lancé par Ford en septembre 1954 (année modèle 1955). Il s'agissait de faire pièce aux coupés sportifs européens Jaguar, Mercedes et Porsche, mais aussi à la Chevrolet Corvette. Sa silhouette pointue, son pare-brise panoramique évoquant le cockpit d'un avion et ses moulures chromées lui assurèrent un succès foudroyant et le quasi-statut de voiture officielle des surfeurs. Les années suivantes furent introduits un joli hard-top percé de deux ouïes et un superbe couvercle de roue de secours, niché sur le coffre. A partir des années 1960, la T-Bird vendit son âme en se transformant en coupé quatre places et perdit sa grâce en se laissant progressivement gagner par l'embonpoint.

A propos du nouveau modèle, qui ne sera produit qu'à 25 000 unités par an, Ford se plaît à raconter qu'avant toute chose l'équipe chargée de la conception fit l'acquisition d'une T-Bird de 1957. Les designers s'empressèrent de la lustrer au polish, « pour mieux s'imprégner de ses formes, en particulier la ligne de pli, à l'arrière, si subtile qu'on ne la remarque qu'en passant la main ».

PHOTOS D.R.



La Ford Thunderbird 2002. Ci-dessous, de haut en bas, deux de ses prestigieuses devancières : le modèle 1957 et le modèle 1961.

usage urbain, mais la descendante de l'ex-star des sixties ne se conduit pas comme un coupé BMW Z3 ou un Spider Alfa Romeo. Ses suspensions garanties *made in USA* – molles en détente et assez dures en compression – n'en font pas une sportive virevoltante.

La Thunderbird est faite pour voguer tranquillement, décapotée, sur les longues lignes droites des *freeways*, la main droite du passager tapotant la portière au rythme de *Sweet Little Sixteen* par Chuck Berry. Le pare-brise incliné (mais pas suffisamment remontant pour satisfaire aux normes européennes de sécurité en cas de retournement) protège bien des tourbillons à vitesse moyenne. On regrette toutefois l'absence d'un saut-de-vent, petit déflecteur installé derrière les sièges pour « casser » les remous d'air. Un hard-top, pourvu des deux adorables hublots caractéristiques du modèle 1957, peut être installé moyennant un coquet supplément.

Même loin de la Route 66, mener la T-Bird du bout du volant est un moment de sereine jubilation. Par temps frisquet mais ensoleillé, une promenade effectuée voiture ouverte le long des boucles de la Seine, à l'ouest de Paris, aura permis de s'en convaincre. La seule déception provient de l'habitacle, qu'on espérait plus romantique voire légèrement kitsch. Les placages comme les panneaux en

### Fiche technique

- **Dimensions** (L x l x h) : 4,73 m x 1,82 m x 1,32 m.
- **Poids** : 1 699 kg.
- **Motorisation** : V8 ouvert à 90 degrés, cylindrée de 3,9 litres pour 252 ch. Transmission aux roues arrière, boîte automatique 5 rapports.
- **Consommation moyenne** : 13,8 l aux 100 km.
- **Emissions CO<sub>2</sub>** : n.c.
- **Équipement de série** : climatisation, ABS, deux airbags, capote électrique, sellerie cuir, siège conducteur à réglage électrique.
- **Tarifs** : aux Etats-Unis, de 35 495 à 41 995 dollars (40 000 à 48 000 € environ).

faux alu font souvent « toc » et l'instrumentation est tout sauf originale, en particulier l'autoradio, qui aurait mérité traitement plus chaleureux. Par bonheur, il y a les aiguilles translucides couleur vert d'eau des compteurs (à cause desquelles on a toujours envie de rouler phares allumés), la vue emprenable sur la prise d'air surgissant du capot et puis cette odeur si particulière qu'exhalent les sièges en cuir des voitures américaines.

Les formes tendues de la nouvelle Thunderbird, sa calandre grillagée qui retombe très bas, ses projecteurs écarquillés, son volume imposant à l'avant mais qui s'allège en fuyant vers l'arrière où s'esquisse la naissance d'un aileron ne peuvent laisser de marbre.

Tout comme la fameuse GT-40 victorieuse au Mans, dont Ford proposera bientôt une version actualisée, ou le sémillant et rétro PT-Cruiser de Chrysler. Sans vouloir jouer les rabat-joie, on peut se demander si ces talentueuses exaltations du passé suffiront à endiguer le succès grandissant qu'enregistrent les voitures étrangères aux Etats-Unis.

Jean-Michel Normand

## Pour ses scooters, Peugeot s'en remet au freinage intégral

**EN ÉQUIPANT** son 125 Elystar d'un système de freinage intégral diablement efficace, Peugeot pense viser juste. Selon les enquêtes citées par la marque, près de 70 % des réfractaires au deux-roues hésiteraient encore à chevaucher un scooter par crainte d'une mauvaise chute. A ceux-là, et aux parents qui ne reculent devant aucun sacrifice, Peugeot Motocycles vient de lancer le concept de freinage le plus performant du moment, similaire à celui des automobiles les mieux équipées.

Développé avec la collaboration de l'équipementier allemand FTE/Dana, qui réalise notamment les dispositifs de freinage ABS des BMW, le concept de Peugeot combine un frein intégral gérant la répartition de la puissance sur l'avant et sur l'arrière ainsi qu'une assistance au freinage d'urgence qui amplifie la pression exercée sur le frein pendant que l'ABS (à l'avant, uniquement) évite le blocage de la roue.

Selon les tests du constructeur, il serait possible de diviser la distance d'arrêt par deux et de s'immobiliser avec la même dextérité qu'un pilote expérimenté. Efficace en cas de mauvaise surprise sur la route, l'engin, imperturbable, frei-

ne en ligne sans sourciller, à tel point qu'on se surprend à ne plus avoir le réflexe de sortir la jambe pour parer à tout déficit de stabilité. On peut juste lui reprocher sa hauteur de selle peu avenante pour les petits gabarits alors que les plus gros scooters s'adaptent à toutes les morphologies, y compris à celle des adolescents, toujours plus grands.

Aux lignes résolument classiques de ce scooter « à la française » aux allures de monospace à deux roues s'ajoutera bientôt un toit enveloppant, comme celui de l'Adiva de Benelli ou du Fulltime de Renault, mais non pliable.

### DÉMOCRATISER LA SÉCURITÉ

Animé par un moteur quatre temps à injection, le 125 Peugeot Elystar (4 199 €) est le premier à bénéficier de ce surcroît de sécurité proposé en série pour un coût estimé à 610 € par rapport à l'Elyseo 125. Peugeot, qui entend démocratiser cet équipement de sécurité, prévoit d'équiper progressivement le reste de sa gamme du freinage intégral. Au-delà de l'argument technologique, le constructeur français souhaite également promouvoir un mode de conduite plus simple pour libérer

l'esprit de l'utilisateur sur ses trajets quotidiens.

Grâce à ce système de freinage intégral qui gère à la fois les disques avant et arrière à partir d'une seule poignée de freins, la main droite se contente d'accélérer alors qu'une simple pression sur la poignée gauche déclenche le système. Quant au frein de la poignée droite, il officie comme frein de secours pour le simple respect de la loi.

Si ce concept peut rassurer le pilote néophyte et permettre une meilleure prise en main, cela ne préserve en rien du danger, lequel, à deux-roues, provient essentiellement des autres et principalement des automobilistes étourdis. Ce n'est un secret pour personne, les moins téméraires, et notamment nombre de femmes, préfèrent attendre l'arrivée des « trois-roues », tel le Renault Ublo, ou d'autres projets de la même veine, comme l'Italjet Scoop (transformable en scooter des neiges l'hiver !) ou l'Aprilia Los Angeles, aux deux roues avant inclinables en courbe, qui devraient être les premiers à offrir la stabilité que les plus précautionneux espèrent.

Florence Serpette



Reporters sans frontières

**YANN ARTHUS-BERTRAND**

**POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE**

ACHETER L'ALBUM REPORTERS SANS FRONTIÈRES, C'EST CONTRIBUER À LA LIBÉRATION DES 120 JOURNALISTES EMPRISONNÉS DANS LE MONDE.

6€

En vente chez tous les marchands de journaux et dans les FNAC.

RELAY IREY mac

reporters sans frontières

Le Monde

DOSSIERS & DOCUMENTS

LITTÉRAIRES

1 Voltaire, l'insurgé.

2 L'humanisme est-il mort ?

Avril 2002 - 8 pages - 2,10 €

Chaque jeudi avec

Le Monde

DATÉ VENDREDI

retrouvez

LE MONDE DES LIVRES



# CULTURE

## ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les neuf personnalités qui avaient expliqué au « Monde » les raisons de leur soutien à l'un ou l'autre candidat avant le premier tour expriment aujourd'hui leurs réactions au soir du dimanche 21 avril et les fondements de leur engagement en vue du second tour

# Pourquoi le monde des arts choisit de voter Jacques Chirac

ENTRE le 17 mars et le 19 avril, *Le Monde* a publié neuf portraits consacrés à des personnalités du monde artistique qui s'étaient déclarés en faveur de l'un ou l'autre des candidats à l'élection présidentielle. A l'issue du premier tour, nous les avons interrogés à nouveau pour connaître leur réaction au soir du résultat et leur choix pour le 5 mai.

### PAUL CHEMETOV

Architecte.  
Soutien de Robert Hue.  
(Le Monde du 16 mars.)

« A l'annonce des résultats, j'ai ressenti une certaine tristesse mais elle fut la confirmation de ce que je pressentais : le résultat de Robert Hue montre que l'on a dilapidé quelque chose qui me paraît important dans le paysage politique français. Le vote Le Pen n'est pas une surprise, c'est en quelque sorte le retour du refoulé colonial et d'un rapport non réglé à nos populations arabes. Il nous saute à la figure en raison d'un mode de scrutin curieux qui a des effets multiplicateurs et dévastateurs. 11 septembre, guerre en Palestine, jusqu'aux déclarations de Roger Cukierman, on ne compte pas les chiens qui ont été déchainés à propos de l'insécurité ! Ils se sont précipités dans la niche qui leur semblait la plus accueillante. Le 1<sup>er</sup> mai, je manifesterai pour ne pas abandonner le terrain aux partisans de Jeanne d'Arc. Le 5, je voterai Jacques Chirac, même s'il fait une éruption lepéniste quand il avait l'occasion idéale de devenir gaulliste en une journée. Après, il sera temps de reconstruire. Le PC est un champ de ruines. Face au bloc des droites, il faut le réinventer sur des bases différentes de la période récente. »

### JEAN-JACQUES AILLAGON

Président du Centre Pompidou.  
Soutien de Jacques Chirac.  
(Le Monde daté 17-18 mars.)

« Quand j'ai vu le visage de Le Pen à la télévision, j'ai été pris de nausée. Pour tous les gens qui sont attachés aux valeurs républicaines, la situation est très claire : il faut voter pour Jacques Chirac au second tour parce qu'il a toujours affirmé son total rejet des idées d'extrême droite et qu'il est tout à fait conscient d'une modification radicale du paysage politique. Il en tiendra compte à la faveur de la constitution de son gouvernement après la présidentielle. J'ai proposé à tous les artistes, quel que soit leur camp, de se réunir le 30 mai sur le parvis du Centre Pompidou pour une réunion fraternelle en soutien au président de la République. Cela ne signifie pas que nous voulons donner l'impression de récupérer des gens. Mais, depuis lundi, j'ai reçu des coups de fil de personnalités qui ont soutenu Lionel Jospin et qui voulaient manifester leur soutien à Jacques Chirac. Ce sera l'occasion de le faire. »

### DANIEL MERMET

Journaliste, producteur.  
Soutien d'Olivier Besancenot.  
(Le Monde du 27 mars.)

« Le résultat du premier tour est consternant, même si, à plusieurs reprises dans la semaine qui a précédé, on s'est demandé ce qui se passerait si le pire arrivait. J'ai soutenu Olivier Besancenot dans un souci de lutter contre la politique de dépolitisation qui a triomphé dimanche. Aujourd'hui, les responsabilités s'énoncent : choix du thème de l'insécurité, qui tient du marketing électoral ; absence de projet face à la montée des inquiétudes ; rôle des médias, qui ont tenu les sondages pour des oracles... C'est une très grosse baffe ; ou ça assomme ou ça réveille. Désormais, il faut faire barrage à Le Pen, comme l'a dit Besan-



Jean-Jacques Aillagon.



Frédérique Dumas.



Bernard Murat.

cenot. J'irai manifester le 1<sup>er</sup> mai et, le 5, entre Supermateur et Superfacho, il n'y a pas photo : je voterai Supermateur. La situation française est désormais analogue à celle de l'Italie, où la défaite du centre gauche a amené Berlusconi. Il faut préparer les législatives. Les gens ne se foutent pas de la politique mais ils voudraient qu'elle soit différente. Leurs attentes sont un peu atmosphériques, difficiles à saisir par les politiques ou par les journalistes. Mais elles ont été abondamment décrites par les sociologues. Il faut les prendre en compte. »

### GUY PELLAERT

Plasticien.  
Soutien de Jean-Pierre Chevènement.  
(Le Monde du 30 mars.)

« Dimanche, à titre amical, j'étais à la permanence de campagne de Jean-Pierre Chevènement. Quand j'ai vu apparaître les visages des deux candidats arrivés en tête à la télévision, j'ai cru que c'était un mauvais photomontage... Le vote survient une surprise, on cherche un coupable. Le coupable, c'est l'abstention. Moi, je suis un travailleur immigré ; si j'avais le droit de voter en France, je voterai Chirac, en me pinçant le nez. Désormais, je vais retrouver la solitude de mon atelier car je ne suis pas un professionnel des réunions publiques. Mais je comprends que certains manifestent. Quand on a 20 ans et



Mario Canonge.



Daniel Mermet.



Monique Nemer.

« Quand j'ai vu le visage de Le Pen à la télévision, j'ai été pris de nausée. Pour ceux qui sont attachés aux valeurs républicaines, la situation est très claire : il faut voter pour Jacques Chirac au second tour parce qu'il a toujours affirmé son total rejet des idées d'extrême droite »

Jean-Jacques Aillagon

que l'on a l'impression d'être floué, il est logique de s'exprimer. »

### MARIO CANONGE

Pianiste.  
Soutien de Christiane Taubira.  
(Le Monde daté 31 mars-1<sup>er</sup> avril.)

« A l'annonce des résultats, j'étais en train de déjeuner dans un restaurant en Guadeloupe. Je suis aussitôt rentré me carrer devant la télévision. Ce fut un choc, comme pour tout le monde. Le résultat n'est pas dû à une adhésion massive au Front national, ni au nombre de voix des petits candidats, comme Christiane Taubira, mais à la déroute du Parti socialiste. Pourtant, je suis admiratif du courage de Lionel Jospin et de l'annonce de son retrait. Je ne regrette rien sinon le score de Le Pen. Moi, je ne suis pas

un politique : j'ai simplement donné mon sentiment avant le premier tour. Au second, je pense qu'il faut voter Jacques Chirac et que les abstentionnistes se réveillent et agissent. »

### BERNARD MURAT

Metteur en scène.  
Soutien de Lionel Jospin.  
(Le Monde du 5 avril.)

Dans un point de vue publié par *Le Monde* le 25 avril, cosigné par le mathématicien Michel Broué, Bernard Murat affirme que, le 1<sup>er</sup> mai, « il est impossible de laisser la rue aux fascistes » et que « le 5 mai sera un référendum contre Le Pen, pour la défense de la République et des libertés, et en aucun cas un vote pour "Chirac président". Pas d'abstention, votons contre Le Pen ; plus



Paul Chemetov.

« Comme Noël Mamère ou Dominique Strauss-Kahn, les responsables politiques auraient dû dire "Je vais voter Chirac" plutôt que d'appeler à "faire barrage à Le Pen", une expression qui fait fulminer des millions de Français »

Philippe Torreton



Guy Pellaert.



Philippe Torreton.

le score de Chirac sera massif, moins il pourra s'en prévaloir, et plus claire en sera la signification. »

### MONIQUE NEMER

Editrice.  
Soutien de Lionel Jospin.  
(Le Monde du 11 avril.)

« Ce n'est pas en m'endormant que je rentre dans le cauchemar, c'est en me réveillant ; ce qui a été infligé à Lionel Jospin me bouleverse comme une intolérable injustice. Pis, une offense, quasi au sens dostoevskien de *Humiliés et offensés*. Battu par Chirac, ce serait la démocratie. Mais par Le Pen ! J'aurai du mal à pardonner à ceux qui, par une sorte d'afféterie de petits marquis, ont jugé "exotique" de voter pour des candidats "amusants". Je respecte et comprends le retrait de

Jospin. Pour autant, j'imagine mal que nous puissions nous passer de son autorité morale et intellectuelle. Ah !, il était austère, trop vertueux, pas assez rigolo pour donner goût à la politique. Parce que c'est sûrement très éducatif, civiquement, d'avoir mis nos gamins en situation de défilé avec des pancartes "Votez escroc, pas facho". J'ai hésité mais je voterai Chirac. Pour lamener Le Pen, bien sûr, mais plus encore pour qu'il se retrouve avec un score de république bananière qui lui interdise de s'en prévaloir comme d'un critère d'adhésion à son programme. Maintenant, il faut reconstituer au plus vite une gauche redevenue responsable. Car il ne faut jamais oublier que c'est aussi la "haine de soi" qui fait le lit du fascisme. »

### FRÉDÉRIQUE DUMAS

Productrice.  
Soutien de François Bayrou.  
(Le Monde du 17 avril.)

« Je suis aujourd'hui habitée par un sentiment contradictoire. Si lors de la campagne nous avons dénoncé l'impuissance, l'arrogance, l'indifférence des appareils parisiens face à ce qui se passe dans la société, le 5 mai il faut voter Chirac et empêcher que l'extrême droite ne vienne au pouvoir. C'est un gros gâchis. Il faut comprendre le message ainsi envoyé et émettre, d'ici au second tour, des signaux pour indiquer comment on va changer les choses demain. Or les appels lancés depuis lundi par le camp du président de la République méprisent cette réalité. François Bayrou a rencontré Jacques Chirac et lui a proposé d'être le chef de file d'un gouvernement au-delà des camps car les enjeux ne sont plus idéologiques mais concrets, somme de problèmes urgents à résoudre. Chirac a refusé et nous propose un parti unique, Sarkozy, une droitisation, qui ne répondent pas à l'angoisse des Français. Après avoir occulté le premier tour, on occulte le deuxième pour passer aux législatives. Il faudrait pourtant penser à ce qui va se passer le 5 mai et à rien d'autre. »

### PHILIPPE TORRETON

Acteur.  
Soutien de Noël Mamère.  
(Le Monde du 19 avril.)

« D'abord, j'ai été consterné. Tout de suite après, je me suis dit que la catastrophe pouvait être salutaire et forcer la gauche à se repenser. La multiplication des candidats était une chance pour la démocratie et la campagne beaucoup plus intéressante qu'on ne l'a dit. Il y a eu une foison d'idées, à droite comme à gauche ; elles ont été occultées par un état d'esprit calamiteux qui a empêché tout vrai débat. On paie les absurdités de l'organisation du scrutin (vacances scolaires, rigidité des moyens de voter). Le 1<sup>er</sup> mai, je serai dans la rue. Le 5 mai, il faut que Chirac fasse le plus gros score possible afin qu'il ne puisse parler de victoire de la droite et qu'il montre ses talents de rassembleur. Comme Noël Mamère ou Dominique Strauss-Kahn dès dimanche, les responsables politiques auraient dû dire "Je vais voter Chirac" plutôt que d'appeler à "faire barrage à Le Pen", une expression qui fait fulminer des millions de Français. Aux législatives, la gauche doit faire un raz-de-marée pour éviter une cohabitation molle ou rester dans l'opposition pour se restructurer. Je préfère le raz de marée qui force-rait Chirac à la démission. La boue a envahi les urnes ; les artistes, comme les autres, doivent se mobiliser. »

Propos recueillis par  
Olivier Schmitt









## Quand les forces de la croissance sont celles de l'insécurité

ALAIN LOMPECH

## Réfléchir avant

« RIEN NE SERT de penser, il faut réfléchir avant. » Comment dire les choses plus simplement que Pierre Dac ? Résistant de la première heure, émigré à Londres au côté du général de Gaulle, par conviction patriotique et du fait de sa judaïté, l'inoubliable humoriste, qui a fait plier de rire la France des années 1950 et 1960 avec ses aphorismes, ses feuilletons radiophoniques, son goût si français de l'absurde, nous manque, comme Coluche.

Coluche, droit dans les yeux de son public, faisait lui aussi rire la France entière, une France vive, colorée, généreuse, si prompte à venir en aide aux démunis, qui s'éloignent insensiblement du cœur de la société pour le désespoir d'une insécurité sociale meurtrière. Coluche tuait les idées du front national (que les correcteurs nous permettent l'usage des minuscules) en ridiculisant leur fondement même avec plus de pertinence et d'efficacité que les hommes politiques les plus affûtés et sincères. Sa voix, ses petits cris haut perchés, sa salopette rayée, son gros nez rouge manquant à la France.

« Quand on veut dîner avec le diable, il faut se munir d'une longue cuiller », Bertolt Brecht dit cela quelque part dans *Mère Courage*. Et l'on comprend Jacques Chirac dans son refus de débattre avec un Le Pen qui modifie les règles du jeu à mesure que la partie avance, ne respecte rien ni personne, pas même ce drapeau tricolore qu'il tente de voler à la vestale qui veille sur la flamme de la République. Bertolt Brecht, un auteur qui ne figure pas au programme culturel du front national, qui lui préfère l'opérette, sauf celles d'Offenbach évidemment, les danses et chants folkloriques, la notion de civilisa-

tion à celle de culture, la reconstitution des grands événements historiques qui ont jalonné une histoire de France à la création.

On l'a lu, ce programme culturel. Et l'on y aura trouvé quantité d'idées sur l'art contemporain, la musique, le cinéma développées ces dernières années dans des ouvrages d'hommes et de femmes respectables, parfois de gauche, qui n'auront pas réfléchi au fait qu'ils alimentaient l'idéologie du repli sur soi, du retour à la tribu.

La convergence de leurs brûlots avec les idées et projets du front national rejoint cette mise en cause permanente des élites, du savoir, depuis de nombreuses années. Depuis que l'Ecole nationale d'administration est devenue le lieu de tous les maux d'un pays malade non de ses énarques, non de ses hauts fonctionnaires, mais du retour de la bête immonde, surgie de l'ombre où le souvenir de la Shoah, de la collaboration, la parole des résistants l'avaient maintenue.

Comme le nazisme était l'ennemi du peuple allemand, de tous les peuples, le frontisme est l'ennemi de la France. Le Pen en photo bras sur l'épaule avec David Duke, le raciste, l'antisémite américain... Il faut l'avoir vue cette photo et lire les diatribes du beau jeune homme blond pour savoir ce que ses références récentes à de Gaulle sont émetiques.

Ont-ils lu les idées de Le Pen sur la nationalité, ses électeurs du premier tour ? Il récuse le droit du sol instauré par Clovis, fondement même d'une France réelle sur laquelle l'ami des dictateurs bâtit sa France mystico-nostalgique. Savent-ils qu'il sera quasi impossible à certains d'entre eux de faire renouveler leur carte d'identité ? Qu'ils lisent, ses électeurs, ils n'auront pas à penser après.

**TOUS LES ABSTENTIONNISTES** ne sont pas contre la démocratie, et tous les votes protestataires ne signifient pas une adhésion aux thèses de l'extrême droite ou de l'extrême gauche. Mais il reste que, sans doute, pas loin d'un Français sur trois rejette aujourd'hui la vie politique et le système économique de la France. Une proportion qui sidère. Perdus dans les changements accélérés du monde, insécurisés dans leur vie quotidienne par la violence, mais aussi dans leur vie professionnelle, ils sont ou se sentent exclus. La croissance retrouvée, la baisse du chômage, la réduction de la durée du travail ne les concernent pas. Pour eux, tout va dans le mauvais sens, et ce sera pire pour leurs enfants. On savait que la machine d'intégration française avait des ratés, on ignorait que c'était dans de telles proportions.

On ne savait pas, non plus, que la crainte touchait à ce point toutes les catégories sociales, ce que démontre le vote pour Jean-Marie Le Pen. Il n'y a pas que les petits commerçants ou les ouvriers déqualifiés qui perdent pied. Employés, paysans, artisans, patrons de PME : dans tous les métiers, une partie de la population décroche.

## « JOBS ! JOBS ! JOBS ! »

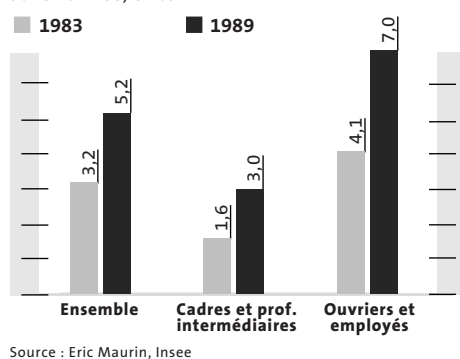
L'Amérique a connu ça. Au début des années 1990, avant que les Etats-Unis trouvent un régime de forte croissance à la fin du mandat de George Bush père, les analystes évoquent les victimes de la crise, qui sont devenues *politically homeless* (« sans parti fixe »). Les salaires ouvriers régressent. Les inégalités ont doublé depuis vingt ans. Les licenciements de restructuration (*downsizing*) se multiplient dans les entreprises. Wall Street (l'économie) et Main Street (la société) ne conduisent plus au même endroit. Le populiste d'extrême droite Pat Buchanan essaie, avec son talent de tribun, d'en profiter lors des primaires de 1992. C'est Bill Clinton, candidat démocrate, qui gagnera la Maison Blanche avec pour slogan : « *Jobs ! Jobs ! Jobs !* » Il promet de recoudre les filets sociaux, ce qu'il ne pourra faire, mais qu'importe : les emplois sont créés par millions. L'économie américaine trouve le chemin vertueux, et les salaires repartent vers le haut.

L'emploi revient, mais pas la stabilité. La nouvelle société ressemble aux marchés financiers : les forces de la croissance sont celles de l'insécurité. Les deux sont indissociablement liées. La richesse va avec la peine. Dans la nouvelle dyna-

## CHRONIQUE DE L'ÉCONOMIE

## LA MONTÉE GÉNÉRALE DES RISQUES

Probabilité pour les salariés de perdre leur emploi dans l'année, en %



Source : Eric Maurin, Insee

mique, il n'est pas bon de n'avoir aucun diplôme ou aucun savoir-faire. Mais l'économie va tellement bien qu'elle résout le problème. Et puis, aux Etats-Unis, l'absence de protection motive. En France, elle inhibe.

## LE PLAN DÉJOUÉ

Lionel Jospin avait, au fond, la même politique que Bill Clinton : l'intégration passe par le retour à l'emploi. Priorité donc à la croissance et à la lutte contre le chômage : rigueur sur les salaires que les 35 heures ont renforcée, baisse du coût de l'emploi comme ses prédécesseurs Edouard Balladur et Alain Juppé. Cette stratégie a été couronnée de succès : 1,8 million d'emplois créés en cinq ans, une moisson historique. Ces emplois sont-ils précaires ? sont-ils des contrats intérimaires ? des emplois-jeunes ? Sans doute. Mais ils vont se transformer avec le temps, répond Lionel Jospin. Il a raison : en effet, 70 % des CDD sont transformés en CDI (si l'on ne tient pas compte des emplois purement saisonniers d'un mois). La stratégie des partis de gouvernement, de droite comme de gauche, est tracée : la croissance crée des emplois qui sont au début fragiles mais qui se solidifient dans un second temps.

Mais...

Mais les résultats de l'élection présidentielle déjouent le plan. Un Français sur trois refuse d'y croire. Pourquoi ?

La première explication tient au mensonge de

la gauche gouvernante sur le but du voyage : elle continue de croire, en tout cas de faire croire, qu'elle saura « corriger » le capitalisme et revenir aux bonheurs keynésiens des « trente glorieuses » : emplois stables, salaires croissants. Elle se trompe ou trompe les salariés en faisant croire qu'elle « résiste » à la mondialisation alors qu'elle lui cède. En refusant d'assumer sa politique social-démocrate, en alimentant en permanence la flamme d'une « autre politique » qui serait possible, elle rend les gens ou furieux ou désespérés et prépare le terrain des extrêmes, qui ont beau jeu de dénoncer la supercherie et de proposer, eux, des véritables politiques alternatives.

## LA NATURE DES EMPLOIS

La seconde raison est plus complexe. Elle tient à la fragilisation de l'emploi non pas de certaines catégories (la classe exploitée) mais de toutes. L'économiste Eric Maurin, dans un petit livre très éclairant (*L'Egalité des possibles*, Seuil), souligne la montée dans tous les métiers des risques de perdre sa place (voir le graphique). Il réfute l'analyse en termes de classes, en soulignant que, avec l'avènement d'une économie de services, c'est la nature même des emplois qui se modifie. Le travail fait appel à chacun « comme une personne à part entière et de moins en moins comme une unité élémentaire de production, de moins en moins comme un travailleur ou une travailleuse ». Transformation fondamentale, car elle accroît l'efficacité économique mais elle isole et efface peu à peu toutes les références de l'individu à une catégorie sociale. Surtout, elle renvoie chacun à ses propres difficultés et au jugement, par lui et par les autres, de ce qu'elles relèvent « ses propres limites personnelles ». Voilà le noeud : ceux qui peinent sont mis devant « leur souffrance d'être une personne limitée ». Le revers des gains d'autonomie et de liberté.

Pour Eric Maurin, il faut redéfinir les politiques sociales pour lutter moins contre les inégalités de fait que contre les inégalités des potentiels de chacun. Un combat pour l'intégration à mener pas seulement à l'école mais sur le terrain. Le message est riche. A la droite, il dit que la répression ne suffit pas. A la gauche traditionnelle, il déclare que reprendre la lutte des classes est à côté de la vérité. A la gauche moderne, il affirme que la création d'emplois ne suffit pas.

Eric Le Boucher

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

## Le boom du caravaning

AU SALON DES SPORTS et du camping, les sections les plus importantes sont celles du camping et de cette variété nouvelle de la randonnée qui répond au nom assez rébarbatif de caravaning. Elles témoignent de cet effort constant de recherche et d'amélioration qui a permis à l'industrie française spécialisée d'atteindre la classe internationale, en satisfaisant le pique-niqueur dominical comme l'explorateur de l'Himalaya. Deux faits sont à

l'origine de la large extension du camping : d'une part, la hausse constante du coût de la vie, d'autre part, la maturité d'une génération qui, la première sans doute, goûta aux alentours de 1930 les joies de la nuit à la belle étoile. Un homme de 40 ans, devenu commerçant, industriel, chef de service, avocat ou professeur, conserve la nostalgie des marches joyeuses sac au dos dans un sentier fleuri, mais il a davantage souci de son confort. Il est marié,

chargé de famille. Le simple duvet à même le sol ne lui suffit plus. En outre, pourquoi dépenser 60 000 ou 80 000 francs par mois pour louer pendant l'été une villa au bord de la mer quand une remorque accrochée à une auto, et dont le prix sera amorti en une ou deux saisons, permet de concilier ce confort qu'il exige et ce dépaysement qu'il souhaite ?

André Chassaignon  
(29 avril 1952.)

EN LIGNE SUR [lemonde.fr](http://lemonde.fr)

■ Résistances. Un recueil d'images réunit les actes de résistance graphique à la montée de l'extrême droite.

■ En séquence France, un dossier (réservé aux abonnés du site) consacré à la Géorgie et au difficile accouchement d'un Etat démocratique depuis l'éclatement de l'URSS.

■ Retrouvez les nouvelles actualisées en continu pendant le week-end sur le site du Monde.

## CONTACTS

## ► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris  
Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ;  
télécopieur : 01-42-17-21-21 ;  
téléc : 202 806 F

## ► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-42-17-32-90  
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>  
Par courrier : bulletin p. 12  
Changement d'adresse et suspension :  
0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

## ► INTERNET

Site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)  
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>  
Site nouvelles technologies :  
<http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi : <http://emploi.lemonde.fr>

Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier : <http://immo.lemonde.fr>

► TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

► DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-88-46-60

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

► LE MONDE 2

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : « Election présidentielle : qui ? ».

■ Tirage du Monde daté samedi 27 avril 2002 : 611 195 exemplaires.

1-3

Le Monde

SPÉCIAL  
PRESIDENTIELLE

# Le vote Front national dans le monde du travail, pourquoi ?

Employés, ouvriers, petits patrons, commerçants, artisans :  
pourquoi une partie d'entre eux a voté Le Pen



Lundi 29 avril avec *Le Monde* daté mardi 30 avril